



Bilan des politiques numériques  
menées dans les Régions en France

Novembre 2010

**CONTACT**

[www.renaissancenumerique.org](http://www.renaissancenumerique.org)

[contact@renaisancenumerique.org](mailto:contact@renaisancenumerique.org)

<http://twitter.com/RNumerique>

# SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
<b>SYNTHESE DE L'ETUDE</b>	<b>6</b>
<b>ALSACE</b>	<b>11</b>
<b>AQUITAINE</b>	<b>16</b>
<b>AUVERGNE</b>	<b>22</b>
<b>BASSE-NORMANDIE</b>	<b>28</b>
<b>BOURGOGNE</b>	<b>34</b>
<b>BRETAGNE</b>	<b>37</b>
<b>CENTRE</b>	<b>42</b>
<b>CHAMPAGNE-ARDENNE</b>	<b>47</b>
<b>CORSE</b>	<b>50</b>
<b>FRANCHE-COMTE</b>	<b>54</b>
<b>GUADELOUPE</b>	<b>57</b>
<b>GUYANE</b>	<b>58</b>
<b>HAUTE-NORMANDIE</b>	<b>60</b>
<b>ILE DE FRANCE</b>	<b>64</b>
<b>LANGUEDOC-ROUSSILLON</b>	<b>69</b>
<b>LIMOUSIN</b>	<b>73</b>

<b>LORRAINE</b>	<b>76</b>
<b>MIDI-PYRENEES</b>	<b>81</b>
<b>NORD-PAS DE CALAIS</b>	<b>87</b>
<b>PAYS DE LA LOIRE</b>	<b>92</b>
<b>PICARDIE</b>	<b>96</b>
<b>POITOU-CHARENTE</b>	<b>101</b>
<b>PROVENCE ALPES COTE D'AZUR</b>	<b>105</b>
<b>REUNION</b>	<b>109</b>
<b>RHONE-ALPES</b>	<b>113</b>

# INTRODUCTION

Dans le livre blanc publié par Renaissance Numérique en 2007 intitulé « 2010 L'internet pour tous – 15 mesures pour réduire la fracture numérique en France », les adhérents du think-tank espéraient qu'à fin 2010, 80% des foyers français seraient équipés, connectés, et formés au numérique.

Au 3e trimestre 2010, la France compte encore 32% d'e-exclus. Exclus de la société numérique, exclus des moyens de communication et d'information modernes, exclus de la compétition nationale et internationale qui exige des compétences numériques, exclus du savoir à la portée de tous, exclus de l'e-démocratie, exclus de la e-médecine, etc. La liste serait trop longue si elle se voulait exhaustive.

De 2007 à 2010, le taux de foyers connectés et formés est passé de 45% à 70%. Sans pour autant s'en contenter, Renaissance Numérique salue cette progression. Elle est le fruit de plusieurs facteurs conjugués, et parmi eux, les politiques régionales jouent un rôle parfois négligé. Lors de la dernière mandature, plusieurs régions se sont investies dans des politiques numériques, notamment via l'aménagement de leur territoire, les équipements et services fournis aux lycées, la dématérialisation de leurs procédures, le rapprochement citoyen, l'économie, l'attractivité de leur territoire. Le numérique est à ce point transverse qu'il impacte tous les secteurs de la société et de l'économie. Certaines collectivités l'ont compris depuis longtemps, d'autres s'y mettent aujourd'hui.

Cette étude menée à été menée par Renaissance Numérique durant les 2e et 3e trimestres 2010. Le think-tank a recruté un groupe d'étudiants de l'Institut Télécom pour administrer un questionnaire aux responsables TIC de chaque région française sur les politiques menées au sein de leur collectivité lors de la dernière mandature ainsi que sur les projets en cours et à venir. Des entretiens téléphoniques sont la plupart du temps venus compléter les réponses fournies par les régions.

Une recherche d'informations, sur les sites internet des collectivités, à commencer par ceux des régions, ainsi qu'une recherche documentaire sur les observatoires numériques existants est venue alimenter les renseignements récoltés. Enfin, une synthèse de tous ces éléments a été effectuée afin d'établir un panorama des pratiques menées par l'ensemble des régions, de repérer les bonnes pratiques et de les mettre en valeur.

Ce travail n'a pas vocation à se substituer aux observatoires existants sur les politiques numériques régionales, tels que l'OTEN.fr ou la SOURIR.org : elle en est le complément, la photographie commentée et analysée.

Renaissance Numérique tient à remercier les régions qui ont répondu favorablement à ses

sollicitations : les réponses apportées aux questions du think-tank ont permis de comprendre leurs démarches et d'approfondir le travail. Que soient donc remerciées les collectivités suivantes (par ordre alphabétique) :

Alsace  
Aquitaine  
Auvergne  
Basse-Normandie  
Bretagne  
Centre  
Franche-Comté  
Haute-Normandie  
Île de France  
Lorraine  
Midi-Pyrénées  
Nord-Pas de Calais  
Picardie  
Provence Alpes Côte d'Azur  
Rhône-Alpes

# SYNTHESE DE L'ETUDE

Les grands domaines d'intervention des régions en matière de numérique concernent essentiellement :

- l'aménagement du territoire (infrastructures, réseaux haut débit, fibre optique) ;
- la e-administration (services en ligne et télé-procédures à destination des habitants, des collectivités, des entreprises, des établissements publics et des associations) ;
- l'éducation (les régions ont notamment en charge les lycées) et la formation ;
- l'attractivité du territoire (entrepreneuriat, tourisme) ;
- le lien social, la culture et la santé (e-santé, télémédecine).

## Disparités fortes

On constate de fortes disparités d'une région à l'autre sur la place donnée au numérique tant dans le budget que dans l'ensemble des actions menées : la part budgétaire consacrée aux TIC varie dans les budgets régionaux, de 0,36% à plus de 2,72%. La moyenne nationale est à 1,1%. Toutes les régions ont un site internet et ont dématérialisé les marchés publics, ainsi, pour la plupart, que les demandes / attributions de bourses.

Les 5 régions arrivant en tête de cette étude sont : Île de France, Rhône-Alpes, Midi-Pyrénées, Aquitaine et Auvergne. Ces régions-là se distinguent par la volonté affichée et effective de placer le numérique au cœur de leur action, tant pour s'en servir (procédures en ligne, sites dédiés, communication) que pour le développer (mise en place d'agences régionales du numérique, observatoire des TIC, soutien au déploiement des infrastructures et des usages).

## Bonnes pratiques

### *Agences régionales et observatoires*

Le meilleur moyen outil de décision pour les régions semble être la constitution d'une agence régionale du numérique, en charge de coordonner les actions de la région en matière de numérique, d'assurer leur suivi et d'en mesurer les impacts. Ces agences ont donc un rôle opérationnel, mais doivent également être en mesure de « prendre le pouls » du numérique sur leur territoire via notamment un observatoire (des infrastructures, des équipements mais aussi, c'est essentiel, des usages : tant des entreprises que des collectivités et des foyers). Enfin, elles ont une fonction prospective, d'analyse et de soutien aux projets innovants.

## *Infrastructures*

La densité de la population, la présence de zones rurales ainsi que la géographie des territoires doivent être pris en compte avant d'établir une comparaison sérieuse entre les infrastructures déployées ou aidées par les régions. Dans la quasi-totalité des cas, les « zones blanches » font partie de priorités politiques, afin de ne laisser personne potentiellement exclu d'un accès à internet. La solution retenue est généralement le recours à des DSP (délégations de service public). Au delà de la répartition des coûts et risques financiers, cette forme juridique permet de rassembler plusieurs acteurs, publics et privés, et de fédérer un écosystème.

A de très rares exceptions près, la couverture haut débit est supérieure à 90%. Les technologies alternatives à l'ADSL (Wimax, solution satellitaires) sont généralement subventionnées par les collectivités (région et département essentiellement).

## *Education*

L'équipement des lycées en matériel informatique est une nécessité pour développer une formation numérique, effectuer des recherches en ligne, etc. Afin d'équiper les classes et les élèves, nous notons le volontarisme de régions telles que Rhône-Alpes, qui soutient l'opération « ordinateurs solidaires », qui promeut le reconditionnement d'ordinateur par des ateliers de réinsertion sociale ou professionnelle et permet d'obtenir des machines reconditionnées à bas coût. Le Centre a lancé quant à lui l'opération « Ordi Centre », visant à équiper des classes et à généraliser le prêt d'ordinateurs aux étudiants.

D'autres régions distribuent des logiciels (souvent open source) aux étudiants sur des clés USB qui leur sont offertes lors de la rentrée, à l'instar des régions Haute-Normandie et Île de France.

En dehors des équipements, la plupart des régions ont mis en place ou subventionné des ENT (Espaces numériques de Travail) destinés à encourager les usages et services, la communication et la mutualisation des ressources pédagogiques. Le Limousin met en place un projet d'ENT couvrant le parcours scolaire d'un enfant depuis le primaire jusqu'au lycée. Le projet E-Lycos soutenu par la région Pays de la Loire, consiste en un ENT à destination de tous les acteurs pédagogiques, des élèves aux professeurs en passant par l'administration et les parents d'élèves : il devrait concerner 320 000 élèves d'ici à 2014.

De façon générale, les régions ont tout intérêt à tisser des liens étroits non seulement avec les proviseurs de collège et avec le corps enseignant, mais également avec les rectorats et les universités. Le partage des ressources et des travaux est un élément essentiel de la démocratisation scolaire permise par les technologies. Le suivi tout au long de la scolarité (notamment via les ENT), avec des accès sécurisés, représente également une voie trop peu exploitée.

## *E-santé*

Trop peu de régions sont impliquées dans la e-santé. Pourtant, à l'instar de l'éducation, la mutualisation des ressources et des moyens représente un facteur important de meilleure prise en charge et d'économies budgétaires à moyen terme. Les régions les plus avancées en la matière sont la Lorraine (plateforme Solstis.org) et surtout la région Rhône-Alpes (plateformes SISRA et r-sante.com).

## *Culture*

L'opération la plus originale est peut-être Picardia : il s'agit d'un programme porté par la région Picardie et co-financé par l'Union européenne. Ce site internet collaboratif ([www.encyclopedie.picardie.fr](http://www.encyclopedie.picardie.fr)) reprend le principe de Wikipedia à l'échelle de la Région : chacun peut déposer son article et contribuer à la mise en valeur du patrimoine de son territoire. Des sites internet dédiés à la culture sont également développés par les régions.

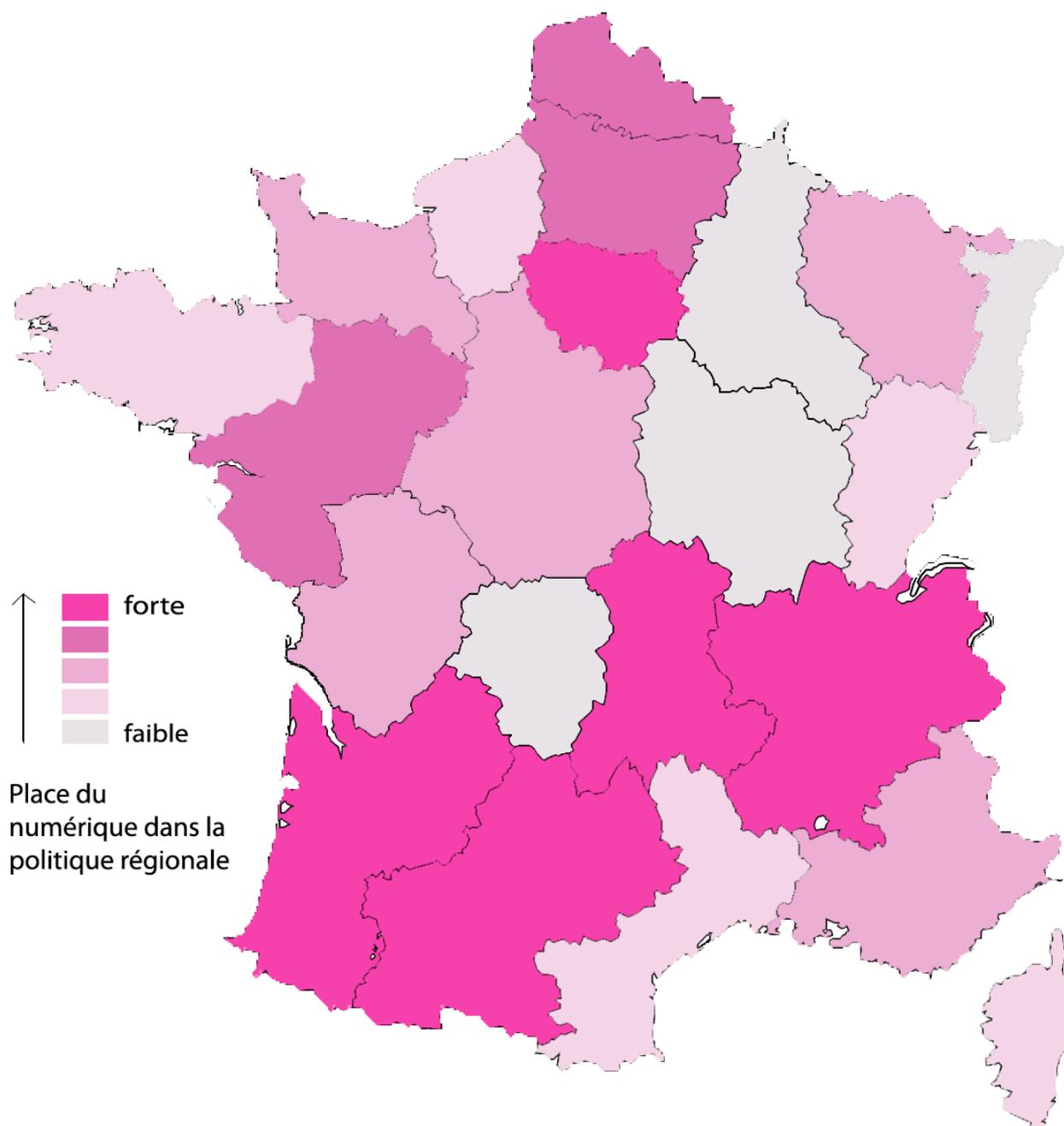
### *Entreprises*

Les bonnes pratiques dans le domaine économique, mis à part les soutiens aux pôles de compétitivité, passent souvent par la mise en place d'agences régionales du numérique et d'observatoires qui sont autant d'aides à la prise de décisions pour les entreprises implantées sur le territoire ou souhaitant s'y installer. Les régions ont ainsi un véritable rôle à jouer en terme d'attractivité. L'Aquitaine, l'Auvergne sont particulièrement à la pointe dans ces domaines. Des régions proposent également des formations, la plupart du temps gratuites, aux TPE / PME et aux artisans pour les familiariser au numérique : c'est notamment le cas de la Corse, de la Haute Normandie, de la Picardie, du Poitou-Charentes et de Rhône-Alpes.

A noter enfin en région PACA le soutien aux « PACA Labs » (aides financières aux projets promouvant l'innovation numérique et ses usages) et en Île de France la mise en place d'un fonds de soutien au long métrage et au jeu vidéo soutenu par de nombreux partenaires de la Région.

### *Partenariats*

Les actions les plus pertinentes nous semblent être celles qui associent tout un réseau de partenaires. Du domaine éducatif à la santé en passant par l'attractivité du territoire et le soutien aux TPE/PME, les régions peuvent jouer un rôle de coordinateur dans lequel elles ont l'initiative des projets sans nécessairement avoir à en supporter l'essentiel de la charge financière. Toute démarche semble donc devoir être posée en ces termes : quels sont tous les acteurs à convier à la table des débats pour stimuler au mieux tout un écosystème et entreprendre des politiques plus proches des besoins et rendus plus pertinentes grâce à l'expertise ces acteurs de terrain. A titre d'exemple, la réforme des chambres de commerce et d'industrie donnera dès 2011 un rôle central aux chambres régionales de commerce, qui coordonneront en partie l'action des autres chambres. Il est donc hautement utile que les Conseils régionaux organisent très rapidement – si ce n'est déjà le cas - des rencontres et réflexions sur les initiatives à mener avec elles.



© Renaissance Numérique 2010

### Point méthodologique

Les indicateurs clés retenus pour construire cette carte sont les suivants : taux d'équipement des foyers en ordinateur, taux de connexion des foyers, couverture réseau, part du budget affectée aux TIC, nombre de lycéen par ordinateur, réseau des ENT, qualité du site internet de la région, existence de téléprocédures/services en ligne, mesures phares dans l'éducation / la e-santé / à destination des TPE-PME, existence d'un projet innovant, existence d'un observatoire des TIC, qualité de la diffusion des informations, aides directes aux particuliers, variété des politiques menées.

Un questionnaire a été envoyé à l'ensemble des régions, mais n'a pas toujours été retourné à

Renaissance Numérique. Des entretiens téléphoniques ont permis d'affiner les réponses apportées. Enfin, de larges recherches documentaires sur les sites internet des régions, de leurs partenaires ainsi que dans la presse et sur les plateformes d'observation des territoires et du numérique en France, ont permis de compléter les renseignements recueillis directement auprès des collectivités. Parfois, le peu de données disponible, outre le fait qu'il témoigne d'un manque de visibilité ou de réactivité de la Région sur ses initiatives en matière de numérique, peut expliquer une couleur pâle sur la carte de synthèse.

Renaissance Numérique a avant tout voulu mettre en avant les territoires les plus dynamiques et faire partager leurs bonnes pratiques. Cette étude n'a pas du tout pour objet de « sanctionner » des régions, elle vise au contraire à leur apporter un soutien, conseils, et un regard extérieur sur leur action et celles des autres collectivités.

Toutes les régions seront les bienvenues dans les mises à jours et renseignements supplémentaires qu'elles seraient susceptibles de transmettre à Renaissance Numérique pour l'actualisation de ce rapport.

# ALSACE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1837500		N/A
Surface	8280		N/A
Densité	221,9202899		N/A
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	98,00%		4
Budget TIC	N/A		
Part du budget TIC dans budget total (%)	N/A		0
Budget total région	838000000		N/A
Lycéens / ordinateurs	4,3		2
ENT	oui	très développés, tous les lycées ont un ENT	5
Site internet de la région	<a href="http://www.region-alsace.eu/">http://www.region-alsace.eu/</a>	Site accessible mais peu ergonomique	3
Téléprocédures et services en ligne	peu		2
Mesure phare éducation	N/A		0
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	N/A		0
Projet innovant de la région	Alsatica	Portail internet des savoirs, en cours d'élaboration	3
Existence d'un observatoire des TIC	<a href="http://www.alsaeco.com/observatoires/barometre-tic">http://www.alsaeco.com/observatoires/barometre-tic</a>	porté par les CCI et non par la Région	0
Diffusion des informations	Portail e-alsace.net		2
Aide directe aux particuliers	N/A		0
Variété des politiques menées	peu	peu d'initiatives	2

L'Alsace compte un peu plus de 1 837 500 d'habitants avec une densité de 220 habitants par km<sup>2</sup> (données INSEE estimées en 2008, publication octobre 2010). C'est aussi la région la plus petite de France métropolitaine avec 8280 km<sup>2</sup>.

Elle est composée de deux départements : le Bas-Rhin au nord et le Haut-Rhin au sud. Le conseil régional est situé à Strasbourg, l'une des trois principales agglomérations de la région avec Mulhouse et Colmar.

Site Internet : <http://www.region-alsace.eu>

## Budget

Contrairement à d'autres régions de France, il n'existe pas de direction dédiée au numérique au sein du Conseil Régional d'Alsace. Le budget dédié au numérique est par conséquent difficile à établir avec précision.

Cependant dans chacune des directions existantes, une part des sommes créditées est dédiée aux projets TIC. Ainsi, la Région a consacré 2,2 millions d'euros à l'équipement des lycées et 500 mille euros pour les connexions Internet. En outre, l'Alsace octroie 20,4 millions d'euros pour un projet de réseau régional pour le haut débit. La région reçoit également de l'aide du FEDER<sup>1</sup> et des apports privés.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

La Région s'est dotée d'une infrastructure de communications électroniques à haut débit. Le réseau relie trente villes d'Alsace et permet de développer les offres de télécommunications dans ces villes et dans leurs alentours. Il est géré et exploité par un délégataire de service public, la société Alsace Connexia ([www.alsace-connexia.fr](http://www.alsace-connexia.fr)). La concession est établie pour une durée de 15 ans et comprend des clauses garantissant :

- la neutralité et la non discrimination vis-à-vis des opérateurs de télécommunications, futurs clients (les opérateurs de télécommunications) ;
- une péréquation des tarifs ;
- la qualité de service (avec pénalités en cas de manquement) et ce pour la première fois en France dans le cadre d'une DSP (Délégation de Service Public).

L'infrastructure déployée (une boucle de 930km) a pour particularité de s'appuyer sur des structures déjà existantes : les réseaux câblés, les infrastructures des opérateurs de télécommunications, de RTE (Réseau de Transport d'Electricité) et Electricité de Strasbourg. De cette façon la région rentabilise au mieux les investissements réalisés. En effet, au final, seuls 115 km seront construits en direct.

L'investissement du premier établissement s'élève à 37 millions d'euros dont 20,4 apportés par le Conseil régional.

Pour plus d'informations : <http://www.alsace-connexia.fr/>

### Services aux collectivités

La société Alsace Connexia propose des services de mise à disposition et de maintenance de fibre optique aux opérateurs de télécommunications. Le réseau d'Alsace Connexia est constitué de fibres monomodes G 652. Cette infrastructure permet aux opérateurs de réceptionner le trafic proposé par Alsace Connexia en bande passante.

La société propose également des services d'hébergement d'équipements à l'intérieur de salles techniques climatisées, situées dans des sites raccordés de manière sécurisée au réseau régional haut débit. Ces salles sont également sécurisées au niveau de l'accès physique et de l'alimentation électrique.

---

1 FEDER = Fonds Européen de Développement Régional

## Accès

Alsace Connexia est un opérateur de dégroupage : la société installe ses équipements sur les sites de France Télécom, puis commercialise des services d'accès auprès d'opérateurs de télécommunications.

Les modes d'accès proposés sont les technologies DSL symétriques et asymétriques, et, pour les entreprises, l'accès très haut débit sur fibre optique.

Aujourd'hui 98% des foyers sont éligibles au haut débit et 66% ont accès au réseau de TV câblée.

## Service public et e-administration

La région Alsace propose très peu de démarches administratives en ligne. Elle permet cependant, via son site Internet, la dématérialisation des soutiens aux stages à l'étranger pour les étudiants ainsi que la dématérialisation des appels d'offre. En outre, les sites administratifs sont accessibles aux malvoyants et aux non voyants.

Un moteur de recherche permet enfin d'accéder facilement aux délibérations du Conseil régional.

## Formation et lien social

En Alsace les EPN (Espaces Publics Numériques) ne sont pas financés par la région mais par les villes. Des EPN sont ainsi déployés sur le territoire mais aucun chiffre précis n'est disponible. En raison de l'important développement de l'ADSL, ces espaces ne sont plus considérés aujourd'hui comme un simple service à l'accès mais comme un réel service pour les personnes en difficulté.

## Education

Tous les lycées alsaciens sont raccordés au réseau régional et ont ainsi accès à l'Internet haut débit. En effet on retrouve des connexions SDSL à 2Mbps et 4Mbps respectivement dans 24 et 22 lycées ; et des connexions sur fibre optique à 4Mbps, 6Mbps et 8Mbps dans respectivement 6, 3 et 21 lycées. Tous les lycées sont également câblés avec des réseaux internes.

Auparavant la Région fournissait une configuration standard de Microsoft Word aux établissements. Aujourd'hui le choix est laissé libre à chaque lycée entre Microsoft et OpenOffice. Aujourd'hui 75% des lycées possèdent des ENT (Espace Numérique de Travail). A la rentrée 2010, 100% des lycées alsaciens devaient disposer d'un ENT. Par ailleurs, le taux d'équipement est d'un ordinateur pour 4.3 lycéens et les lycées sont progressivement équipés de matériels numériques interactifs (TBI, visioconférence, vidéoprojecteur, etc.). A titre de comparaison, le nombre moyen d'élèves par ordinateurs au niveau national s'établit à 3,1 dans les lycées d'enseignement général et technologique et à 2,6 dans les lycées professionnels<sup>2</sup>.

**Enfin, au moins une fois par an, la Région concerte les proviseurs des lycées avec d'avoir des retours sur les actions menées et les besoins des lycéens.**

---

2 [Http://www.educnet.education.fr/plan/etic/2010/etic10-equipement](http://www.educnet.education.fr/plan/etic/2010/etic10-equipement)

## Culture et Santé

La région soutient le développement d'un Portail Internet des Savoirs en Alsace : « Alsatica », portail fédérateur des bibliothèques notamment. Le but est de proposer en un point unique l'accès à tous le patrimoine publié sous forme de livres et de documents : catalogues des bibliothèques publiques, des centres de recherche, des sociétés d'histoire et savantes, etc.

## Economie et entreprises

La région Alsace soutient le développement de pôles de compétitivité tels qu'Alsace Biovalley et Iconoval. Biovalley est le cluster des Sciences de la Vie et de la Santé en Alsace. Sa mission est d'accompagner les différents acteurs (publics et privés) de la filière en leur offrant un accès efficace et simplifié aux ressources et aux compétences régionales. Dans un tout autre domaine, Iconoval est le réseau des professionnels de l'image numérique en Alsace. Son but est de favoriser le développement des entreprises de la filière de l'image et de permettre la diffusion des nouvelles technologies de l'image au sein des entreprises de la région.

Plus d'informations : <http://www.alsace-biovalley.com/>  
<http://www.iconoval.fr/>

## Diffusion des informations

Le site e-alsace.net, spécialement dédié au numérique en Alsace, a été mis en ligne en 2008. Les retours des utilisateurs via le courrier des lecteurs et les enquêtes menées sont généralement très positifs.



*@e-alsace.net 2010*

## Projets futurs

La Région souhaite déployer des réseaux très haut débit sur fibre optique. Des travaux sont actuellement menés afin d'étudier l'organisation des acteurs publics dans le domaine des Télécoms. Le but étant de parvenir à mutualiser de façon efficace les ressources et de coordonner les travaux.

**Le site e-alsace.net est très instructif et riche d'informations sur l'actualité numérique.**

Enfin, un des axes prioritaires de la politique numérique de la région pour les mois à venir est le développement économique : l'objectif est de favoriser le développement d'entreprises du numérique en Alsace.

**Sources :**

Eléments de réponses apportés par **Monsieur Alain COTE**, Conseiller pour l'Innovation Numérique au Conseil Régional d'Alsace, sur la politique de la région en matière de TIC.

Site de la région : [www.region-alsace.eu](http://www.region-alsace.eu)

Site consacré aux TIC : [www.e-alsace.net](http://www.e-alsace.net)

Article sur l'Alsace dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Site du délégataire : [www.alsace-connexia.com](http://www.alsace-connexia.com)

INSEE : <http://www.insee.fr/fr/regions/>

Enquête Zdnet : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# AQUITAINE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	3200000		
Surface	41000		
Densité	78,04878049		
Taux équipement ordinateur ménages	69,00%		3
Taux de connexion	54,00%		3
Couverture réseau HD	99,00%		5
Budget TIC	16850000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	1,3257		4
Budget total région	1271000000		
Lycéens / ordinateurs	3		5
ENT	oui	Plus de 30 000 utilisateurs	4
Site internet de la région	<a href="http://aquitaine.fr/">http://aquitaine.fr/</a>	Site accessible et dupliqués en fonction des publics	4
Téléprocédures et services en ligne	oui	multiples sites internet et développement de logiciels libres	4
Mesure phare éducation		« Lycée numérique »	3
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	Ressources et aides de l'AEC, du SIAC et du PASI	Exhaustivité des renseignements et aides disponibles sur les TIC en Aquitaine à destination des entreprises	5
Projet innovant de la région	Réseaux des PAPI	Points d'accès à internet, aide aux e-exclus	4
Existence d'un observatoire des TIC	<a href="http://tic.aquitaine.fr/">http://tic.aquitaine.fr/</a>	Excellent outil d'information et d'analyse	5
Diffusion des informations	Ensemble des portails de la région		5
Aide directe aux particuliers	Oui : soutien à l'équipement (ordinateurs, écoles) et à la formation (PAPI)		4
Variété des politiques menées	large		5

L'Aquitaine compte cinq départements : la Dordogne, la Gironde, les Landes, le Lot-et-Garonne et

les Pyrénées-Atlantiques. On y recense 3,2 millions d'habitants pour une superficie de 41 000 km<sup>2</sup>, soit une densité de 77,5 habitants au km<sup>2</sup> (chiffres INSEE de la population au 01/01/2009, publiés en juillet 2010).

Site Internet : <http://aquitaine.fr>

## Budget

Le budget de la Région consacré aux TIC (hors informatique) est de 16,85 millions d'euros dont 8,8 millions sont spécifiques aux TIC, 4,1 dédiés à l'éducation, 3,3 millions aux autres directions et 650 000 € à l'AEC. La Région reçoit du FEDER environ 6,4 millions par an.

Le budget primitif 2010 de la région Aquitaine s'élève à 1, 271 milliards d'euros.

## Aménagement du territoire

### Accès

En 2010, 69% des ménages ont un ordinateur, 54% des foyers aquitains sont connectés à Internet, 51% des foyers sont connectés en haut débit (<http://siad.aecom.org/Chiffres-cles/Menages/Connexion-a-internet>).

### Réseau et Infrastructures

Le déploiement de la fibre a commencé dans la région par le déploiement de 5 RIP de collecte à l'initiative des collectivités locales pour les bâtiments publics et les zones d'activités. L'agglomération de Pau bénéficie également de la boucle locale FTTH pour le public. Les opérateurs privés ont aussi commencé à poser de la fibre : Orange a partiellement fibré Bordeaux et Numéricâble l'agglomération de Bordeaux, ainsi que le « BAB » (Biarritz-Anglet-Bayonne).

Plusieurs expérimentations visant à couvrir les zones blanches ont pris la forme de délégations de service public (DSP), notamment deux sur le Courant Porteur en Ligne, quelques-unes en technologie Wifi (en Dordogne et dans les Pyrénées-Atlantiques). Quatre DSP WiMax couvrent aujourd'hui les départements du Lot-et-Garonne et des Pyrénées Atlantiques et la mise en place de NRA-ZO sur le point d'être finie cible les départements des Landes, de la Dordogne et l'agglomération de Dax.

### Production de services ou contenus sous licences libres

Historiquement, l'Aquitaine a accueilli les premières Rencontres Mondiales du Logiciel Libre (RMLL) en 2000. Aujourd'hui, la Région est membre de l'Adullact (Association des développeurs et des utilisateurs de logiciels libres pour l'administration et les collectivités territoriales) et s'engage dans l'usage et la coproduction de biens communs immatériels. Conformément à l'Axe 2 du Programme FEDER, elle édite sous « Creative Commons » ses études, guides et services dès que

c'est possible. Tous les sites web de la Région sont développés à partir de logiciels libres.

Les schémas directeurs d'aménagement du territoire numérique sont accessibles sur <http://tic.aquitaine.fr/-etat-des-lieux->.



© TIC Aquitaine / Conseil régional d'Aquitaine 2010

## Service public et e-administration

Les marchés publics sont dématérialisés sur une plateforme qui regroupe les marchés de la Région et d'autres collectivités territoriales. 6200 entreprises régionales, nationales et internationales sont inscrites.

La Région propose également d'autres plateformes en lignes : "Coup de pouce"<sup>3</sup>, qui propose des services aux lycéens dont c'est la première année dans un lycée aquitain, "Jeunes"<sup>4</sup> qui aide les projets des jeunes de 16 à 25 ans et "Achat-Formation"<sup>5</sup>, destinée aux professionnels de la formation.



© JeunesAquitaine.fr / Conseil régional d'Aquitaine 2010

3 [Http://coupdepouce.aquitaine.fr](http://coupdepouce.aquitaine.fr)

4 [Http://jeunes.aquitaine.fr](http://jeunes.aquitaine.fr)

5 [Http://achat-formation.aquitaine.fr](http://achat-formation.aquitaine.fr)

L'agence Aquitaine des initiatives numériques, Aquitaine Europe Communication (AEC), assure une mission générale de promotion et d'expertise des TIC et de leurs usages. L'AEC accompagne, par des **diagnostics stratégiques**, les acteurs aquitains dans la définition de leurs politiques TIC, organise des rencontres répondants aux besoins des acteurs économiques et sociaux et anime le pôle PASI. Elle publie notamment chaque année un diagnostic de la société de l'information en Aquitaine, mais également tous les deux mois « L'Aquitaine numérique » qui revient sur l'actualité du numérique en Aquitaine et des « Tendances ».

La Région est allée plus loin dans le développement numérique régional en se dotant en 2004 d'un pôle informel de gouvernance, le Pôle aquitain pour la société de l'information (PASI) qui rassemble 36 organismes publics et parapublics. Le PASI regroupe plusieurs groupes de réflexion couvrant de très nombreux sujets numériques.

## Formation et lien social

On dénombre 688 PAPI (points d'accès publics à l'Internet ) avec une moyenne de 6,4 postes informatiques. 71% des PAPI ont une fréquentation hebdomadaire de moins de 50 personnes, 21,8% ont entre 50 et 100 visites et 7,2% reçoivent plus de 100 personnes. Les bénéficiaires sont principalement les demandeurs d'emploi et les retraités qui totalisent plus de 60% des visites. 39,9% des PAPI sont dans des bibliothèques ou médiathèques. Le Wifi n'est pas disponible dans 63,2% des cas, il n'y a qu'une personne dédiée au PAPI dans 46,6% des cas et 58% proposent des offres de formation, la plupart du temps des ateliers d'initiation.

## Education

L'ENT<sup>6</sup> du Rectorat comptait 33 752 utilisateurs pour l'année scolaire 2008-2009, dont 30 000 élèves.

Les 143 lycées aquitains sont connectés à Internet en haut débit et le taux d'équipement moyen dans les lycées est d'un ordinateur pour 3 élèves. Par ailleurs, la Région prête en moyenne 300 ordinateurs portables par an aux élèves défavorisés.

À la fin de l'année 2009, 2400 collèges et lycées publics étaient équipés de tableaux blancs interactifs, contre 1500 en 2008.

Dans le département des Landes, 8500 collégiens ont reçu un ordinateur portable dans le cadre de l'opération «Un collégien, un portable». Pour plus d'informations, voir le site [www.landesinteractives.net](http://www.landesinteractives.net).

Dans les départements des Pyrénées Atlantiques, de Gironde et du Lot-et-Garonne, les collégiens reçoivent, dans certains cas à titre expérimental, des équipements MP3 dans le cadre de leurs cours de langues.

---

6 ENT = Environnement numérique de Travail

## Culture et Santé

La Région soutient l'édition numérique de fonds du patrimoine aquitain comme l'illustre le programme Banque Numérique du Savoir d'Aquitaine.

La Région coproduit également certains programmes des chaînes de télévision locales et régionale (TV7 Bordeaux et France 3 Aquitaine). La Région dispose des droits numériques des images coproduits.

## Economie et entreprises

En 2009, 54% des PME avaient un site web contre presque 100% pour les TGE et GE et seulement 23% des TPE.

Quatre pôles de compétitivité sont soutenus par la Région et labellisés par l'État. Il s'agit d'Aerospace Valley dans le secteur aéronautique et spatial et systèmes embarqués, de Route des lasers, spécialisé dans les technologies laser, d'Industrie et pin maritime du futur, qui regroupe des industriels du bois et de Prod'Innov, dans le secteur des produits et procédés innovants pour la nutrition et la santé.

L'observatoire aquitain de l'économie numérique publie chaque année un rapport sur les équipements et usages des entreprises. Les ressources de l'AEC et du SIAC en complètent les données et l'analyse déjà très riches.

## Projets futurs

Le programme cadre Très haut débit 2010/2020 mis en place en 2009 a pour objectif de faire parvenir la fibre chez tous les citoyens. Le montant estimé des investissements nécessaires est de 1,7 milliards d'euros et la Région espère amorcer le déploiement avec un investissement d'environ 150 millions d'euros sur 15 ans.

Le programme « Lycée numérique » sera généralisé et permettra de développer les aspects matériels et applicatifs du réseau lycéen. Les grandes étapes sont la connexion au très haut débit de tous les lycées et résidences lycéennes d'Aquitaine, le jumelage des lycées pilotes avec d'autres lycées numériques européens et la création de salles de visioconférence pour l'apprentissage des langues.

**La Région veut lutter contre l'« innumérisme » qui touche encore plus de 20% de la population en s'engageant auprès des jeunes sans emploi, en recyclant les ordinateurs pour les personnes à faibles revenus et en faisant appel à l'innovation pour le désenclavement des zones rurales.**

Par le biais du PASI, la Région souhaite élaborer une "Stratégie régionale d'aménagement numérique" et mener des études sur les « serious games » ou la télémédecine par exemple.

La Région propose la tenue d'« états généraux des médias » pour saisir les enjeux de ce secteur, soutenir et accompagner les acteurs au mieux et créer des partenariats intéressants.

La stratégie « PAPI, 2<sup>nd</sup>e génération » s'appuiera sur un vrai réseau d'Espaces Numériques "deuxième Génération" (localisés de façon judicieuse, professionnels et possédant une

signalétique commune) mis en place par le Région.

La Région souhaite aussi créer un outil de contrôle semi-automatisé de l'accessibilité des sites Internet publics et mettre en place des plateformes web 2.0 : "Aquitaine en images" et "Visites en Aquitaine".

La Région envisage également d'animer un "Carrefour des Possibles" pour les innovateurs et utilisateurs de TIC. Autour de présentations de projets innovants, l'objectif est de proposer de nouveaux usages des technologies numériques, de stimuler la créativité et de créer des réseaux professionnels.

L'aménagement numérique nécessite des outils performants d'aide à la décision et d'analyse cartographique. Aussi, la Région lance-t-elle un programme d'échange de données géographiques avec le GIP ATGéRi (Groupement d'Intérêt Public d'Aménagement du Territoire et Gestion des Risques). Cette convention donnera naissance à PIGMA (Plate-forme de l'Information Géographique Mutualisée en Aquitaine) et permettra l'achat mutualisé de données géographiques, mises à jour annuellement.

L'actuel Président du Conseil régional s'est engagé pendant la campagne 2010 des élections régionales en faveur du développement d'un pôle d'excellence en logiciels libres, en soutenant la démarche initiée au sein d'@quinetiC, le pôle aquitain de compétence en logiciel libre.

Est également prévu le lancement d'un programme ciblé de soutien au raccordement en très haut débit des entreprises ne bénéficiant pas d'offres commerciales correspondant à leurs besoins.

#### **Sources :**

*Éléments de réponses apportés par **Monsieur Michel EIMER**, Délégué régional TIC au Conseil régional d'Aquitaine.*

*Site dédié aux TIC par le Conseil Régional d'Aquitaine : <http://tic.aquitaine.fr/>*

*Site d'Aquitaine Europe Communication : <http://www.aecom.org/>*

*Diagnostic 2009 de l'Aquitaine Numérique : <http://siad.aecom.org/docs/ressources/diagnostic-2009.pdf>*

*Site du système d'information et d'aide à la décision de l'Aquitaine Numérique : <http://siad.aecom.org/>*

*Article Régionales: en Aquitaine, Alain Rousset veut "une société numérique ouverte" de ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/blogs/l-esprit-libre/regionales-en-aquitaine-alain-rousset-veut-une-societe-numerique-ouverte-39712956.htm>*

*Enquête Zdnet : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>*

# AUVERGNE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1343000		
Surface	26013		
Densité	51,62803214		
Taux équipement ordinateur ménages	56,00%		2
Taux de connexion	46,00%		2
Couverture réseau HD	99,60%		5
Budget TIC	11300000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	1,702576465		3
Budget total région	663700000		
Lycéens / ordinateurs	3		5
ENT	oui	Tous les lycées ont un ENT et sont reliés à auverdata.net	5
Site internet de la région	<a href="http://www.auvergne.org/">http://www.auvergne.org/</a>	Sites ergonomiques et dupliqués en fonction des publics, participatifs	4
Téléprocédures et services en ligne	oui	Procédures classiques + offre de visioconférences	3
Mesure phare éducation	Réseau éducatif Auverdata.net	Mutualisation des ressources lycées + enseignement supérieur	4
Mesure phare E-santé	SIMPA : <a href="http://www.simpa-telesante.org/">http://www.simpa-telesante.org/</a>	Principe intéressant mais site peu agréable	4
Mesure phare TPE / PME	Sites Auvergnepro.com – lienspro.com – regionauvergne.biz		4
Projet innovant de la région	La dynamisation de la région et de son image avec le site auwwwergne.com		4
Existence d'un observatoire des TIC	<a href="http://auvergnepro.com/-Observatoire-.html">http://auvergnepro.com/-Observatoire-.html</a>		3
Diffusion des informations	Multiples sites initiés par la Région		4
Aide directe aux particuliers	Pour les infrastructures essentiellement		2
Variété des politiques menées	large		4

L'Auvergne est composée de trois départements : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme. Elle compte 1,343 million d'habitants pour une superficie de 26 013 km<sup>2</sup> soit une densité de population de 51,6 habitants par km<sup>2</sup> (chiffres INSEE population au 01/01/2009, publiés en juillet

2010).

Site internet : <http://www.auvergne.fr/>

## Budget

En 2010, le budget consacré au TIC est de 11,3 millions d'euros, soit 1.6% du budget total de la région, qui s'élève à 663,7M€. Dans le budget TIC 2010, 5,7 millions d'euros sont consacrés au plan Auvergne haut débit, 1,5 millions au le réseau interconnectant les lycées et les établissements de santé et 300 000 euros à l'équipement satellite des foyers non desservis par l'ADSL.

## Aménagement du territoire

### Réseau et accès

Il est d'abord intéressant de remarquer que l'Auvergne est assez représentative des territoires ruraux avec 80% de sa population résidant dans des zones à faible densité, au relief contraignant. Cela complexifie techniquement et impacte financièrement la mise en place d'infrastructures à haut et très haut débit et ralentit les investissements des opérateurs privés.

Dans le cadre d'un partenariat public privé (PPP), « Auvergne Haut Débit », qui unit la Région, les départements de l'Allié, du Cantal, de la Haute Loire, du Puy de Dôme, l'Etat, l'UE et France Télécom, l'Auvergne déploie dans les territoires des équipements filaires. France Telecom est l'opérateur retenu pour effectuer ces opérations.

La résorption des zones blanches est un axe prioritaire. Les résultats attendus d'Auvergne Haut Débit s'y concentrent. La finalité du projet vise à ce que le réseau auvergnat soit constitué de fibre optique, propriété de la région, satellite, câbles téléphoniques répartis de la manière suivante : 301 installations (Très Petit Site Technique ou TPST) qui desservent 298 communes, à côté des sous répartitions téléphoniques et au plus près des zones d'inéligibilité. Ces TPST seront reliés au Nœud de Raccordement Abonnés (NRA) origine (à terme 60 % en fibre optique) et pourront héberger les équipements ADSL (DSLAM) des opérateurs Usagers qui le souhaiteront et qui contractualiseront avec la Région. De plus, 146 de ces TPST seront reliés par 860km de fibre optique.

A ce jour, le projet Auvergne Haut Débit a permis de réduire fortement les zones blanches, avec 99,6% des lignes téléphoniques auvergnates éligibles au haut débit. Les 0,4% de lignes restantes seront, elles, couvertes grâce à des solutions satellites.

Un accompagnement à hauteur de 600 € est attribué aux 0,4% de foyers voulant acheter et installer un kit parabole pour un accès haut débit par satellite.

Toutefois, d'après l'observatoire des TIC de la région (voir plus bas), en 2009 seulement 56% des foyers auvergnats possédaient un ordinateur et 46% une connexion internet, avec de fortes disparités départementales (la Haute-Loire étant beaucoup plus en avance que l'Allier).

### Dégroupage

Une ouverture au dégroupage, effectif sur 12 sites, est observée. Pour exemple, on peut prendre le cas des villes de Puy-en-Velay dont le dégroupage a été rendu possible par la location longue durée de la fibre optique Arteria. Les habitants pourront souscrire à l'offre du fournisseur d'accès Internet de leur choix. Pour le moment, 46% des foyers ont accès à Internet, dont 91,3% au Haut Débit.

## Départements

Au niveau des départements, on observe une implication de la Région par le soutien de projets RIP (Réseaux d'Initiative Publique). Ces derniers sont portés par la région au sein d'une instance de concertation régionale élaborée en partenariat avec les 4 départements et l'Etat, ainsi que par les 6 communautés d'agglomération et la Caisse des Dépôts et Consignations. Le déploiement est cependant prévu pour 2012.

## Services aux collectivités

« Dans le cadre d'un autre projet basé sur un marché de services, la région Auvergne est coordonnatrice d'un groupement d'achat pour le réseau régional auverdata.net. Il interconnecte les sites de la Région (lycées, antennes, etc.) ainsi que les sites du Rectorat, de la Santé, des Universités et les collèges du Cantal.

Il permet de :

- proposer une solution respectant les spécificités de services demandées par les différentes communautés pour leurs besoins propres,
- optimiser l'architecture technique d'ensemble du réseau, aussi bien au niveau des éléments actifs que passifs de ce réseau,
- obtenir des avantages clairs en termes de tarification des prestations, par rapport à une solution conduisant chaque communauté à passer son propre appel d'offres.

Le cœur de ce réseau permet des services de visioconférence. »

## Service public et e-administration

La Région fournit un certain nombre de démarches administratives en ligne. Les appels d'offres sont accessibles sur le site internet de la Région, de même que les demandes de bourses d'aide ou d'études. Les délibérations du Conseil sont disponibles sur la plateforme <http://212.51.173.166/netelibsiteinternet/> mais ni le moteur de recherche ni l'ergonomie du site internet ne sont pertinents pour un tel service.

La région a mis en ligne plusieurs sites internet dédiés aux grands sujets suivants :

- [www.auvergne.org](http://www.auvergne.org) : appels d'offres, délibérations, suivi des politiques régionales ;
- [www.auvergne.info](http://www.auvergne.info) : vie de la région et de ses habitants, reportages, relations citoyennes ;
- [www.auvergne.fr](http://www.auvergne.fr) : destiné aux particuliers et entreprises voulant venir en Auvergne ;
- [www.auvergne.eu](http://www.auvergne.eu) : site d'expression des citoyens sur la région ;
- <http://regionauvergne.biz/> : en partenariat avec l'Etat et la CRCIA<sup>7</sup>, ce site à destination des entrepreneurs leur permet de trouver des ressources sur la région et de se faire accompagner dans leur installation.

## Formation et lien social

La région compte 78 espaces publics numériques (EPN) et 40 sites d'intercommunalité, avec 6 postes par espace. Certains EPN pourraient être labellisés, ce qui aiderait à la formation de populations ciblées (personnes âgées, habitants des milieux ruraux, foyers défavorisés,

---

7 Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie de l'Auvergne

chômeurs).

Cette labellisation fait partie des projets concernant la sensibilisation des populations au numérique (2011-2013, environ 300K€, interventions en subventions).

## Education

Tous les lycées possèdent des ENT (espace numérique de travail) et les établissements du secondaire sont tous câblés et équipés d'appareils numériques interactifs (TBI, visioconférence, vidéoprojecteurs, etc.). On dénombre 1 ordinateur pour 3 lycéens. De plus, ils sont tous connectés au haut débit grâce au réseau Auverdata.net, qui constitue entre autres le réseau universitaire de la région. En effet, ce dernier relie les quatre principaux établissements universitaires.

Un des projets futurs consiste à densifier l'offre en ENT et à organiser des animations autour de l'outil.

## Santé

Le domaine de la santé commence à se développer : la Région fournit un soutien au pôle télémédecine d'Ydes (budget de 300K€) et au projet de Système d'Information Médicale Partagée en Auvergne (150K€)

## Economie et entreprises

L'Auvergne jouit d'un « cluster » de quarante entreprises qui dynamisent la compétitivité numérique au sein du territoire.

La Région organise des événements d'information destinés principalement aux PME, telle que la journée des solutions numériques organisée en 2009 qui a réuni près de 250 personnes.

On note aussi son soutien à Cybermassif qui est un réseau de 13 Centres de Ressources dédiés aux Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) répartis sur 3 régions du Massif-Central : l'Auvergne, le Limousin et le Languedoc-Roussillon (<http://www.cybermassif.org>)

## Diffusion des informations

La Région dispose d'un Point Visio-Public qui aide les citoyens des zones rurales à entrer en contact avec les services publics.

Les informations concernant les TIC sont relayées dans la région sous différentes formes : newsletter numérique, rubrique numérique du site Internet <http://www.auvergne.org/developpement-numerique.html>

Des campagnes de communication « épanouissement numérique » sont organisées annuellement depuis 2008 (relations presse, événements, auwwwergne.com, etc.).

Un concept a d'ailleurs créé le buzz en 2009, « l'Auwwwergne de la tentation », une série de vidéo parodiant la télé-réalité, uniquement diffusée sur internet, mais invitant aussi à découvrir la région et le développement des TIC qui s'y opère.

L'audience pour cette émission correspond à 2,2 M€ d'équivalent achat d'espace + sondage ex-post.

Les projets futurs s'étendent sur la création d'une plateforme de blogs, une deuxième saison de l'Auwwwergne de la Tentation, des opérations blog-trotters, des séminaires des élus d'Auvergne

sur le THD (Très Haut Débit).

En outre, la Région possède aussi un observatoire des TIC en ligne : <http://www.auvergnepro.com/observatoire-TIC/rapports-et-etudes-observatoire-tic.php>

## Projets futurs

Le projet d'aménagement du territoire reste la ligne de mire du conseil régional et la couverture des zones blanches est encore d'actualité.

En collaboration avec les 4 départements et les 6 communes d'Agglomération, ainsi que le soutien de l'Etat et de la Caisse des Dépôts et Consignation, la Région compte poursuivre un schéma directeur d'Aménagement Numérique qui s'effectuera de manière progressive avec pour priorité les zones d'activités économiques. Le coût de l'aménagement de type FTTH s'élèverait à 1,5Mrds d'€

L'objectif est de lancer une consultation fin 2010 pour des déploiements qui débuteraient sur 2012.

Les axes prioritaires de la région dans sa politique dans le domaine des TIC sont les suivants :

### Démarches administratives

- Mettre le numérique au service des missions de la Région.

### Formation :

- Développement de la Formation Ouverte A Distance (FOAD) : projet permettant la formation à distance pour ceux qui n'y auraient pas accès facilement, appel à projet pour l'ingénierie FOAD ;
- Lancement du réseau Ruralnet : <http://www.ruralnet.fr> : un « nouveau réseau Internet. Axé sur le volet formations et le partage de savoir-faire, RuralNet est une communauté d'échanges « pour tous ceux qui veulent apprendre » ;
- Projet d'élaboration d'un réseau de Points d'accès à la Téléformation dans les territoires d'Auvergne (étude en cours) et d'un livret numérique de l'apprenti ;
- Equipement en visioconférence des Instituts de Formation en Soins Infirmiers (IFSI).

### Economie et Emploi :

- Développement du site [regionauvergne.biz](http://regionauvergne.biz) mis en ligne en 2009, portail fédérateur des aides publiques ;
- Labellisation du cluster Auvergne-TIC ;
- Projet en cours de dispositif régional de soutien à l'économie numérique.

### Aménagement du territoire :

- Renforcement des Points visio-public et extension de leurs services (104 points-visio-public, 11600 entretiens individuels réalisés depuis 2007) ;
- Projets dans le domaine de l'e-santé, déploiement du Très Haut Débit...

### Culture

- Valorisation en ligne du patrimoine culturel par le FRAC (Fonds Régional d'Art Contemporain) : <http://www.fracauvergne.com/actualite.php>

**Sources :**

Éléments de réponses apportés par **Madame Sophie Rognon**, Directrice TIC et Systèmes d'Information de la Région Auvergne.

Sites de la région Auvergne :

<http://www.auvergne.fr>

<http://www.auvergne.org>

<http://www.auvergne.eu>

<http://www.auvergne.info>

<http://regionauvergne.biz/>

<http://www.auvergnepro.com>

Site de Cybermassif : [www.cybermassif.org](http://www.cybermassif.org)

Site Ruralnet : <http://www.ruralnet.fr>

Enquête Zdnet : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

Article sur l'Auvergne dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

# BASSE-NORMANDIE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1463000		
Surface	17568		
Densité	83,27641166		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	98,00%		5
Budget TIC	14950000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	2,020931169		5
Budget total région	739758000		
Lycéens / ordinateurs	2,7		5
ENT	oui	Expérimentations dans 7 lycées en 2010	1
Site internet de la région	<a href="http://crbn.fr/">http://crbn.fr/</a>		2
Téléprocédures et services en ligne	oui	Services en particulier dans la formation et l'entrepreneuriat	3
Mesure phare éducation	N/A		0
Mesure phare E-santé	Réseau e-santé en développement	Mené par la région qui passera le relais au Groupement de coopération sanitaire Télésanté de BN en 2011	2
Mesure phare TPE / PME	Zones Numériques Multiservices + projet I2N	Phases expérimentales	2
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	non	Mais prévu dans les prochains mois	0
Diffusion des informations	canaux classiques		2
Aide directe aux particuliers	Soutien indirect via les EPN		2
Variété des politiques menées	peu		3

La Basse-Normandie regroupe trois départements : le Calvados, l'Orne et la Manche. Elle compte 1.463.000 habitants pour une superficie de 17 568 km<sup>2</sup> soit une densité de population de 83 habitants par km<sup>2</sup>. Elle comprend 470 km de littoral, 192 000 hectares de forêt et 3 parcs naturels régionaux. La capitale régionale est Caen.

Site Internet : [www.cr-basse-normandie.fr](http://www.cr-basse-normandie.fr)

## Budget

Sur la période 2007-2013, le budget qui a été voté est le suivant :

- 40 millions d'euros sur 4 ans pour la couverture numérique du territoire
- 15 millions d'euros sur 6 ans pour le développement des Zones Numériques Multiservices
- 1.7 millions d'euros par an pour le développement du réseau VIKMAN
- 2.5 millions d'euros sur 3 ans pour le développement des Espaces Publics Numériques

Pour l'année 2010, la région Basse-Normandie consacre un budget pour les investissements dans le domaine des TIC de 8.85 millions d'euros dont 5.35 millions pour le haut et le très haut débit. La Région prévoit également un budget de 3.5 millions d'euros en fonctionnement, dont 1.7 millions pour le réseau haut débit de l'Education, la recherche et la santé ; 800 mille euros pour le développement des EPN (Espaces Publics Numériques) et 800 mille euros pour le développement des usages.

Par ailleurs, sur le volet numérique et pour la période 2007-2013, 16 millions d'euros ont été accordés par le FEDER.

Le budget total de la région pour 2010 s'établit à 739,758 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

Deux DSP (Délégations de Service Public) ont été octroyées pour la construction et l'exploitation d'une infrastructure destinée à supporter des réseaux de télécommunications à très haut débit : la Manche et l'Agglomération de Caen la Mer. De plus, la région dispose d'un réseau régional pour l'enseignement supérieur, l'éducation et la recherche : le réseau WIKMAN.

Enfin, il existe en Basse-Normandie une Gouvernance du Numérique qui regroupe l'Etat, la Région et les Départements. Son rôle est de favoriser et d'assurer la cohérence des initiatives des uns et des autres.

### Accès

La région bénéficie d'un très bon niveau de couverture filaire avec 97.9% de couverture à 512kps et 85.7% à 2Mbps. Cette couverture est complétée par des solutions alternatives exploitant le réseau hertzien : la Manche a opté pour le Wifi Max et le WIMAX a été retenu dans l'Orne et le Calvados. Ainsi, par exemple, 220 pylônes Wifi Max ont été installés dans la Manche. Toutefois, aujourd'hui on compte encore 2 à 3% de zones blanches.

D'ici à 2013, l'objectif de la Région est la résorption complète des zones blanches et la préparation de l'arrivée du très haut débit. Des schémas directeurs sont ainsi actuellement en cours d'écriture.

## Service public et e-administration

Les marchés publics sont accessibles via Internet. Il existe par ailleurs une dématérialisation des échanges entre administrations avec le contrôle de légalité et de la transmission dans les paieries. La Région développe des services en ligne, en particulier en ce qui concerne la formation et l'entrepreneuriat. Pour la partie formation, l'expérimentation domesday.fr vise à créer une plateforme régionale de développement des ressources humaines ([www.domesday.fr](http://www.domesday.fr)). Pour les services et l'accompagnement des entreprises, le site de la Mission Régionale pour l'Innovation et l'Action de Développement Economique (MIRIADE : [www.miriade.fr](http://www.miriade.fr)) est accessible en ligne ainsi que le portail <http://entreprendre-basse-normandie.fr>.



©Entreprendre-basse-normandie.fr 2010 / Conseil régional de Basse Normandie

## Formation et lien social

La région a accompagné les collectivités locales et les associations dans la création de 114 EPN (Espaces Publics Numériques). Ces espaces sont répartis sur l'ensemble du territoire bas-normand et sont destinés à l'information et à la sensibilisation des citoyens aux usages Internet et multimédia. Le budget octroyé est de 700 000 à 800 000€ par an.

Dans ces EPN, la Région a soutenu 45 Points d'Accès à la Téléformation (P@T) qui doivent favoriser l'accès aux formations à distance pour les salariés et les demandeurs d'emploi. 34 de ces points d'accès ont accueilli des stagiaires en formation. Une plateforme de gestion des EPN permet d'obtenir des statistiques de manière précise. On peut ainsi observer une augmentation des usages : le nombre de visites mensuelles est de l'ordre de 14 000 et on comptabilise au premier trimestre 2010 près de 2300h de sessions de formation en accès encadré et 1300h en accès individuel.

En outre, la Région offre une bourse de formation pour les animateurs des EPN de l'ordre de 4500€. De plus, afin d'aider les collectivités souhaitant mettre en place de tels espaces et de

professionnaliser le dispositif, la Région favorise la mise en réseau de ces EPN avec la mise en place d'un Centre de ressources régional en ligne (plus d'informations : <http://epnbn.ctn.asso.fr/>).

## Education

En Basse-Normandie, tous les lycées ont accès à l'Internet haut débit à 2.4Mbps ou 10Mbps grâce au réseau VIKMAN (VIKing Metropolitan Area Network). C'est un réseau régional haut débit pour l'Enseignement supérieur, la Recherche et la Santé dont l'objectif est d'interconnecter ces trois filières. D'ici à 2013, l'objectif de la Région est la généralisation des accès à 10Mbps dans les lycées. Cela représente un budget conséquent de l'ordre de 700 000€ par an.

Par ailleurs, le taux d'équipement est de 1 ordinateur pour 2.7 élèves et tous les lycées sont dotés de vidéoprojecteurs. Les lycées disposent également d'ordinateurs portables qui peuvent être prêtés à des étudiants en ayant besoin pour certains travaux. Le budget annuel réservé à l'équipement des lycées s'élève à 2 millions d'euros.

D'autre part, la Région a proposé en 2010, dans 7 lycées, une première expérimentation des ENT (Espaces Numériques de Travail). Ces plateformes seront mutualisées entre écoles, collèges et lycées. La région soutient également le développement de RUNN, le Réseau Universitaire Numérique Normand qui est commun à deux régions, la Basse Normandie et la Haute Normandie et qui comprend 3 Universités (Caen, Rouen, Le Havre) et 2 Ecoles d'Ingénieur (l'INSA de Rouen et l'ENSI de Caen).

## Culture et Santé

Un projet d'informatisation des musées est actuellement en cours comprenant notamment un portail régional d'accès aux collections.

Par ailleurs, depuis trois ans la Région soutient le développement d'un réseau de santé : actuellement 20 hôpitaux sont raccordés sur le réseau régional. Il s'agit d'une expérimentation sous maîtrise d'ouvrage de la Région jusqu'en 2011, date à partir de laquelle le Groupement de coopération sanitaire Télésanté de Basse-Normandie prendra le relai. Le programme de financement sur la télémédecine de l'ordre de 4 millions d'euros pour les trois années à venir.

## Economie et entreprises

Le Conseil régional favorise le développement des ZNM (Zones Numériques Multiservices). Ces zones d'activité économique permettent de développer et de proposer différents services numériques à haute valeur ajoutée. Jusqu'en 2013, 15 millions d'euros sont prévus afin inciter les TPE/PME à s'équiper en numérique (projet I2N). En parallèle, la Région souhaite monter un partenariat avec la Chambre Consulaire.

La Région soutient également le développement de nombreux pôles de compétitivité :

- Mov'eo dans le domaine de l'automobile et des transports collectifs. Le but est de générer des projets collaboratifs de recherche et de développement et d'aider les PME dans leurs démarches d'innovation.
- Pôle TES (Transactions Electroniques Sécurisées) qui regroupe 102 entreprises des

techniques électroniques, informatiques et télématiques. L'objectif est de favoriser l'émergence de projets innovants et de développer les activités économiques et les connaissances techniques et scientifiques dans la filière des TES.

- Filière Equine qui regroupe 77 entreprises et dont l'objectif est de développer la recherche et de favoriser les démarches d'innovation des entreprises de la filière équine.
- Valorial (VALOrisation pour la Recherche et l'Innovation Alimentaire). Le pôle est constitué de 172 entreprises. La principale mission de Valorial est de développer et d'accompagner l'innovation des entreprises agroalimentaires de la région.

La Région contribue également avec ses partenaires, à l'émergence d'autres pôles d'excellence en Basse-Normandie tels que le pôle « Mémoire et Multimédia » ou encore « Document Numérique ».

Plus d'informations :

- <http://www.pole-moveo.org/index.html>
- <http://www.pole-tes.com>
- <http://www.pole-filiere-equine.com/>
- <http://www.pole-valorial.fr/>

## Diffusion des informations

La Région est l'un des partenaires du 3<sup>ème</sup> forum national du THD (Très Haut Débit), qui s'est déroulé en janvier 2010, au Centre des Congrès de Caen.

Par ailleurs, la Région cherche actuellement à se doter d'un observatoire des TIC, i.e. d'un outil statistique sur l'état de la société de l'information.

## Projets futurs

La Région soutient le projet I2N (Innovations Numériques Normandes). L'objectif est de développer l'attractivité et la compétitivité du territoire bas-normand en matière de numérique. Pour cela la Région propose de regrouper et d'interconnecter les acteurs privés et publics porteurs de projets innovants dans le domaine des TIC, afin de favoriser l'émergence de telles innovations.

La région étudie actuellement la mise en place de schémas directeurs pour les futurs projets. Les axes prioritaires de la politique numérique pour les mois à venir sont le développement des infrastructures très haut débit et la couverture des zones blanches, l'incitation des lycées numériques et le développement des ENT, l'accompagnement du citoyen à travers les EPN, la téléformation à travers notamment un projet de e-portfolio (phase pilote), l'accompagnement des PME à travers le projet I2N, la culture (projet sur les Musées), la télésanté et l'information à travers un projet d'observatoire.

Enfin, la mise en place d'une agence régionale du numérique a été votée en juin 2009, elle devrait vraisemblablement voir le jour dans les prochains mois.

**Sources :**

*Eléments de réponses apportés par **Monsieur Yvon NOEL**, Directeur territorial au Conseil Régional de Basse-Normandie pour le Développement numérique du territoire, sur la politique de la région en matière de TIC.*

Site de Domesday : [www.domesday.fr](http://www.domesday.fr)

Site de Miriade : [www.miriade.fr](http://www.miriade.fr)

Portail Entreprendre en Basse-Normandie : <http://entreprendre-basse-normandie.fr>.

Site de la région : [www.cr-basse-normandie.fr](http://www.cr-basse-normandie.fr)

Article sur la Basse-Normandie dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Enquête Zdnet : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# BOURGOGNE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1681000		
Surface	31582		
Densité	53,22652144		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	96,00%		4
Budget TIC	4039000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,514653415		1
Budget total région	784800000		
Lycéens / ordinateurs	N/A		0
ENT	oui	1 ENT, à titre expérimental, en 2009	1
Site internet de la région	<a href="http://www.cr-bourgogne.fr/">http://www.cr-bourgogne.fr/</a>		2
Téléprocédures et services en ligne	oui		2
Mesure phare éducation	N/A		0
Mesure phare E-santé	Réseau Clonys	Semble inusité	2
Mesure phare TPE / PME	Site J'entreprends en Bourgogne		4
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	<a href="http://agentic.org/">http://agentic.org/</a>	Pas à jour	3
Diffusion des informations	canaux classiques		2
Aide directe aux particuliers	N/A		0
Variété des politiques menées	peu		2

La Bourgogne compte quatre départements (Côte-d'Or, Nièvre, Saône-et-Loire, Yonne). On y recense 1,681 million d'habitants pour une superficie de 31.582 km<sup>2</sup>, soit une densité de 51,6 habitants au km<sup>2</sup>. La capitale régionale est Dijon.

Site Internet : <http://www.cr-bourgogne.fr>

## Budget

Le budget total dédié aux TIC en 2010 est de 4,039 millions d'euros dont 800 000 euros pour le soutien au développement des nouveaux usages, 2,845 millions d'euros pour le haut et très haut débit et la téléphonie mobile et 394 000 euros dans le cadre du contrat État-région. Le budget primitif 2010 de la Région est de 784,8 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

Le déploiement de 122 stations de base Wimax a été confié à un délégataire dans le cadre d'une DSP. Le délégataire soutiendra les coûts d'exploitation sur dix ans. En décembre 2009, 22 stations de base étaient opérationnelles et 24 en cours d'installation.

La Région apporte un soutien technique et financier aux initiatives de déploiement de la fibre des Départements et agglomérations et contribue, sur 118 sites, à la résorption des zones blanches de téléphonie mobile.

## Service public et e-administration

Le dispositif d'information géographique GéoBourgogne s'adresse à tous types de structures et d'acteurs bourguignons : collectivités territoriales, établissements publics de coopération intercommunale, associations d'utilité publique. Il leur donne accès à toutes les données du territoire en mutualisant les coûts et contribue au développement de l'information géographique. Sont ainsi partagées des photographies aériennes, des cartes topographiques, des représentations du relief, etc. Il pourra servir de base à l'élaboration d'un plan de cohérence territoriale ou de prévention des risques. Il rend également possible la mise en place de projets transversaux et concertés entre les acteurs.

Les marchés publics sont dématérialisés via la plate-forme e-Bourgogne.

La Région a soutenu l'agence NTIC Bourgogne, qui recense des informations thématiques sur le numérique en Bourgogne : [www.agencetic.org](http://www.agencetic.org).

## Education

Dans les universités, 50 zones sont couvertes en Wifi et un ENT a été mis en place à la rentrée 2009. Le dispositif Bornéo est constitué de 11 bornes multimédia qui diffusent des informations aux usagers du campus.

La Région participe à l'opération ministérielle MIPE et offre aux étudiants un micro-portable pour 1 euro par jour.

Le réseau Clonys relie les lycées et établissements de compétence régionale. La moyenne des interconnexions entre les 94 sites desservis début 2010 est de 24 Mbits/s et celle du débit d'accès à Internet est de 3Mbits/s.

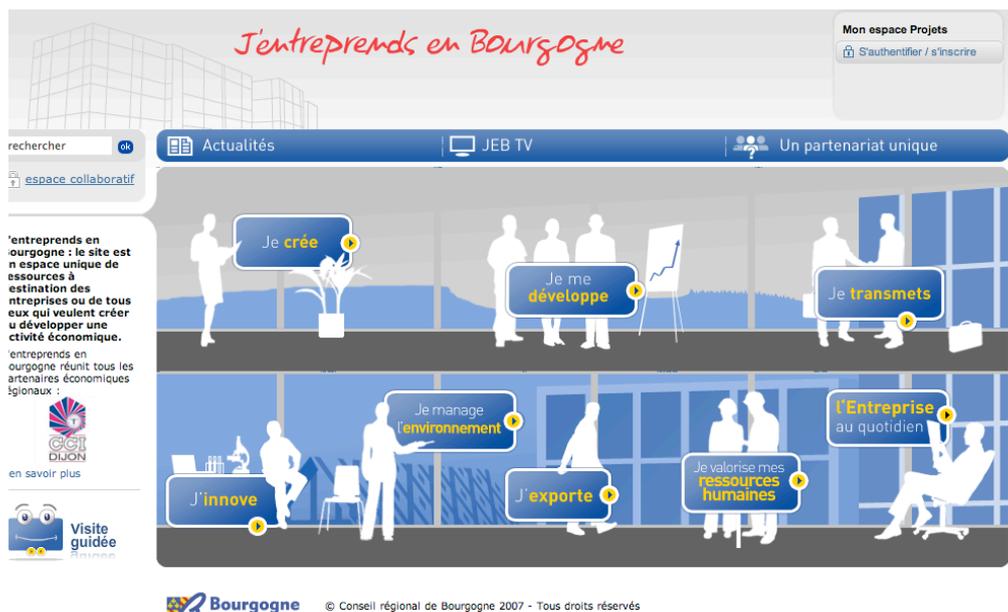
## Culture et Santé

Le diagnostic médical à distance est utilisé entre certains hôpitaux de la région, reliés par le réseau

haut débit CLONYS. Il est utilisé dans les services de cardiologie et d'urgence neurologique et permet de pallier un manque de spécialistes dans certains hôpitaux. Une nouvelle expérience de téléconsultation en dermatologie a été initiée entre deux hôpitaux et permettra à terme que les patients n'aient plus à se déplacer vers les plus grands hôpitaux.

## Economie et entreprises

Le site collaboratif « J'entreprends en Bourgogne » est dédié à l'entrepreneuriat et propose des aides en ligne (voir <http://eco.e-bourgogne.fr>).



© [eco.e-bourgogne.fr](http://eco.e-bourgogne.fr) / Conseil régional de Bourgogne 2010

La Région soutient un pôle de compétitivité : le pôle Vitagora dans le domaine Goût-Nutrition-Santé.

## Projets Futurs

Un réseau très haut débit est à l'étude. Il doit desservir les pôles économiques, les sites d'intérêt stratégique de l'enseignement, de la santé, etc.

### Sources :

Site du Conseil Régional de Bourgogne : <http://www.cr-bourgogne.fr/>

Site de l'agence NTIC Bourgogne : <http://www.agentic.org/>

Site J'entreprends en Bourgogne : <http://eco.e-bourgogne.fr>

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# BRETAGNE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	3163000		
Surface	27196,90456		
Densité	116,3		
Taux équipement ordinateur ménages	61,00%		3
Taux de connexion	55,00%		2
Couverture réseau HD	90,00%		3
Budget TIC	4166666,667		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,362318841		1
Budget total région	1150000000		
Lycéens / ordinateurs	4		2
ENT	N/A		0
Site internet de la région	<a href="http://www.bretagne.fr">http://www.bretagne.fr</a>		2
Téléprocédures et services en ligne	oui en cours d'élaboration		2
Mesure phare éducation	N/A		0
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	N/A		0
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	<a href="http://www.bretagne20.fr">www.bretagne20.fr</a>	peu exhaustif	3
Diffusion des informations	canaux classiques	Réseaux sociaux intégrés	3
Aide directe aux particuliers	Par les EPN et les 100euros de chèque formation		4
Variété des politiques menées	peu		2

La Bretagne comptabilise quatre départements (Côtes-d'Armor, Finistère, Ille-et-Vilaine, Morbihan) et 2 700 km de côtes. On y dénombre 3,163 millions d'habitants avec une densité de 116,3 hab./km<sup>2</sup> (chiffres INSEE 2010).

Site internet : <http://www.bretagne.fr/>

## Budget

Le budget de la Région prévoit, depuis 2008, la mobilisation de 25M€ sur 6 ans pour les projets d'aménagement numérique des territoires :

- 1M€ pour mener des actions permettant d'améliorer et partager la connaissance des réseaux
- 8M€ afin d'aider les Départements à résorber les zones blanches soit au maximum 2M€ par département.
- 16M€ afin de développer le très haut débit pour les services publics et les entreprises et préparer l'arrivée du « très haut débit » pour les particuliers. Cela se traduit par la création d'une nouvelle enveloppe dédiée aux projets numériques dans les contrats de pays.

En effet, l'aménagement du territoire breton s'organise avec les collectivités locales présentes dans les 21 pays bretons.

Le budget primitif 2010 s'élève à 1,15 milliards d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et accès

La Bretagne a lancé en 2006 un plan d'aménagement du territoire nommé Bretagne2.0. Le projet vise à la fois à raccorder tous les Bretons au très haut débit d'ici la prochaine décennie et à développer les usages et services liés à l'Internet.

Le réseau breton se compose de 818 NRA<sup>8</sup>, dont 148 sont dégroupées. Malgré l'installation par France Télécom d'équipements ADSL sur l'ensemble de son réseau, de nombreuses zones du territoire ont un débit insuffisant ou ne peuvent accéder à l'Internet à haut débit. Bien que près de 61% des foyers possèdent au moins un ordinateur, seuls 55% ont un accès Internet (dont 90% via ADSL, chiffre 2009), avec des disparités départementales : le taux de ménages disposant d'une connexion internet est ainsi de 50% dans le Morbihan et de 58% en Île et Vilaine (étude 2008 par le Groupement d'Intérêt Scientifique [M@rsouin](http://www.m@rsouin.fr) pour le compte de la région Bretagne).

Au niveau des communes, 6 sur 10 restent numériquement isolées. Cependant des solutions alternatives sont proposées comme le Wimax pour couvrir les zones blanches.

L'aménagement du territoire en matière de TIC s'effectue au sein de la région par le biais des acteurs locaux et des projets RIP (Réseaux d'Initiative Publique). A ces derniers est donnée la possibilité d'entamer ou d'approfondir leurs réflexions sur ce thème. La région est donc divisée en « pays » qui reçoivent chacun des aides, des informations à la hauteur de leur « maturité » numérique. Une étude détaillée de chacun des pays peut être consultée sur le lien suivant : <http://www.bretagne20.fr/?q=contrats+de+pays>

### Projets en cours

Les projets pour les années à venir sont :

- La construction de réseaux pour les besoins d'une ville puis sa location aux opérateurs

---

8 Répartiteurs téléphoniques

(Rennes, Vannes, Lorient, Brest, Lannion) ;

- Le raccordement des sites publics et des zones d'activités en fibre optique ;
- La couverture des zones blanches (CA Quimper, CG 22, CG 35, CG 56).

## Service public et e-administration

La région dématérialise ses services administratifs sur la toile et nombreux d'entre eux sont facilement accessibles (impôts, déclarations sociales...). Cependant, ces programmes sont encore peu développés.

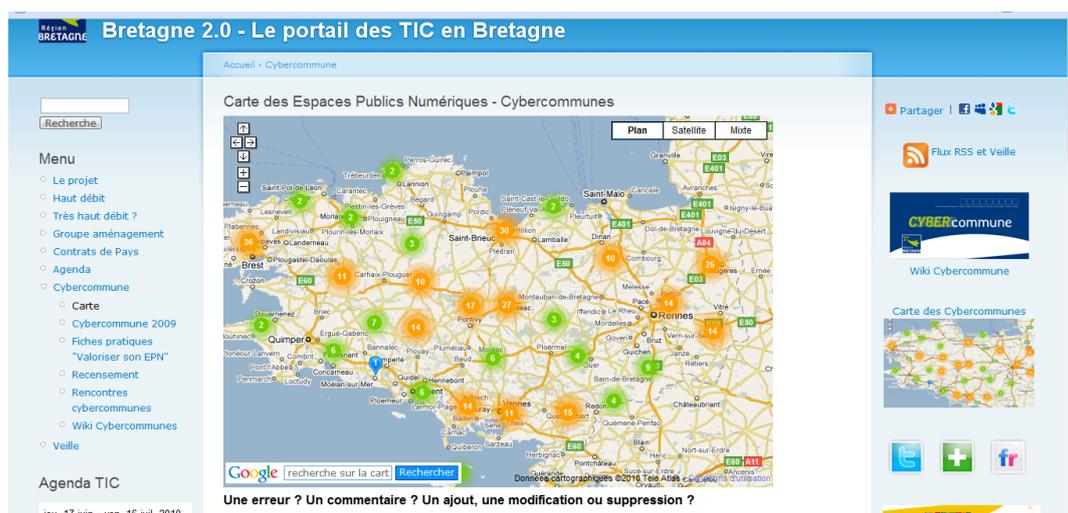
Les applications facilitant la vie administrative du citoyen servent plutôt de relais aux télé-procédures mises en place par l'Etat. De même pour les marchés publics (contrôle de légalité, des appels d'offres), dans le cadre d'un syndicat mixte e-Megalix, une plateforme permettant les échanges et les publications administratifs entre les différentes entreprises et les collectivités locales a été mutualisée.

Le Syndicat mixte, dont le principal objectif est de contribuer au développement et à la pérennisation de ces services, propose à ses membres (ou aux organismes éligibles) des services mutualisés accessibles aux usagers (entreprises, associations, particuliers, autres administrations...) au travers d'une plateforme régionale d'administration électronique et les accompagne dans la mise en œuvre et l'utilisation de ces services.

## Formation et lien social

La Région met disposition 36 EPN, répartis autour de 400 communes, dotés chacun de 4 à 5 ordinateurs.

Une manifestation annuelle, « les étés des TIC » est organisée afin de découvrir, d'échanger et de progresser sur les usages des TIC.



Carte des EPN © CR Bretagne / Bretagne2.0, 2010

La Région ambitionne la mise en réseau de tous ces EPN, afin de faciliter la communication entre les animateurs de différents sites et d'informer les particuliers. Des rencontres « cybercommunes » sont d'ailleurs déjà organisées.

## Education

Le taux d'équipement dans les lycées bretons est de l'ordre de 1 ordinateur pour 4 lycéens. La connexion est à haut débit depuis 1998 grâce aux services de haut débit Mégalis.

## Economie et entreprises

D'après les estimations de la Région, 99% des PME bretonnes sont connectées à Internet. Cependant moins de la moitié des entreprises artisanales le sont. Au total, on estime que 53% des entreprises bretonnes ont leur propre site internet.

Enfin, le pôle d'images et réseaux associe chercheurs et entreprises pour imaginer des projets de développement numérique (Pays de la Loire et Bretagne).

## Diffusion des informations

La Région possède à ce jour un site internet [www.bretagne20.fr](http://www.bretagne20.fr) entièrement consacré à la diffusion des actions régionales dans le domaine des TIC. Loin d'être exhaustif, ce site a tout de même le mérite d'exister :



© CR Bretagne / Bretagne2.0, 2010

Parmi les services présents sur les sites internet des communes, on peut trouver des newsletters, des e-journaux à imprimer...

Des événements touchant au numérique sont organisés, à l'instar des « étés des TIC » qui consistent en un « forum des usages coopératifs ». Cette manifestation rassemble 400 acteurs de l'internet et du multimédia dans un carrefour d'échange, des pratiques et des projets. Les principaux sujets y étant traités concernent l'accès public, de la politique de la ville, des médias et cultures numériques, des collectivités publiques, de l'économie sociale, de l'action sociale, des observatoires d'usages, de l'éducation » : <http://www.lesetestic.com/2010/02/02/les-%C3%A9t%C3%A9s-tic-2010-forum-des-usages-coop%C3%A9ratifs-%C3%A0-brest/>

## Projets futurs

La Région prévoit le développement de la e-administration, l'intégration du numérique à but culturel et éducatif et le déploiement du très haut débit sur l'ensemble du territoire.

**Sources :**

Site de la région : <http://www.bretagne.fr>

Article sur la Bretagne dans Wikipédia : <http://fr.wikipedia.org>

Bretagne 2.0 : [www.bretagne20.fr](http://www.bretagne20.fr)

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales>

# CENTRE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	2544000		
Surface	39138,46154		
Densité	65		
Taux équipement ordinateur ménages	62,00%		3
Taux de connexion	55,00%		2
Couverture réseau HD	98,40%		5
Budget TIC	5200000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,472727273		1
Budget total région	1100000000		
Lycéens / ordinateurs	3		5
ENT	oui	37% des lycées	2
Site internet de la région	<a href="http://www.regioncentre.fr">www.regioncentre.fr</a>		3
Téléprocédures et services en ligne	oui, marchés publics et bourses essentiellement		2
Mesure phare éducation	<a href="#">Équipement (Ordi Centre) + Plateforme Libres Savoirs</a> <a href="https://libres-savoirs.regioncentre.fr">https://libres-savoirs.regioncentre.fr</a>		4
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	N/A		0
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	non		0
Diffusion des informations	canaux classiques, présence sur Facebook		2
Aide directe aux particuliers	Visa Internet et réseaux d'EPN pour les formations		3
Variété des politiques menées	moyenne		3

Le Centre est composé de 6 départements : le Cher, l'Eure-et-Loir, l'Indre, l'Indre-et-Loire, le Loir-et-Cher et le Loiret. La région compte 2,544 millions d'habitants avec une densité de 65 habitants par km<sup>2</sup>. La capitale régionale est Orléans.

Site internet : [www.regioncentre.fr](http://www.regioncentre.fr)

## Budget

La Région a investi près de 90 millions d'euros, entre 2000 et 2006, pour le développement des équipements et des usages des TIC.

Sur la période 2007-2013, le budget TIC de la région Centre s'élève à 17 millions d'euros dont 8.5 millions d'euros apportés par la Région et 8.5 millions d'euros par l'Etat. La Région perçoit en plus des subventions européennes : 8.5 millions d'euros du FEDER (Fonds Européen de Développement Régional) et 3 millions d'euros du FSE (Fonds Social Européen).

En 2010, le budget TIC, hors équipements informatiques des établissements scolaires et hors subventions aux collectivités territoriales dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire, s'élève à 5,2 millions d'€.

Le budget total de la région Centre était en 2009 de 1,1 milliard d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

Le Conseil régional à travers le GIP RECIA, « centre de ressources et de compétences techniques régional », participe à la mise à disposition d'un réseau régional à haut et très débit, à 337 sites relevant du domaine de l'enseignement (lycées et enseignement supérieur), la recherche et la formation (CFA, EFSS). Le GIP RECIA propose également un service d'hébergement aux établissements publics membres du GIP. Le site internet dédié est relativement rudimentaire et ne propose guère, pour l'instant, de services nous paraissant particulièrement utiles ni novateurs.

Afin de faciliter le développement du Très Haut Débit, le Conseil régional s'est lancé récemment dans un Schéma Régional d'Aménagements Numériques (SCORAN) dans le but de mettre en cohérence les acteurs publics et privés.

Par ailleurs, la Région soutient le développement des réseaux départementaux qui reçoivent une aide pour le Haut Débit d'un montant de 357 € par foyer connecté. Pour la période 2009-2011, 12 000 foyers ont ainsi été rendus accessibles et programmés. Enfin, dans le cadre du SCORAN, les départements sont invités à élaborer des SDAN (Schéma Directeur d'Aménagement Numérique) sur un financement Etat-Région-FEDER.

### Accès

La Région soutient les programmes de couverture des zones blanches de la téléphonie mobile depuis décembre 2002. En outre, la Région dispose d'un Réseau Régional (RRC) qui offre des services d'accès haut débit et très haut débit de 1Mbps à 200Mbps aux lycées et autres établissements publics (conseil régional, rectorat, IUFM, BRGM...), ce qui représente environ 400 sites.

Fin 2007, encore 20 000 foyers et TPE n'avaient pas accès à une offre Internet haut débit. Le déploiement des techniques DSL ne permettant pas de résoudre le problème, la Région a décidé de soutenir le développement de solutions alternatives. Ainsi, 80% des zones blanches devraient être couvertes d'ici à décembre 2013 en haut débit, grâce au déploiement de la technologie WIMAX. Aujourd'hui, plus de 98% de la population du Centre est éligible au haut débit. Par ailleurs, 62% des ménages de la région Centre sont équipés d'un micro-ordinateur et 55% des

foyers sont connectés à Internet dont 87% en ADSL haut débit. Le dégroupage ne représente que 19% des foyers connectés et le taux de pénétration des accès fibre optique est de l'ordre de 0.1% des foyers connectés. Enfin, sur le plan individuel, 58% des habitants du Centre sont Internaute et 65% se connectent quotidiennement à leur domicile ou sur leur lieu de travail.

## Service public et e-administration

La région Centre propose peu de démarches administratives en ligne. Elle dispose toutefois d'une plateforme de marchés publics ainsi que des services de demande de bourses en ligne dans le secteur sanitaire et social. Ce dernier dispositif est géré de façon transparente et mutualisée par la Région, les écoles et l'Agence de services et de paiement. Des offres d'emplois et les demandes des PME/TPE sont aussi gérées en ligne. Notons par ailleurs que le site régional respecte les règles d'accessibilités.

Seuls 49% des foyers ont consulté un service e-administratif au cours des 12 derniers mois. En outre, les informations touristiques (35%) sont autant consultées que le service des impôts (31%) et les autres services sont plus en retrait (textes de loi, papiers administratifs, CAF, pôle Emploi consultés par 6% à 22% des habitants).

## Formation et lien social

La Région soutient le déploiement d'EPN (Espaces Publics Numériques) : le Conseil régional finance 30 000€ par création d'EPN et accompagne également les renouvellements. Aujourd'hui seuls 45 EPN ont été déployés. L'objectif affiché est d'atteindre les 100 créations dans les années à venir. La Région souhaite également la mise en réseau des structures sous coordination par le GIP Recia.

La Région finance en outre des formations adaptées aux animateurs : formation technique, relations avec les usagers, gestion de l'espace, etc. Par ailleurs, les animateurs ont accès à des formations certifiantes type CATIC (Certification Assistant Technologies de l'information et de la Communication). Des Visas Libre Savoir « Internet » sont dispensés sur l'ensemble du territoire par des organismes de formations agréés. Les enquêtes menées régulièrement auprès des EPN montrent une satisfaction d'usage importante, et une attente de services toujours plus forte. (Enquête 2009 : 152 000 usagers sur un an).

## Education

La région Centre a créé et financé intégralement le dispositif « ORDI-Centre ». Les actions menées dans le cadre de cette mesure doivent permettre d'augmenter le nombre d'équipements informatiques dans les universités : installation d'ordinateurs « fixes », de bornes WIFI, prêt d'ordinateurs portables aux étudiants. Il s'agit également de développer l'Université Numérique Régionale qui correspond à des services en ligne développés par la Région dans les lieux fréquentés par des étudiants. Le budget de cette mesure est de 5 millions d'euros par an.

La Région favorise également le câblage des lycées (60 millions d'euros investis) et soutient le développement de la plateforme Télémaque en support de l'opération visa Internet et des Espaces Libres Savoirs (<https://www.libres-savoirs.regioncentre.fr/>). Cette plateforme permet de faciliter la relation entre formateur et apprenant. Environ 50 000 personnes ont bénéficié d'une formation « Visa Internet » avec le soutien de l'Union Européenne. En outre, près de 400

établissements sont raccordés au Réseau Régional haut débit avec des connexions allant jusqu'à 200Mbps. Environ 25 000 postes informatiques ont été installés dans les 108 lycées de la région et plus de 12 000 étudiants ont bénéficié d'un ordinateur portable gratuit. Le taux d'équipement des lycées est de l'ordre d'un ordinateur pour 3 élèves.

Aujourd'hui seuls 38 établissements sur 103 sont équipés d'ENT (Espaces Numériques de Travail). La Région a opté pour la généralisation des ENT dans l'ensemble des établissements de l'enseignement secondaire et des organismes de formation. Le déploiement est en cours et l'objectif de 100% est attendu dans les 2 ans. On peut noter que 35% des lycées sont équipés de TBI, 84% de vidéoprojecteur et 31% de réseaux WIFI.

Le GIP Recia assure la supervision et la télémaintenance des systèmes installés dans les établissements. Quant à Centre Images, l'agence régionale du Centre pour le cinéma et l'audiovisuel, elle numérise son patrimoine afin de le rendre accessible au plus grand nombre.

## Economie et entreprises

Aujourd'hui, la majorité des zones économiques de la région Centre ont accès à des connexions très haut débit. Toutefois, on remarque que le taux d'accès à internet est corrélé avec la taille de l'entreprise puisque 67% des TPE sont connectées à Internet contre 93% des PME. Le débit actuel convient à la grande majorité : seuls 2% des TPE 4% des PME ont l'intention d'augmenter le débit de leur connexion au cours des 12 prochains mois.

Par ailleurs, les EPN sont accessibles aux acteurs de l'économie, notamment ceux des TPE. De plus, la Région soutient le développement de pôle de compétitivité sur le territoire :

- Cosmetic Valley, pôle des sciences de la beauté et du bien-être associant les compétences de recherche des universités d'Orléans à 180 entreprises de la filière ;
- S2E2, pôle de compétitivité dans le domaine des sciences et systèmes de l'énergie électrique ;
- Elastopole, pôle de compétitivité caoutchouc et polymères, dont l'objectif est de rapprocher forces industrielles, scientifiques et universitaires de la filière afin de stimuler les activités de la filière autour de projets innovants ;
- GIP RECIA, un centre de ressources et de compétences techniques régional dans le domaine des TIC.

Informations :

- <http://www.elastopole.com/>
- <http://www.recia.fr/>

## Projets futurs

La Région devrait apporter son soutien à des projets de résorption des zones blanches du haut débit et de la téléphonie sans fil. La Région prévoit également le développement d'une plateforme géomatique.

La Région souhaite développer les infrastructures et les usages du numérique à travers d'une part un Schéma Directeur Régional d'Aménagement Numérique et d'autre part à travers le déploiement des EPN et des ENT.

Sources :

Éléments de réponses apportés par **Monsieur Yann BOURSEGUIN**, Vice-président « Logement, habitat, TIC et démocratie participative » au Conseil Régional du Centre, sur la politique de la région en matière de TIC.

Site de la région : [www.regioncentre.fr](http://www.regioncentre.fr)

Article sur le Centre dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales>

# CHAMPAGNE-ARDENNE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1336000		
Surface	25593,86973		
Densité	52,2		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	79,00%		3
Budget TIC	10000000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	1,658925017		3
Budget total région	602800000		
Lycéens / ordinateurs	3,2		4
ENT	peu	Soutien de l'ENT de Reims	1
Site internet de la région	<a href="http://www.cr-champagne-ardenne.fr">http://www.cr-champagne-ardenne.fr</a>		2
Téléprocédures et services en ligne	Marchés publics et guides des démarches	Peu de services dématérialisés, à noter un site dédié aux transports	2
Mesure phare éducation	Distribution de logiciels libres aux lycéens et apprentis		3
Mesure phare E-santé	Un système Inter-Samu à venir		0
Mesure phare TPE / PME	N/A		0
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	non		0
Diffusion des informations	canaux classiques, pas de présence sur les réseaux sociaux		1
Aide directe aux particuliers	non		0
Variété des politiques menées	peu		2

La Champagne-Ardenne comprend quatre départements (Ardennes, Aube, Marne, Haute-Marne). On y recense 1,336 million d'habitants. La densité est de 52,2 habitants au km<sup>2</sup>.

Site Internet : <http://www.cr-champagne-ardenne.fr>

## Budget

Entre 2006 et 2010, le budget régional sur les TIC s'élève à 40 millions d'euros. Le budget total de la Région pour 2010 était de 602,8 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

La Région a financé le réseau régional haut débit TELEMUS II qui relie plus de 240 sites de la région et dispose d'un supercalculateur : ROMEO.

On compte quatre réseaux en fibre optique à l'initiative de collectivités locales. Celui du département de la Haute-Marne s'y ajoutera bientôt.

Un projet de couverture des zones blanches du département des Ardennes par la technologie « Wifimax » est à l'étude, il devrait concerner une cinquantaine de communes.

La Région s'est engagée en faveur du logiciel libre : les projets dans le domaine de l'enseignement supérieur doivent, à la demande de la région, être développés sous licences Creative Commons.

## Service public et e-administration

Les services en ligne ont débuté en 2008 par les bourses étudiantes pour les formations paramédicales et médico-sociales. Ces services seront généralisés à toutes les aides aux étudiants en 2010 et par la suite à toutes les aides individuelles.

La Région met également en ligne les appels à projets et des guides de procédures pour les questions administratives, qui ne sont toutefois toujours pas dématérialisées : très peu de démarches en ligne sont disponibles.

## Formation et lien social

Le portail NetPublic recense 48 EPN en tout. La Région a financé en partie la création de 22 d'entre eux, équipés au minimum de 5 postes chacun.

## Education

Tous les lycées sont reliés à Téléumus, le réseau régional et ont accès à Internet à des débits allant de 2 à 8 Mbits/s. Il n'y a pas de politique de développement d'un ENT régional mais la Région soutient le déploiement des ENT de ses universités comme celle de Reims. Le taux d'équipement moyen est d'un ordinateur pour 3,2 élèves et le parc est renouvelé à 5 ans terme échu.

En 2007, 70 000 exemplaires d'un CD-Rom contenant des logiciels libres avaient été distribués à la rentrée scolaire aux lycéens et apprentis.

## Culture et Santé

La Région a financé des stations de téléradiologie dans quinze des hôpitaux de son territoire, 17 établissements publics de santé devaient être reliés au réseau haut-débit TELEMUS à l'automne 2009 et un système d'information inter-SAMU doit voir le jour.

## Economie et Entreprises

Une enquête datant de 2006 avait montré que 37% des PME implantées en Champagne-Ardenne possédaient un site internet (enquête Ortel, citée par Zdnet.fr).

On compte deux pôles de compétitivité dans la région : le pôle « Materialia » ([www.materialia.fr](http://www.materialia.fr)), spécialisé dans les matériaux et le pôle « Industries et agro-ressources » ([www.iar-pole.com](http://www.iar-pole.com)).

## Projets futurs

La Région suit plusieurs grandes lignes pour les années à venir. La troisième génération du réseau Téléumus doit être installée, une carte d'étudiant multiservices fera son apparition et un appel à projets d'ENT devrait être lancé.

### **Sources :**

Site du Conseil Régional de Champagne-Ardenne : <http://www.cr-champagne-ardenne.fr/?SID=90>

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# CORSE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	307000		
Surface	8680		
Densité	35,36866359		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	99,00%		5
Budget TIC	12850000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	1,721366376		4
Budget total région	746500000		
Lycéens / ordinateurs	4		2
ENT	en cours d'installation		0
Site internet de la région	<a href="http://www.corse.fr/">http://www.corse.fr/</a>		3
Téléprocédures et services en ligne	Peu : marchés publics et appels à projets essentiellement		2
Mesure phare éducation	N/A	En cours de réflexion. Sur l'équipement, des tableaux numériques ont fait leur apparition à la rentrée 2010	0
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	PEN (Passeport pour l'Economie Numérique)	Formation gratuite aux TIC pour les petites entreprises	3
Projet innovant de la région	En cours de construction, le site MITIC Corse, observatoire et aide à la décision dans le domaine des TIC		0
Existence d'un observatoire des TIC	En cours de construction		0
Diffusion des informations	canaux classiques, pas de développement spécial sur les réseaux sociaux		2
Aide directe aux particuliers	<a href="#">Aides à l'installation de P@M (Points d'accès Multimédia)</a>	<a href="#">Les P@M sont des espaces numériques de travail avec des formateurs professionnels</a>	3
Variété des politiques menées	moyenne		3

La région Corse s'étend sur 8 680 km<sup>2</sup>, pour une densité de 34 habitants au km<sup>2</sup> (307 mille habitants)

Avec la Mission des Technologies de l'Information pour la Corse (MITIC), lancée en 2003, la Corse a pour objectif l'édification d'un réseau à haut débit, la réflexion sur le lien Corse-Continent et la promotion des usages sociaux.

Site internet : <http://www.corse.fr/>

## Budget

Le budget de l'ensemble du programme s'élève à 49,312 millions d'euros, dont :

- 22,3 M€ de l'Union européenne (programme européen FEDER)
- 12,85 M€ de la Collectivité territoriale de Corse
- 9.862 M€ de l'État, 3 M€ d'apport privé
- 1 M€ d'autres apports publics.

Le budget primitif global pour la région Corse en 2010 s'élevait à 746,5 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et accès

La Délégation de Service Public (DSP) attribuée à la société Corsica Haut Débit (filiale de France Télécom) a permis la mise en place d'un plan de couverture en haut et très-haut débit de la Corse.

Le réseau corse, réalisé dans le cadre du projet de réseau à haut débit pour la Corse (RHDcor) est composé d'une dorsale de 700 km de fibre optique desservant 44 répartiteurs téléphoniques, éligibles au dégroupage total.

En quelques chiffres : 99% de la population est couverte par le haut débit, 360 communes sont desservies en DSL, 5 zones d'activité et 25 sites stratégiques sont raccordés en très haut débit (100 Mbit/s). A la fin de l'année 2009, 64% des foyers ont du haut débit, dont 90% sont reliés par ADSL.

L'investissement total du projet d'élève à 36,5 millions d'euros avec 21,1 millions d'euros de subvention consenti au titre du Programme Exceptionnel d'Investissement.

Enfin, via le projet CORSICA HOTSPOTS, l'implantation d'accès gratuits à internet sans fil dans les lieux publics s'est généralisée sur l'ensemble du territoire corse. On compte alors une trentaine de spots opérationnels et une cinquantaine en cours de validation.



© Corsica Haut Débit 2010

## Service public et e-administration

Seulement 10% des communes corses proposent des e-services administratifs.

## Formation et lien social

Dans le cadre du développement des usages, il a été mis en place depuis 2000 une politique de soutien au développement des usages des Technologies de l'Information en Corse en accompagnant la création des Espaces Publics Numériques (EPN) appelés P@M "Points d'Accès Multimédia".

Il en existe une vingtaine répartis sur l'île, supervisés par des animateurs formés aux TIC, aux techniques d'animations et de médiation. On dénombre près de 9 postes et 3 animateurs par site.

## Education

L'éducation demeure un terrain encore à conquérir au niveau des TIC. On dénombre 6 collégiens et 4 lycéens pour un ordinateur. Le développement des espaces numériques de travail est encore en chantier bien qu'à la rentrée 2009-2010, 31 tableaux numériques aient été installés dans une vingtaine d'établissements.

## Economie et entreprises

On recense 20% des entreprises corses possédant un site internet, dont 43% de PME.

Par le biais des Passeports pour l'Economie Numérique (PEN), les petites entreprises peuvent s'initier et se former aux outils informatiques et Internet.

Il existe 14 points d'accueil habilités à délivrer ce type de passeport en Corse. Les activités proposées sont :

- réussir la création d'une entreprise grâce aux outils TIC ;
- le BA ba de l'informatique et de l'Internet ;
- Informatiser la gestion de son entreprise ;
- s'informer, communiquer avec ses partenaires grâce à Internet ;
- être présent sur le Web : du site vitrine au site marchand ;
- la mise en réseau et la sécurité.

Ce programme est gratuit et reconduit jusqu'en 2011.

## Diffusion des informations

Il a été diffusé un livre blanc, document recensant les projets réalisés dans le cadre de l'aménagement numérique afin de cadrer un schéma directeur de la société de l'information. Des guides pratiques sont également disponibles.

Ajoutons à cela le site [www.mitic.corse.fr](http://www.mitic.corse.fr) qui a vocation de diffuser les informations sur tous ce qui est réalisé au sein de l'île en matière de TIC. Ce site est toutefois fermé pendant la finalisation de ce rapport (octobre 2010).

## Projets futurs

Les principaux axes s'articulent autour de l'éducation, du raccordement au continent et du développement durable.

### Sources :

Site de la région : [www.corse.fr/](http://www.corse.fr/)

Article sur la Corse dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# FRANCHE-COMTÉ

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1168000		
Surface	16202		
Densité	72,08986545		
Taux équipement ordinateur ménages	63,00%		3
Taux de connexion	55,00%		2
Couverture réseau HD	98,78%		5
Budget TIC	8000000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	1,559089492		4
Budget total région	513120000		
Lycéens / ordinateurs	N/A		
ENT	en cours d'installation		0
Site internet de la région	<a href="http://www.franche-comte.fr/">http://www.franche-comte.fr/</a>		3
Téléprocédures et services en ligne	Bourses, stages, marchés publics	Dématérialisation des procédures avec la Paierie et la Préfecture	3
Mesure phare éducation	N/A	Programme E-Lair : accès HD pour les lycées	0
Mesure phare E-santé	N/A	Financement de projets de télémédecine	0
Mesure phare TPE / PME	N/A	Soutien des associations professionnelles en matière de TIC	0
Projet innovant de la région	Projet de développement de points Visioconférence à travers la Région		0
Existence d'un observatoire des TIC	non		0
Diffusion des informations	canaux classiques, espace personnalisable mais pas de réseaux sociaux		2
Aide directe aux particuliers	N/A		0
Variété des politiques menées	moyenne		3

La Franche-Comté est composée de 4 départements : le Doubs, le Jura, la Haute-Saône et le Territoire de Belfort. La population est de 1 168 000 habitants avec une densité de 72 habitants par km<sup>2</sup>. La région a une superficie de 16 202 km<sup>2</sup>, ce qui représente environ 3% du territoire français. La capitale de région est Besançon. C'est le principal pôle urbain avec Belfort et Montbéliard.

Site Internet : [www.franche-comte.fr](http://www.franche-comte.fr)

## Budget

Le budget TIC de la Région en 2008 s'élevait à 8 millions d'euros dont 2 millions pour les usages internes et 6 millions pour l'aménagement du territoire. Cela représente environ 1,7% du budget global de la région qui en 2010 s'établissait à 513,12 millions d'euros. De plus, certains projets sont cofinancés notamment par les autres collectivités, l'Etat ou encore l'Europe.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

Une infrastructure en fibre optique qui dessert la plupart des 322 NRA de la région. Cette infrastructure est complétée par des réseaux en fibre optique appartenant à d'autres opérateurs de télécommunications et à des collectivités locales : agglomération de Besançon, le Jura et l'aire urbaine Belfort-Montbéliard-Héricourt. Une aide de près d'un million d'euros a été consentie au département du Jura et au syndicat mixte de l'aire urbaine de Belfort-Montbéliard-Héricourt.

### Accès

En 2008, en Franche-Comté, 63% des ménages étaient équipés d'un ordinateur. De plus, 55% des foyers avaient accès à Internet et 47% au haut débit (soit 85% des ménages connectés). La Région soutient les collectivités dans leurs projets de résorption des zones blanches.

## Service public et e-administration

Quelques démarches administratives sont accessibles en ligne : les demandes de bourses dans le domaine sanitaire et social, pour les stages à l'étranger ainsi que les appels d'offres des marchés publics notamment. Des dizaines de formulaires bureautiques sont également mis en ligne. D'autre part un outil permettant de gérer les demandes de subventions en ligne est en cours d'élaboration et devrait être opérationnel début 2011. Les sites administratifs sont accessibles aux malvoyants et aux non voyants. Il existe également une dématérialisation des échanges entre administrations en ce qui concerne les échanges avec la Paierie régionale, et les échanges avec la Préfecture pour le contrôle de légalité.

Enfin, la région propose deux aides pour l'installation d'équipements de visioconférence, une pour les collectivités et une pour les associations.

## Formation et lien social

Il existe aujourd'hui une cinquantaine d'EPN (Espaces Publics Numériques) sur l'ensemble du territoire. La Région prévoit d'aider à de nouveaux déploiements au titre de sa politique de soutien aux pays.

## Education

Le réseau « E-Lair » permet d'offrir des services d'accès Internet haut débit aux lycées et aux organismes de formation franche-comtois. Environ 150 sites sont concernés.

Par ailleurs un projet d'équipement des lycées en ENT (Espace Numérique de Travail) est en cours.

## Culture et Santé

La Région intervient en matière de numérisation du patrimoine et d'art numérique. Par ailleurs, des projets pilotes ont été financés en matière de télémedecine et d'e-tourisme.

## Economie et entreprises

En 2008, en Franche-Comté, 53% des PME et 22% des TPE avait un site web.

La Région soutient la société d'économie mixte Numerica qui développe un pôle d'excellence dans le domaine des TIC en Franche-Comté. Elle soutient également l'association Franche-Comté Interactive qui fédère les entreprises des TIC. Elle aide enfin l'action de promotion et de développement de l'association Juratic dont l'objectif est de permettre aux entreprises d'avoir accès aux bénéfices d'une utilisation optimisée des TIC.

D'autre part, les CCI (Chambre des Commerces et de l'Industrie) interviennent dans l'accompagnement des entreprises, ce qui inclut des conseils sur l'utilisation des TIC. Certaines ont contribué à la création de structures spécifiquement dédiées à la formation et à l'accompagnement sur la thématique TIC.

Plus d'informations :

- [www.fc-interactive.org](http://www.fc-interactive.org)
- [www.juratic.com](http://www.juratic.com)

## Diffusion des informations

Des séminaires et des réunions d'information sur les TIC sont organisés régulièrement. En mai 2009 notamment ont eu lieu les premières assises du numérique. Les sites internet des collectivités et des structures partenaires permettent également de relayer l'information autour des TIC.

## Projets futurs

La Région souhaite lancer la création d'un réseau de points visioservices. En s'appuyant sur les technologies de la visioconférence, l'objectif est de permettre aux habitants des territoires les plus éloignés d'accéder plus facilement aux services publics. A ce jour les partenaires de ce réseau sont notamment la CAF et le Pôle Emploi. Le projet est encore en phase expérimentale.

### Sources :

*Éléments de réponses fournis apportés par par **Monsieur Sébastien GAUJARD**, Chargé de mission TIC et CPER au Conseil Régional de Franche-Comté, sur la politique de la région en matière de TIC.*

Site de la région : [www.franche-comte.fr](http://www.franche-comte.fr)

Article sur la Franche-Comté dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# GADELOUPE

La Guadeloupe est un archipel de la mer des Caraïbes. On y recense 405.500 habitants pour une superficie de 1628 km<sup>2</sup> soit une densité de 249 habitants au km<sup>2</sup>.

Site Internet : <http://www.cr-guadeloupe.fr/>

## Budget

Le seul point du budget communiqué est le coût de mise en place d'un câble sous-marin pour relier les îles, qui s'élève à 21,9 millions d'euros dont 31% est pris en charge par la Région.

## Aménagement du territoire

Un câble sous-marin haut-débit (>1Tbit/s) d'une longueur de 890km a été déployé en 2006.

## Service public et E-administration

La plate-forme de dématérialisation des marchés publics eguadeloupe.com a été mise en place.

## Formation et lien social

Deux camions « Cyberbus » d'une capacité de 9 places ont été mis en place. Ils parcourent le territoire et offrent une première approche au monde numérique à tous les citoyens : écoliers, collégiens, lycéens, professionnels, associatifs ou fonctionnaires.

### **Sources :**

Site du Conseil Régional de la Guadeloupe :

<http://www.cr-guadeloupe.fr/>

Page Wikipédia sur la Guadeloupe :

<http://fr.wikipedia.org/wiki/Guadeloupe>



Photo © CRIJ Guadeloupe

# GUYANE

La Guyane est composée de deux arrondissements : Cayenne et Saint-Laurent-du-Maroni. Elle compte 221 500 habitants pour une superficie de 91 000 km<sup>2</sup> soit une densité de population de 2,6 habitants par km<sup>2</sup>.

## Budget

Le budget total de la Guyane s'élève à 154,9 millions d'euros en 2010. Les TIC représentent 4,21 millions.

## Aménagement du territoire

### Réseau et accès

La Guyane rencontre des difficultés à aménager numériquement son territoire, notamment à cause d'une géographie très contraignante et de sa faible population qui empêchent l'implantation d'entreprises. En outre, le cadre législatif et réglementaire qui a longtemps prévalu ne permettait pas vraiment les initiatives locales, ce qui était de nature à creuser davantage « la fracture numérique » en créant des disparités importantes entre les usagers, en fonction de leur localisation géographique.

Cependant, les projets sont en cours et la société Outremer Télécom a été retenue pour réaliser un ambitieux plan d'aménagement du territoire.

Le réseau guyanais se compose actuellement du réseau hertzien pour les villes situées en bord d'océan, d'un réseau de fibre optique reliant six villes (Kourou, Macouria, Rémire Montjoly, Cayenne, Monsinéry, Matoury).

Le réseau de génie civil est entièrement réalisé à Cayenne.

Comptons avec cela l'installation près du Conseil régional de Guyane, d'un « hub » satellite qui relie d'ores et déjà 5 satellites des 17 communes isolées, la liaison satellite demeurant pour l'instant la meilleure solution pour les zones à l'intérieur de la région.

## Service public et E-administration

La plateforme de dématérialisation des marchés publics [www.marchespublics973.com](http://www.marchespublics973.com) permet de consulter et de répondre à des appels d'offres.

## Projets futurs

Le plan d'aménagement en cours prévoit la fourniture et les travaux d'accès à un réseau de télécommunication ouvert par satellite à haut débit, le raccordement au Centre Hospitalier de Cayenne pour l'application de la Télémédecine, le raccordement Internet des écoles primaires ainsi que la mise en place de services de télécommunications (téléphonie et internet) pour les services publics (Mairies, Collectivités Territoriales, Préfecture ...), les entreprises et les particuliers.

### **Sources :**

Site web de la Région : [www.cr-guyane.fr/](http://www.cr-guyane.fr/)

Rubrique TIC : <http://www.cr-guyane.fr/region-dynamique/tic/>

# HAUTE-NORMANDIE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1822000		
Surface	12318		
Densité	147,9136223		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	97,90%		4
Budget TIC	3650000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,373210634		2
Budget total région	978000000		
Lycéens / ordinateurs	3		5
ENT	non	ENT prévu dans le cadre du projet RUNN en 2012	0
Site internet de la région	<a href="http://www.hautenormandie.fr/">http://www.hautenormandie.fr/</a>		2
Téléprocédures et services en ligne	Oui : à destination des entreprises et des collectivités essentiellement	2 portails : <a href="http://www.hn-espace-entreprise.fr">www.hn-espace-entreprise.fr</a> et <a href="http://www.mpe76.fr">www.mpe76.fr</a>	3
Mesure phare éducation	Distribution de clés USB contenant des logiciels libres pour les collégiens et une carte à puce d'accès culturels pour les lycéens		4
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	En partenariat avec la CRCI, aide eux usages des entreprises		3
Projet innovant de la région	A venir un projet de télé-imagerie pour les acteurs de la santé		0
Existence d'un observatoire des TIC	non		0
Diffusion des informations	canaux classiques		2
Aide directe aux particuliers	N/A		0
Variété des politiques menées	moyen		2

La Haute-Normandie comprend deux départements (Eure et Seine-Maritime). Elle compte 1,822 million d'habitants. Sa densité est de 148 habitants/km<sup>2</sup> pour une superficie de 12.318 km<sup>2</sup>.

## Budget

Le budget annuel moyen consacré aux TIC est de 3,65 millions d'euros, soit plus de 22 millions sur six ans. Il est essentiellement attribué à l'aménagement numérique du territoire (42%), et à la recherche et aux ressources informatiques mises à disposition des chercheurs (45%).

## Aménagement du territoire

97,9% des lignes sont éligibles à la technologie ADSL.

La Région a subventionné en partie plusieurs initiatives de déploiement de la fibre de ses collectivités locales (département de l'Eure, communes de Rouen et de Gonfreville-L'Orcher). En tout, plus de 400 km de fibre optique ont été déployés.

2 projets départementaux de délégation de service public basés sur les technologies Wifi/Wimax ont vu le jour : 36 émetteurs Wimax dans l'Eure et une centaine de stations Wifimax en Seine-Maritime.

La région Haute-Normandie est adhérente de l'Adullact qui développe et mutualise des logiciels libres utiles aux missions de service public. Elle mène une politique globale de promotion des logiciels libres: site institutionnel développé sous licence libre, installation sur tous les postes agents d'OpenOffice.

## Service public et e-administration

Le portail HNEE (Haute-Normandie Espace Entreprises) permet à toute entreprise de déposer un dossier d'aide et de voir son dossier traité par l'ensemble des partenaires régionaux sans démarche supplémentaire. Site internet : <http://www.hn-espace-entreprises.fr/>

La plateforme MPE 276 regroupe toutes les collectivités de la région. Portail unique, elle permet à toute entreprise de consulter l'ensemble des marchés publics haut-normands : <https://www.mpe76.fr>.

Il est à noter que le site du Conseil régional est non seulement accessible, mais qu'il contient en plus toute une partie pédagogique sur les enjeux de l'accessibilité.

## Formation et lien social

La Région a subventionné la création de 101 Espaces Publics Numériques, qui comptent en moyenne 5 postes chacun. 15 EPN sont dédiés à la formation ouverte et à distance (FOAD). Ces EPN proposent aux chômeurs des ateliers de recherche d'emploi sur Internet mais aussi des ateliers sur le web 2.0.

Au niveau départemental sont déjà mis en place des sites de covoiturage. Un site régional devrait bientôt voir le jour.

## Education

La moyenne est de 1 PC pour 3 élèves dans les lycées et 1 PC pour 4 dans les collèges. Les élèves bénéficient également de nombreux autres équipements multimédias comme des vidéoprojecteurs, des systèmes de visioconférence, des laboratoires de langues, etc.

Un réseau très haut débit nommé Syrhano relie tous les collèges, lycées et universités haut-normands et leur permet un accès à Internet et à Renater, le Réseau national dédié à l'enseignement et à la recherche. Selon les établissements, ces connexions s'échelonnent de quelques Mbits/s jusqu'à 1 Gbit/s pour les universités.

Dans les collèges, une clé USB comportant des logiciels libres a été distribuée à la rentrée 2009-2010 à tous les collégiens et professeurs de la région. Les lycéens et apprentis se voient quant à eux remettre une Carte Région, une carte à puce qui leur offre un crédit pour l'accès aux manifestations culturelles et sportives et à l'achat de fournitures scolaires.

## Economie et entreprises

La Région soutient le développement de pôles de compétitivité sur le territoire : Mov'eo dans le secteur automobile et des transports collectifs, Novalog dans la logistique et Cosmetic Valley, un réseau de la parfumerie-cosmétique.

La Région soutient le Pôle Normand des Échanges Électroniques (PNEE), un service de la CRCI spécialisé dans les TIC. Le PNEE, grâce à une veille technologique et à des retours d'expériences, propose des solutions et usages concrets aux professionnels et met en évidence les sources de valeur ajoutée qu'apportent les nouvelles technologies. Il forme une base de connaissances propres à chaque secteur d'entreprise et propose des animations en lien avec leurs besoins. En 2009, près de 1500 professionnels ont bénéficié de ses services.

## Projets et chantiers

Un Espace Numérique de Travail destiné à l'ensemble des étudiants haut et bas-normands est en cours de développement, il s'agit du projet RUNN, Réseau Universitaire Numérique Normand. Il est attendu pour la rentrée 2012.

De nouveaux moyens de calcul seront mis à la disposition des chercheurs haut-normands, notamment un supercalculateur d'une puissance dépassant les 10 Tflops/s.

La billettique intermodale devrait être développée avec l'apparition d'une carte unique de transports en commun.

Des réflexions seront lancées avec les partenaires régionaux pour définir une stratégie d'aménagement numérique du territoire cohérente face à l'arrivée de la fibre optique.

Un projet de télé-imagerie devrait réunir les acteurs régionaux du monde de la santé.

Un datacenter permettant d'héberger les projets informatiques structurant à l'échelle régionale devrait être construit prochainement.

**Sources :**

*Éléments de réponses apportés par **Monsieur Julien DELABY**, du Conseil Régional de Haute-Normandie.*

*Site du Conseil Régional de Haute-Normandie : <http://www.hautenormandie.fr>*

*Site du Pôle Normand des Échanges Électroniques : <http://www.polenormand.fr>*

*Site de Drakkar Online : <http://www.drakkaronline.com/article92756.html>*

*Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>*

# ÎLE DE FRANCE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	11598866		N/A
Surface	12011		N/A
Densité	965,6869536		N/A
Taux équipement ordinateur ménages	75,00%		4
Taux de connexion	70,00%		4
Couverture réseau HD	99,00%		5
Budget TIC	30000000		N/A
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,638297872		3
Budget total région	4700000000		N/A
Lycéens / ordinateurs	3		5
ENT	60 installés et généralisation en cours d'ici à 2012		3
Site internet de la région	<a href="http://www.iledefrance.fr/">http://www.iledefrance.fr/</a>		4
Téléprocédures et services en ligne	formulaires accessibles en ligne, marchés publics, délibérations, blogs, etc		4
Mesure phare éducation	Nombreux équipements (TNI, ordinateurs, clés usb, campus numérique) + développement des usages et cloud computing		4
Mesure phare E-santé	En chantier de grands projets de e-santé		1
Mesure phare TPE / PME	Aide à la formation aux TIC, équipement numérique d'entreprises, incubateur de taille mondiale (projet)		5
Projet innovant de la région	Mise en place d'un fonds de soutien dédié au long métrage et jeu vidéo + partenariat avec écoles		5
Existence d'un observatoire des TIC	Veille et étude via l'ARTESI	A venir la création d'une agence numérique régionale	2
Diffusion des informations	Artesi + blogs		4
Aide directe aux particuliers	Réseau de 400 EPN + aide à la formation et aux usages des personnes âgées		4
Variété des politiques menées	forte		5

L'Île-de-France est composée de 8 départements : Paris , Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne,

Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise. La population est de 11 598 866 habitants avec une densité de 966 habitants par km<sup>2</sup>. La Région a une superficie de 12 011 km<sup>2</sup>. La capitale régionale est Paris.

Site internet : <http://www.iledefrance.fr/>

## Budget

La Région réserve environ 10 millions de son budget aux TIC chaque année en dehors des équipements des lycées, pour un budget total de 4,7 Mrds d'euros (les dépenses TIC hors équipements scolaires sont donc de l'ordre de 0,2% des dépenses totales de la Région).

La Région finance presque entièrement ses projets, ne recevant que peu d'aide du FEDER.

## Aménagement du territoire

### Réseau et accès

En collaboration avec les départements, la région Ile-de-France aménage progressivement le territoire d'un accès Internet à haut débit, avec une offre multi-opérateurs. Plusieurs départements bénéficient déjà de ces déploiements (Seine-et-Marne, Essonne, Val d'Oise). La Région finance les projets départementaux à hauteur de 25% du montant global de l'opération.

Le réseau francilien se compose de 473 NRA tous dégroupés et d'un circuit de réseaux de fibre optique assez conséquent. 1500 km de fibre optique ont récemment été déployés dans la grande couronne afin de limiter les disparités entre les départements.

De nombreux lieux ont été équipés pour la connexion internet sans fil, notamment au sein de la région parisienne avec des bornes wifi aménagées dans les bibliothèques, les parcs publics...

L'offre est assez large au niveau des accès fournis par les services publics : Wimax, CPL, Wifi, dorsale de fibre optique, etc.

Quelques chiffres : près de ¾ des foyers franciliens possèdent un ordinateur à domicile. A Paris et son agglomération, le pourcentage s'élève à 86% de foyer équipés. Environ 70% des foyers sont connectés à Internet.

## Service public et e-administration

Au niveau de l'e-administration, la quasi-totalité des formulaires sont consultables en ligne, notamment grâce à un dispositif d'aide régional, le Webpass, qui a été mis en place pour soutenir le développement du Web Public Territorial (sites publics, communaux...).

Les marchés publics, eux, sont à 100% dématérialisés. Les délibérations du conseil sont toutes centralisées dans une base documentaire dénommée Mariane (<http://mariane.iledefrance.fr/>).

En outre, le site de la Région est accessible aux personnes en situation de handicap visuel.

D'autres projets sont en cours de réflexion, dont un open data, la création d'une agence numérique régionale, un projet d'incubateur de taille mondiale, E-santé...

De nombreux sites ou blogs ont été créés sous l'impulsion ou avec le soutien de la Région : de la e-démocratie ([www.iledefrance1523ans.fr](http://www.iledefrance1523ans.fr)) à la création d'entreprises en Île de France ([www.creersaboite.fr](http://www.creersaboite.fr)), en passant par la formation, l'emploi, l'environnement, etc. La liste de ces adresses est accessible dans l'espace thématique du site régional

## Formation et lien social

La Région dispose de près de 400 espaces publics numériques accessibles à tous. La supervision de ces espaces est confiée à ARTESI (agence de développement des TIC, organisme associé du conseil régional) ainsi que les animations et formations disponibles.

Le programme de l'actuel Président de Région prévoyait la mise en place d'un plan spécifique de formation des seniors, qui se résumerait à l'accompagnement personnalisé des personnes âgées vivant à domicile, en institution ou fréquentant des lieux comme les cafés inter-âges à l'usage des TIC, en participant à l'acquisition de leur matériel informatique et aux formations initiales d'utilisation.

## Education

Au niveau des établissements scolaires, on recense 100% de connexion haut débit pour les lycées, une mise à disposition de plus de 140.000 ordinateurs (1 ordinateur pour moins de trois élèves), des ENT (espace numériques de travail) lancés dans une soixantaine de lycées avant d'être étendus à tous (471 établissements) dans les trois prochaines années à venir. Tout cet équipement sera intégralement payé par la Région (entre 12 et 24M d'euros).

300 TNI ont d'ores et déjà été installés dans les lycées. Sur la période 2009-2012, 2500 TNI supplémentaires seront installés soit 5 tableaux, en moyenne, par établissement.

En outre, des clés USB comportant des logiciels libres sont offertes à tous les lycéens et professeurs à la rentrée scolaire.

La Région renouvelle systématiquement les ordinateurs obsolètes dans les lycées publics. Le parc informatique installé dans les lycées et actuellement de 135 000 unités. Le budget est de 12M€ pour remplacer 18 000 ordinateurs chaque année.

Au niveau du supérieur, la Région a financé des projets de réalisation de campus numériques, de plateformes d'apprentissage nomade et d'accès aux ressources pédagogiques numérisées à l'Université.

Dans le domaine de l'éducation, la Région prévoit le déploiement d'un plan d'équipement numérique visant à la mise en place du très haut débit dans les établissements et de généraliser les espaces numériques de travail (ENT) dans les 3 ans.

La création d'un Réseau lycée en « cloud computing » et la poursuite de la distribution du bureau mobile (clé USB) à destination des lycéens (650 000 clés distribuées) sont aussi au programme.

## Economie et entreprises

Une politique a été mise en place à la formation et l'équipement des PME et TPE aux TIC.

Depuis 2004, 3,7 millions d'euros ont été investis dans des projets individuels d'équipement numériques d'entreprises.

La création d'un incubateur de taille mondiale (0 à 100 startups) fait partie des projets futurs.

## Santé

La Région a notamment des projets en matière de Télésanté :

- La mise en place d'une Plateforme régionale de télésanté pour les praticiens et les patients ;
- La constitution de réseaux de soins dématérialisés afin d'améliorer la qualité et la rapidité des transferts d'informations, participant au financement des équipements de visioconférence, de télé-expertise et de télé-transmission d'images. Cette action visera en priorité les équipements permettant la mise en œuvre de la télémédecine dans les établissements situés dans des territoires isolés (zones rurales, zones déficitaire, etc.), les établissements pénitentiaires, les EHPAD, les établissements pour personnes en situation de handicap, etc.
- Le développement de l'aide informatisée au diagnostic et au suivi des patients qui favorisera le système d'archivage et de partage de l'imagerie médicale et permettra le financement du matériel et des équipements destinés à encourager le développement des applications informatiques de partage des informations médicales (ex : dossier médical partagé du patient, dossier communicant en cancérologie).
- Une aide à l'équipement informatique des maisons de garde et des centres de santé. Au-delà de l'aide à l'équipement numérique des centres de santé et des maisons pluridisciplinaires, la Région participera à la mise en réseau en très haut débit des centres hospitaliers.

## Culture

La Région soutient les télévisions et les radios locales afin d'offrir une diversité de l'offre audiovisuelle. Elle soutient en outre les 70 studios de création du jeu vidéo franciliens qui emploient 2500 développeurs.

L'Île-de-France est l'une des très rares régions dans le monde à offrir, dans le domaine de la création numérique, une filière complète alliant les compétences techniques aux compétences artistiques. Elle est dotée de trois principales écoles de référence mondiale dans le domaine de l'animation, des étudiants issus de ces formations sont présents chez les principaux producteurs hollywoodiens et dans les principaux studios de production de jeux vidéos. Toutefois, cette filière reste fragile, la concurrence internationale sévère, la délocalisation des emplois fréquente. La Région juge donc nécessaire de soutenir spécifiquement cette filière 100% francilienne. Un fonds de soutien à la création numérique, dédié au long métrage et au jeu vidéo 3D et 3D relief aura pour objectif de renforcer la capacité de ces sociétés à s'engager sur des projets français plus importants, pour ne pas dépendre des commandes étrangères et ne pas être tentées de s'installer à l'étranger. Le soutien ira aux œuvres et aux producteurs à l'image du fonds de soutien de la Région aux industries techniques. L'effet sur l'emploi sera direct car il s'agit essentiellement d'une industrie de main d'œuvre, où les compétences existent et sont immédiatement employables. L'engagement unitaire par projet devrait être à la mesure des budgets requis, pour un nombre de projets restreints, et se situer autour 5 M€ par an pour un objectif de 3 à 6 projets soutenus par an.

Pour le secteur du livre, le Motif, Cap Digital et la future Agence régionale du numérique mettront en œuvre une plateforme commune de soutien au développement du livre numérique sous toutes ses formes (création numérique, édition, diffusion et distribution). Cette plateforme soutiendra les projets innovants et aidera à la mise en réseau.

## Diffusion des informations

L'agence ARTESI gère entre autre la diffusion de l'actualité et des innovations numériques au sein de la région. La création d'une agence numérique régionale dont l'une des missions sera de mieux

faire connaître les actions de la Région pourrait compléter son action.

## Projets futurs

La Région prévoit

- la création d'une Cantine numérique 2.0, lieu d'expérimentation et de coopération de tous les acteurs du numérique ;
- la création d'un incubateur international d'entreprises et de projets à haut potentiel ;
- la mise en œuvre d'un Fab Lab, laboratoire innovant de fabrication de prototype ;
- la mise en place d'une plateforme de démonstration et de tests de projets technologiques ;
- le regroupement des acteurs publics au sein d'un syndicat public régional pour le très haut débit.

Le détail des projets se trouve sur le lien suivant :

[www.huchon2010.fr/sites/default/files/TIC.pdf](http://www.huchon2010.fr/sites/default/files/TIC.pdf)

### Sources :

*Éléments de réponses fournis par **Monsieur Jean-Baptiste Roger**, conseiller en charge des TIC au conseil régional d'Ile-de-France, co-fondateur de La Cantine numérique.*

*Site de la région : [www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr)*

*Article sur l'Ile-de-France dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)*

*Site de l'agence ARTESI : <http://www.artesi.artesi-idf.com>*

*Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>*

# LANGUEDOC-ROUSSILLON

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	2504000		
Surface	27376		
Densité	91,46697838		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	N/A		0
Budget TIC	10800000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	1,182136602		3
Budget total région	913600000		
Lycéens / ordinateurs	N/A		0
ENT	oui	Vingt ENT installés, généralisation en cours	4
Site internet de la région	<a href="http://www.laregion.fr/">http://www.laregion.fr/</a>	Site bien construit et ergonomique	4
Téléprocédures et services en ligne	oui	Marchés publics, procédures à destination des étudiants, collectivités et entreprises	4
Mesure phare éducation	N/A	Développement des ENT	2
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	N/A		0
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	non		0
Diffusion des informations	Site internet bien réalisé, publications accessibles en ligne et présence sur les réseaux sociaux		4
Aide directe aux particuliers	N/A		0
Variété des politiques menées	moyenne		3

Le Languedoc-Roussillon est composé de 5 départements : l'Aude, le Gard, l'Hérault, la Lozère et les Pyrénées-Orientales. La région a une superficie de 27 376 km<sup>2</sup> et compte 2, 504 millions d'habitants. Cela représente une densité de population de 91,5 habitants par km<sup>2</sup>. La capitale régionale est Montpellier.

Site internet : [www.laregion.fr](http://www.laregion.fr)

## Budget

En 2010, le budget de la région pour le haut débit s'élève à 10.8 millions d'euros.

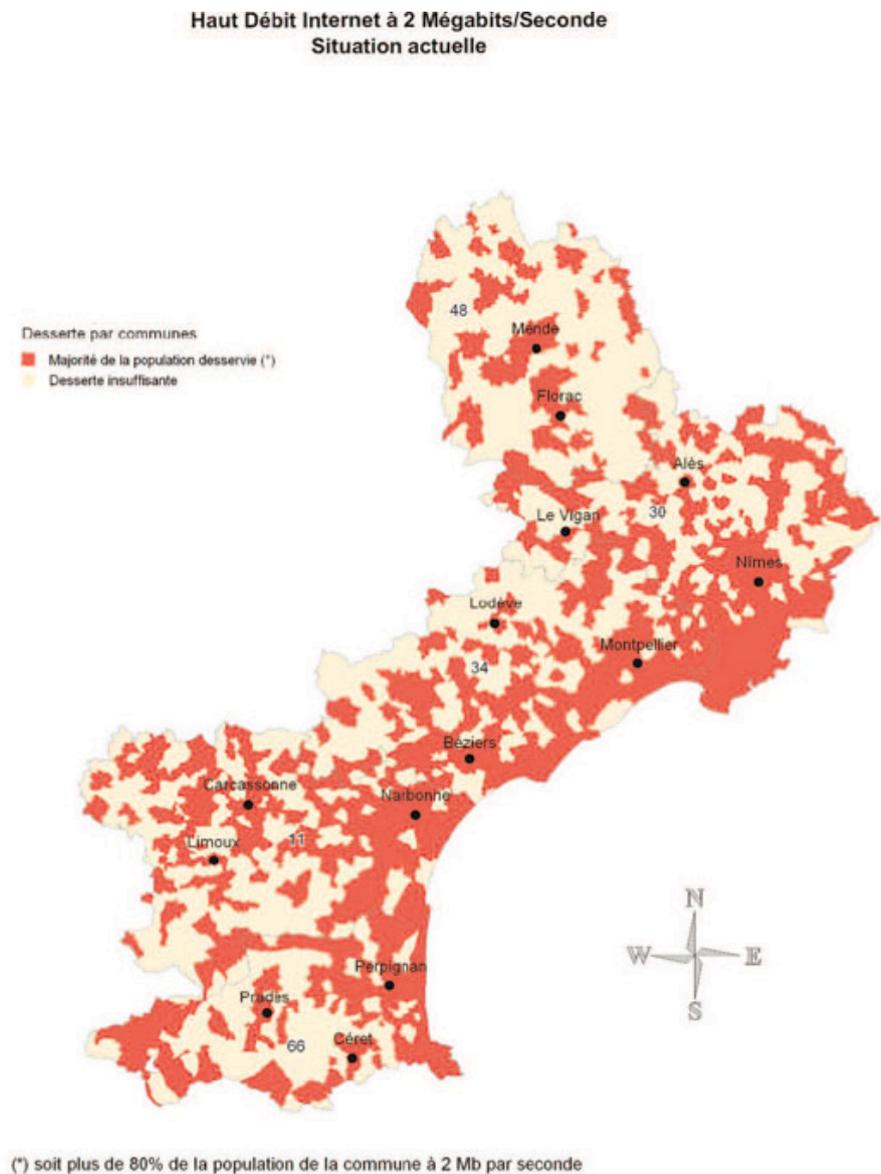
## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

La Région soutient les RIP (Réseaux d'Initiative Publique) déployés par les collectivités locales : Num'hér@ult dans le département de l'Hérault et le RIP du Pays des Cévennes.

### Accès

Fin 2009, la région Languedoc-Roussillon comptait près de 400 000 personnes n'ayant toujours pas accès à l'Internet haut débit à 2Mbps. Cette fracture de la couverture concerne 220 communes de l'Aude, 113 communes du Gard, 110 communes de Lozère et 112 communes des Pyrénées-Orientales. C'est en grande partie pour pallier ces difficultés d'accès que la Région a adopté le Projet Régional Numérique (voir plus bas).



© Conseil régional de Languedoc-Roussillon, 2010.

## Service public et e-administration

La Région promeut l'utilisation de logiciels libres par les agents et met à disposition des collectivités locales les applications développées par le Conseil Régional. De même, des logiciels

libres sont utilisés au niveau de l'infrastructure informatique de la plateforme technique de la Région : base de données libres PostGreSQL ou MySQL et système d'exploitation libre Suse Linux notamment.

Afin de faciliter les échanges avec les lycées, la Région a mis en place le réseau extranet Agile entre la direction de l'Education au Conseil Régional et les lycées. Les services proposés sont des services de gestion des équipements des lycées et de l'opération « Gratuité » pour les élèves (i.e. la distribution et restitution des manuels scolaires). La plateforme permet également de recenser des informations relatives au fonctionnement des lycées, et de présenter et choisir des projets éducatifs à l'initiative des lycées.

La Région propose par ailleurs des services administratifs en ligne dont notamment les demandes étudiantes de bourses sanitaires et sociale, et la dématérialisation des processus liés à la formation professionnelle et apprentissage.

Les échanges avec les partenaires de la Région ont également été dématérialisés via un dispositif d'extranet projets. Enfin, la Région a porté à l'étude avec la Trésorerie Générale, la dématérialisation des pièces justificatives et des arrêtés nominatifs. Aujourd'hui la dématérialisation des fiches de paie vers la paie est déjà opérationnelle et d'autres études sont menées afin de dématérialiser des demandes de subventions dans d'autres dispositifs.

## Education

Depuis mars 2007 la Région souhaite développer les projets d'ENT (Espaces Numériques de Travail) dans les établissements scolaires. Aujourd'hui on compte des ENT dans une vingtaine de lycées, mais d'ici à 2011, l'objectif de la Région est de parvenir à une généralisation du dispositif dans l'ensemble des lycées du territoire.

## Economie et entreprises

La Région soutient le développement de pôles de compétitivité sur le territoire. Derbi est le pôle de compétitivité dans le domaine des énergies renouvelables bâtiment-industries. Q@li-Méditerranée concerne les systèmes agroalimentaires durables et la qualité de vie en Méditerranée.

## Projets futurs

La Région est à l'origine du projet pour une couverture numérique partagée. L'idée est de parvenir à une couverture quasi-totale du territoire en haut débit à 2Mbps. La région finance ce projet à hauteur de 52 millions d'euros et le FEDER à hauteur de 12 millions d'euros. De plus, les PME et artisans représentent 21% des investissements totaux soit près de 5 millions d'euros. Le projet s'étale sur 18 mois depuis janvier 2010 (il devrait donc être achevé en juin 2011). Les solutions techniques déployées seront l'ADSL, le WIFI et le satellite. Pour les besoins du projet, une filiale de France Télécom a été créée : la société Languedoc-Roussillon Haut-Débit.

Plus d'informations :

[http://www.laregion.fr/include/viewFile.php?idtf=8841&path=d2%2FWEB\\_CHEMIN\\_8841\\_1260542749.pdf](http://www.laregion.fr/include/viewFile.php?idtf=8841&path=d2%2FWEB_CHEMIN_8841_1260542749.pdf)

Enfin, la Région souhaite développer une plateforme TIC d'aide au maintien des personnes âgées à domicile. 200 000 euros ont été accordés dans le budget 2010 pour approfondir l'étude de la faisabilité du projet.

**Sources :**

Site de la région : [www.laregion.fr](http://www.laregion.fr)

Article sur le Languedoc-Roussillon dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Préfecture de la Région Languedoc-Roussillon : <http://www.languedoc-roussillon.pref.gouv.fr/actions/tic>

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# LIMOUSIN

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	741000		
Surface	16942		
Densité	43,73745721		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	93,50%		3
Budget TIC	N/A		
Part du budget TIC dans budget total (%)	N/A		0
Budget total région	462100000		
Lycéens / ordinateurs	3		5
ENT	en cours	en partenariat avec les autres collectivités pour couvrir du primaire au supérieur	0
Site internet de la région	<a href="http://www.region-limousin.fr/">http://www.region-limousin.fr/</a>		3
Téléprocédures et services en ligne	Essentiellement marchés publics et de la documentation en ligne		2
Mesure phare éducation	Projet d'un ENT couvrant du primaire au supérieur		3
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	N/A		0
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	non		0
Diffusion des informations	Sites internet, réseaux sociaux, documents téléchargeables		2
Aide directe aux particuliers	N/A		0
Variété des politiques menées	peu		2

Le Limousin compte 3 départements (Corrèze, Creuse, Haute-Vienne). On y recense 741.000 habitants pour une superficie de 16.942 km<sup>2</sup> soit une densité de 43 habitants au km<sup>2</sup>. La capitale régionale du Limousin est Limoges.

Site Internet : <http://www.region-limousin.fr/>

## Budget

Le Budget 2010 de la région Limousin s'établit à 462,1 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

Sous l'impulsion du syndicat mixte Dorsal, un Réseau d'Initiative Publique de grande ampleur a été déployé : 1200 km de fibre optique et un réseau Wimax. Sur les 370 NRA de la région, 104 ont été dégroupés par Dorsal. En 2010, 940 sites publics étaient connectés, dont principalement des lycées. La Région a investi 8,47 millions d'euros dans le DORSAL, sur les 85 millions que coûte le projet de développement du haut débit en Limousin. Le Dorsal a été créé en 2003.

### Accès

La population est éligible ADSL à 93,5% et 70% l'est sur le réseau Dorsal. 73 stations Wimax ont été déployées pour couvrir les zones blanches ADSL et des solutions Wifimax ont été utilisées à la marge. Certaines zones restent malgré tout des zones blanches et sont traitées avec des technologies satellitaires.

## Service public et e-administration

Un Portail pour les procédures d'aides et les marchés est accessible à l'adresse <http://www.achatpublic.com/accueil/cr-limousin/index.php>.

Les organismes de formation professionnelle ont accès à une plateforme qui leur est dédiée, afin de faciliter leurs démarches en ligne : <http://planet.region-limousin.fr/>.

L'objectif de la Région est de dématérialiser toutes les démarches internes, à l'horizon 2015.

Un Intranet collaboratif est disponible depuis 2003 et offre plusieurs services complètement dématérialisés concernant les congés et les frais de mission.

## Formation et lien social

On compte 22 points publics multimédia.

Le Limousin est, depuis 2008, membre du réseau européen des Living Labs. Plusieurs organismes limousins se sont ainsi associés et font du Limousin une région européenne pilote qui propose des solutions pour compenser la perte d'autonomie en particulier celle liée au vieillissement et au handicap.

## Education

Les lycées dépendant du Ministère de l'Éducation Nationale et du Ministère de l'Agriculture et de la Forêt sont raccordés en fibre optique au réseau haut et très haut débit RELIEF, **Réseau limousin d'enseignement et de formation**. Les débits d'échange de données sont de 10 Mégabits pour

l'ensemble des établissements. C'est le premier réseau de fibre optique au lycée en France.

Un projet ENT est porté par la Région et ses trois départements et doit déployer des services de l'école primaire à l'université. Les premiers déploiements sont prévus pour la rentrée 2010 ou en janvier 2011.

Le taux d'équipement moyen dans les lycées est d'un ordinateur pour moins de 3 élèves. Un ordinateur portable est par ailleurs fourni aux élèves de BTS.

## Culture et Santé

Tous les deux ans est organisé le Festival International du Webdesign (WIF) qui rassemble professionnels, étudiants et chercheurs qui s'intéressent au webdesign. Lors de l'édition 2008, il a regroupé plus de 850 compétiteurs issus de 40 pays. Il permet aux webdesigners professionnels ou amateurs de tisser un réseau et de développer leur activité.

## Economie et entreprises

1.000 à 2.000 dossiers et environ 200 marchés par an sont concernés par les aides économiques à la formation professionnelle.

On compte deux pôles de compétitivité dans la région : le pôle Elopsys, spécialisé dans les secteurs des micro-ondes, de la photonique et des réseaux sécurisés et le pôle européen de la céramique.

## Projets et Chantiers

Les projets principaux sont le développement de l'ENT pour la formation et celui des usages autour de RELIEF dans les lycées et les centres de formation.

### **Sources :**

Site du Conseil Régional du Limousin : <http://www.region-limousin.fr/>

Site de Dorsal : [www.dorsal.fr](http://www.dorsal.fr)

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

Site du WIF : <http://www.webdesign-festival.com/2010>

# LORRAINE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	2342000		
Surface	23547		
Densité	99,46065316		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	96,00%		4
Budget TIC	7824860		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,790389899		2
Budget total région	990000000		
Lycéens / ordinateurs	3,6		2
ENT	oui	programme « Place du Lycée »	2
Site internet de la région	<a href="http://www.lorraine.eu/">http://www.lorraine.eu/</a>		4
Téléprocédures et services en ligne	Oui : marchés publics, bourses, formation professionnelle, etc.		4
Mesure phare éducation	N/A		0
Mesure phare E-santé	Plateforme Solstis: telesante-lorraine.org		3
Mesure phare TPE / PME	Soutien aux entreprises (conseils, aides) : en-lorraine.biz et entreprenezenlorraine.fr		3
Projet innovant de la région	Plateforme Solstis de E-santé		3
Existence d'un observatoire des TIC	non		0
Diffusion des informations	sites internet, vidéos, sensibilisation via un semi-remorque (!)		3
Aide directe aux particuliers	Via les 69 EPN, mais qui ne sont pas gérés par la région		2
Variété des politiques menées	moyenne		3

La Lorraine compte 4 départements (Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Vosges) pour 2,342 millions d'habitants sur 23 547 km<sup>2</sup>, soit une densité de 99,7 hab./km<sup>2</sup>. La capitale régionale est Metz.

## Budget

Dans le cadre du budget primitif 2010, il a été proposé à l'Assemblée régionale de voter :

- 4 573 000 euros de crédits de paiement en investissement (infrastructures dans le cadre du projet Etat/Région, aide numérique aux TPE/PME, études, etc),
- 3.251.860 € de crédits de paiement en fonctionnement destinés au portail En-lorraine.biz et à quelques expérimentations locales.

Le budget total est de 990 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et accès

Depuis 2008, France Télécom a équipé la quasi totalité de ses nœuds de raccordement d'abonnés (NRA ou répartiteurs) de la technologie ADSL, desservant ainsi 96 % de la population de Lorraine.

Le haut débit est accessible depuis les lignes téléphoniques et des réseaux câblés, ces derniers étant situés principalement dans le Nord, soit par Numéricable, soit par UEM (périphérie de Metz), soit par les régies municipales (Stiring-Wendel, Amnéville).

Les principaux acteurs de cet aménagement sont les collectivités locales de Lorraine qui se sont engagées dans d'importants programmes de développement d'infrastructures de haut et très haut débit.

59% des foyers auraient déjà une connexion Internet, dont 98% en haut débit.

Dans le cadre du CPER, (contrat de projets État-région), la Région soutient la mise en œuvre, le déploiement et l'interconnexion des réseaux d'initiative publique réalisés par les Départements (Moselle, Meurthe-et-Moselle, Meuse). Les technologies utilisées sont la fibre optique, le cuivre, les technologies hertziennes et satellitaires. La Région recense 473 NRA dégroupés.

Initialement, 5,2 millions d'euros ont été consacrés aux infrastructures pour 2007-2013. 4 millions d'euros supplémentaires seront abondés au CPER d'ici à fin 2010.

L'action des départements est assez conséquente.

On recense 2% de zones blanches dans la région. Les collectivités locales ainsi que les conseillers généraux prennent une part importante dans l'élaboration de solutions aux zones inéligibles. Les technologies utilisées pour les zones blanches de Moselle sont, à titre d'exemple, le Wifimax, le CPL, la solution satellitaire, le FTTH, le NRA-ZO...

Un Partenariat Public-Privé a été engagé dans les Vosges pour couvrir l'ensemble du territoire en haut débit. D'autre part, la Communauté de Communes d'Epinal-Golbey a choisi une solution FTTH pour couvrir l'ensemble de son territoire.

La Région ne possède pas d'observatoire de TIC

## Service public et e-administration

Le Directeur des Systèmes et Technologies de l'information en Lorraine Serge TILLY, précise qu' « en 2007, l'ensemble des projets Internet, Intranet et Extranet a fait l'objet d'une refonte globale au sein d'une plateforme technique et applicative unifiée (XX.NET) ».

Via les télé-procédures, de nombreuses démarches sont déjà rendues dans les domaines des bourses sanitaires et sociales, de la formation professionnelle, de l'éducation, des marchés publics, de l'économie, etc. « Le portail Internet institutionnel du Conseil Régional (<http://www.lorraine.eu>) permet d'offrir un bouquet d'informations et de services à destination de cibles identifiées (grand public, entreprises, artisans, associations, organismes de formation...). Les fonctions communicantes de ce portail permettent la mise en valeur de la Lorraine, mais aussi et surtout des différentes actions régionales ; il est ainsi possible d'accéder aux aides régionales sous forme dématérialisée (télé-procédures et formulaires téléchargeables). Par ailleurs, ce portail s'inscrit résolument dans une logique citoyenne de démocratie participative, à vocation consultative à destination des Lorrains ». Un panorama de ces projets a été réalisé par l'Observatoire des Territoires Numériques (OTEN), qui est disponible à l'adresse suivante : <http://www.oten.fr/spip.php?article4206> »

## Formation et lien social

69 Espaces publics numériques (EPN) sont répartis sur les quatre départements. Cependant, la Région n'en a pas la maîtrise d'ouvrage.

## Education

L'équipement moyen des lycées lorrains est de 1 ordinateur pour 3,6 lycéens.

La Lorraine s'est engagée de manière forte dans le développement d'ENT pour les lycées et les CFA avec le projet « PLACE du Lycée ».

On note aussi l'existence d'un réseau universitaire, le réseau Lothaire. Ce réseau est relié à Internet via RENATER (Le Réseau National de télécommunications pour la Technologie l'Enseignement et la Recherche) ; sa gestion est assurée par l'Université Henri Poincaré à Nancy. La Région soutient le fonctionnement de ce réseau via le CPER (1 million d'euros).

A noter également l'existence du Portail EUREKA de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, présent depuis 2008 et dont le Conseil régional de Lorraine a assuré la maîtrise d'ouvrage. Ce portail contribue à promouvoir le dispositif lorrain et renforcer son attractivité tant nationale qu'internationale, améliorer les transferts de connaissances, compétences et/ou technologies entre les acteurs des domaines de la formation, de la recherche et de l'économie lorraine.

## Culture et Santé

« Le projet de plateforme régionale de télésanté SOLSTIS, porté par le GCS Télésanté Lorraine (groupement de coopérations sanitaires) [www.telesante-lorraine.org](http://www.telesante-lorraine.org), dessine les contours d'un dispositif régional de la santé de demain qui organise la mobilisation homogène des acteurs régionaux. SOLSTIS se doit de répondre au mieux aux usages et pratiques des professionnels de santé indépendamment des aspects technologiques qui relèvent de l'interopérabilité nécessaire à leur cohérence. Partenaire du GCS Télésanté, la Région Lorraine a soutenu la mise en œuvre de SOLSTIS ».

En matière d'e-tourisme, le Comité Régional du Tourisme assure la promotion de la Lorraine : <http://www.tourisme-lorraine.fr/fr/default.asp> ; de son côté, la Région propose aux internautes

un portail régional pour partager les expériences entre Lorrains et faire découvrir la Lorraine : <http://www.mylorraine.fr/>.

## Economie et entreprises

Le service numérique En-lorraine.biz, projet initié par le conseil régional, vise à apporter un « service universel » au bénéfice des Très Petites Entreprises (TPE). 20 000 entreprises de la région sont potentiellement concernées par ce projet.



© En-lorraine.biz – Région Lorraine

« Cette initiative vise à apporter un « service universel » dans un périmètre régional au bénéfice des Très Petites Entreprises (TPE), dans le cadre d'une démarche permettant d'organiser la cohérence des actions et sans se substituer au secteur marchand ni aux initiatives d'autres collectivités. L'objectif étant de leur offrir un environnement numérique de développement et de collaboration, il importe de leur permettre de coopérer, d'échanger avec d'autres acteurs que les seules TPE lorraines (administrations, fédérations professionnelles, associations dont elles seraient ou pourraient devenir membres).

Il s'agit donc de la mise en œuvre d'une plateforme de services numériques hébergeant des prestataires et proposant des services en adéquation avec les attentes des TPE de la région Lorraine.

D'autre part, en partenariat avec OSEO, la région Lorraine a déployé en 2007 le portail Entreprenezenlorraine pour orienter et informer utilement les entrepreneurs et porteurs de projets.

La Région Lorraine présente

## Entreprenez en Lorraine

Le portail lorrain d'information aux entreprises

Effectuer une recherche

**Votre projet**

- CRÉATION - REPRISE
- TRANSMISSION
- GESTION
- INNOVATION
- DÉVELOPPEMENT
- INTERNATIONAL
- RELATIONS COMMERCIALES
- FORMATION
- RESSOURCES HUMAINES
- ENVIRONNEMENT

Services numériques aux entreprises  
en.lorraine.biz

Bourse de la Transmission  
Accéder aux opportunités

**ZOOM SUR...**

### Semaine de la Création, Reprise et Transmission d'Entreprises

Organisé par la Région Lorraine, en partenariat avec les Chambres Consulaires et avec le soutien du Conseil Régional de Lorraine, du 15 au 19 Novembre 2010.

**Semaine Lorraine**

Du 15 au 19 novembre 2010

**ACTUALITÉS**

Lorraine Terre de Luxe : remise des prix du concours "Terre de Design"

Présentation des 3 projets finalistes lors de la cérémonie de remise des prix le 25 juin dernier au Centre Pompidou de Metz, en présence de 130 invités.

**A QUI VOUS ADRESSER ?**

Créer, reprendre  
Besoin  
Zone géographique

Chercher

TPE : la Lorraine, 2e ex aequo selon la dernière étude de la FCGA  
Parution de la 14e édition de l'étude statistique "Activité et tendances" des TPE de la FCGA (Fédération des Centres de Gestion Agréés).

© <http://www.entreprenezennorraine.fr/> / Région Lorraine, 2010

En complément du portail, la Région met en œuvre une Bourse régionale de transmission des PME et des TPE. » (<http://www.oten.fr/spip.php?article4206>)

## Diffusion des informations

En matière de communication, la Lorraine s'appuie principalement sur ses nombreux outils de communication (publications, sites Internet, Intranet, Extranet), ainsi que sur des participations à différentes instances (dont l'ARF) et séminaires pour relayer ses actions TIC.

## Projets futurs

Le principal axe de la Région demeure pour l'instant le développement de l'e-administration.

### Sources :

Éléments de réponses apportés par **Serge TILLY**, Directeur de la Direction des Systèmes et Technologies de l'information de la Lorraine.

Site de la région : [www.lorraine.fr](http://www.lorraine.fr)

Article sur la Lorraine dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Observatoire des Territoires Numériques / rubrique Lorraine : <http://oten.fr/spip.php?rubrique16>

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# Midi-Pyrénées

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	2855792		
Surface	45348		
Densité	62,97503749		
Taux équipement ordinateur ménages	60,00%		3
Taux de connexion	55,00%		3
Couverture réseau HD	97,00%		4
Budget TIC	9400000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,752		3
Budget total région	1250000000		
Lycéens / ordinateurs	2,9		5
ENT	Grand ENT avec de multiples partenaires	Projet de 4,7 millions d'euros dont la moitié divisée par la Région	4
Site internet de la région	<a href="http://www.midipyrenees.fr/">http://www.midipyrenees.fr/</a>		4
Téléprocédures et services en ligne	marchés publics et bourses	Projet en cours : guichet en ligne unique pour les collectivités	4
Mesure phare éducation	Réseau d'ENT + Opération OrdiLib		5
Mesure phare E-santé	N/A	Soutien un réseau régional de télémédecine	2
Mesure phare TPE / PME	Rôle de l'ARDESI dans l'information et l'aide à la décision		4
Projet innovant de la région	Projet sipmip de guichet unique pour les collectivités		4
Existence d'un observatoire des TIC	oui	Site de l'ardesi : <a href="http://www.ardesi.fr/">http://www.ardesi.fr/</a>	4
Diffusion des informations	Sites de la région et de l'ardesi, publications (actualités, livres blancs, etc).		4
Aide directe aux particuliers	Via les EPN (57 répartis dans al région)		3
Variété des politiques menées	large		4

La région Midi-Pyrénées est constituée de 8 départements : l'Ariège, l'Aveyron, la Haute-Garonne, les Hautes-Pyrénées, le Gers, le Lot, le Tarn et le Tarn-et-Garonne. Sa superficie de 45 348 km<sup>2</sup> en fait la deuxième plus grande région de France derrière la Guyane. Elle rassemble 2 855 792 habitants (données actualisées région Midi Pyrénées 2010) avec une densité de population de 63

habitants au km<sup>2</sup>. La capitale de région est Toulouse.

Site Internet : [www.midipyrenees.fr](http://www.midipyrenees.fr)

## Budget

La Région consacre 9.4 millions d'euros aux TIC dans son budget en 2010. Ce montant n'inclut pas les actions de la Région en faveur des TIC tels que les ENT (Espaces Numériques de Travail), la télémédecine ou encore le portail des savoirs émergeant sur le budget d'autres directions (celle de l'Education notamment pour les ENT).

Le budget primitif 2010 de la région s'établit à 1,250 milliards d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

La Région n'a pas de réseau régional mais aide les réseaux départementaux à se développer. Cette aide s'est effectuée en trois étapes : en 2003 la Région, l'Etat et les départements ont mené une étude afin d'établir un schéma directeur ; entre 2003 et 2006 la Région poursuit la première étape et aide au financement des projets des Conseils Généraux et des agglomérations ; enfin, entre 2006 et 2010 la Région propose un accompagnement pour la couverture des zones blanches par une aide méthodologique, technique et juridique. Entre 2006 et 2010, 250 communes ont été couvertes grâce à cette initiative.

On peut noter, par ailleurs, que la région ne produit pas de logiciels libres, cependant elle les utilise pour ses sites Internet et les diffuse fortement grâce au réseau des cyber-bases.

L'observatoire des TIC, mis en place dans le cadre de l'Agence Régionale pour le Développement de la Société de l'Information (ARDESI) permet de suivre l'évolution de la couverture, des infrastructures, des équipements ainsi que des usages des habitants de la région (<http://www.ardesi.fr/-Observatoire-des-usages-TIC-en->).

### Accès

Le taux de couverture ADSL de la région Midi Pyrénées s'établissait en 2009 à 97% de la population. Toutefois, seuls 55% des foyers sont connectés à internet. En ce qui concerne les équipements, on peut observer que 60% des foyers possèdent un ordinateur et que 89% des foyers avec un enfant scolarisé dans un collège ou un lycée, sont équipés d'un ordinateur dont 82% avec une connexion Internet haut débit (chiffres ARDESI 2009).

La Région soutient les projets de réseaux très haut débit menés par les collectivités locales tels que SICOVAL et Castres-Mazamet (réseaux à l'initiative d'agglomérations), ou les réseaux à l'initiative des départements (Ariège, Tarn-et-Garonne et Lot notamment). Pendant la période 2003-2008, 12 millions d'euros ont été accordés à de tels projets.

Enfin, grâce à la montée en charge des RIP (Réseaux d'Initiative Publique), le taux de dégroupage a sensiblement augmenté entre 2008 et 2009 : il avoisine les 58% de la population contre 42% en 2008.

## Service public et e-administration

La Région, via son site web, met en ligne les services administratifs des marchés publics et de demande de bourses. Il est également possible de consulter l'ensemble des aides proposées par la Région dans les différents secteurs d'activités et de consulter les appels à projets.

Actuellement, une plateforme de services en ligne (SIP – Service d'Information Publique – Midi-Pyrénées) est en cours de développement. Le projet, qui consiste à mettre à disposition des collectivités un guichet unique des démarches administratives en ligne, est toujours en phase pilote. Cette plateforme proposera dès le départ une quinzaine de services en ligne tels les demandes de copie d'acte de naissance ou encore les déclarations de taxe de séjour de ses clients.

En Midi-Pyrénées, en 2009, 598 communes avaient un site internet (soit 20% des communes du territoire) mais seules 23.2% d'entre elles proposaient un service dématérialisé des marchés publics.

L'ARDESI (Agence Régionale pour le Développement de la Société de l'Information en Midi-Pyrénées) propose des services aux collectivités : outre l'observatoire des TIC, elle accompagne et conseille les décideurs publics dans l'installation d'accès publics à internet, dans l'animation et la prospective des projets TIC, développement de la e-administration, etc. Site : <http://www.ardesi.fr/>.

ARDESI  
MIDI-PYRÉNÉES  
Agence Régionale pour le Développement de la Société de l'Information

À quoi servent les nouvelles technologies si vous n'en profitez pas.

■ Découvrez Ardesi ■ Accès public à Internet ■ Internet et Collectivité ■ E-tourisme ■ Observatoire des TIC

Recherche [ ] OK

Agenda  
Lettre d'Ardesi  
Espace Presse  
Catalogue de liens  
Centre de ressources  
Blog Ardesi  
Contact  
Plan du site  
Mentions légales

PROGRAMME  
RÉGIONALES  
FACTEURS  
INNOVATION NUMÉRIQUE

AGENCE RÉGIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION EN MIDI-PYRÉNÉES

REGION  
MIDI-PYRÉNÉES

À quoi servent les nouvelles technologies si vous n'en profitez pas.

Agenda des manifestations [ voir l'agenda ]

6èmes Rencontres Nationales du tourisme institutionnel  
Du 29 au 30 novembre 2010 - Toulouse - Diagona Labège  
Site des Rencontres

Centre de ressources [ tous les documents ]

Visio-conférence "Facebook, Youtube, Twitter... le Web social et moi !"  
17/03/2010 - Support de la Visio-conférence de Ludovic Dublanquet, chargé de mission Ardesi sur le web 2.0 et les réseaux sociaux. Retrouvez la vidéo de la conférence sur : <http://www.ardesi.fr/Visioconference->  
[Lire]

Equipements et usages des foyers en Midi-Pyrénées & gestion des traces sur Internet  
4/11/2009 - Présentation réalisée par Denis Descube sur l'équipement des foyers et les usages d'Internet par les foyers midi pyrénéens en 2008. Analyse de la gestion des traces sur Internet, des problématiques liées au dépôt de documents sur Internet et à l'identité numérique.  
[Lire]

Derniers billets du blog [ Accéder au Blog Ardesi ]

S'abonner au flux RSS

Consultation publique sur les technologies et les modalités de financement de la montée en débit des territoires

Près de 20% des téléphones vendus sont des smartphones

Réseaux sociaux, blogs, vidéos... : l'usage via un PC reste ultra-majoritaire

L'Avicca veut une concurrence par les services plutôt que par les infrastructures

L'Internet fixe et mobile lancé dans la course aux très hauts débits

[ Accéder au site des Rencontres Nationales du tourisme Institutionnel ]

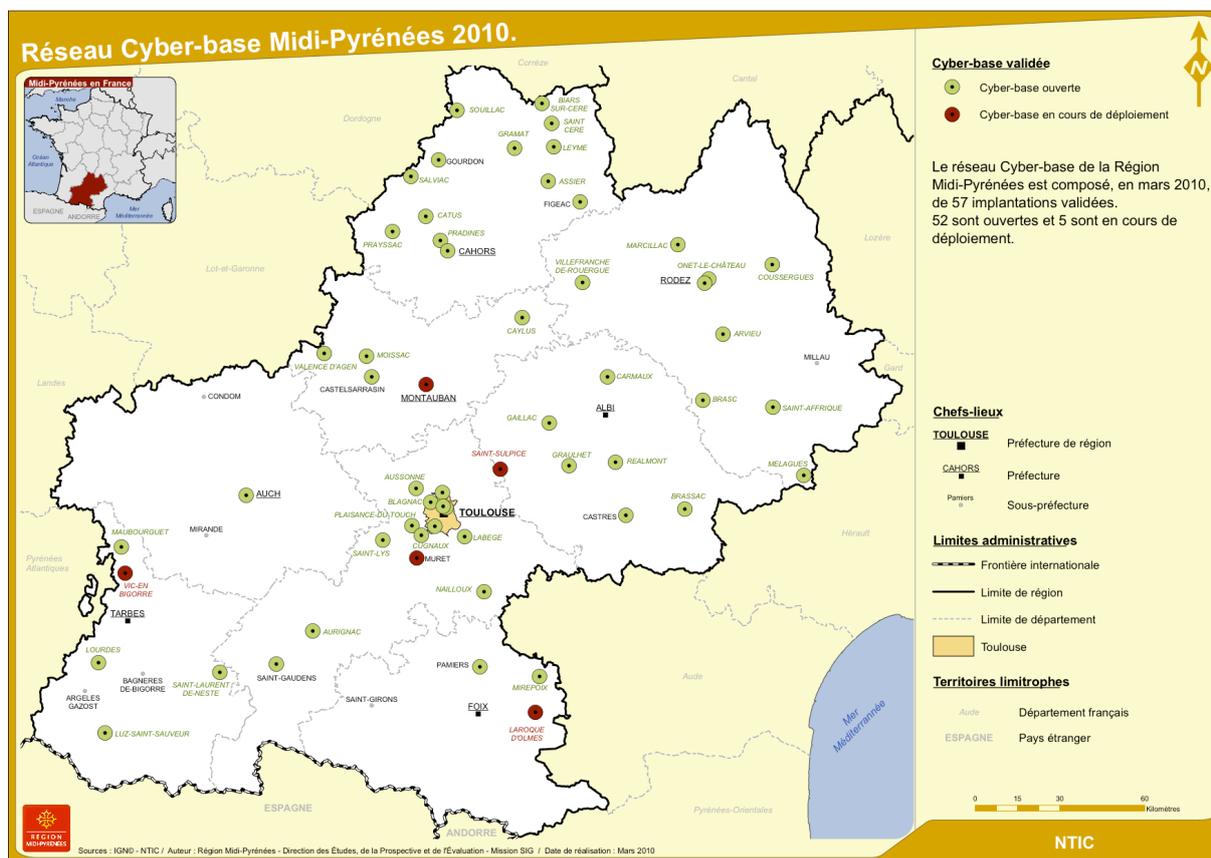
© ARDESI Association Loi 1901 n°3/23325 | Design : Hôtel République | Réalisé sous SPIP par Octavo

© ARDESI Loi 1901 – Région Midi-Pyrénées, 2010

## Formation et lien social

En 2010, 57 EPN (Espaces Publics Numériques) ont été déployés sur l'ensemble des 8 départements de la région. Ce réseau, appelé réseau des cyber-bases Midi-Pyrénées, regroupe 110 animateurs formés et presque 43 000 abonnés. En Midi-Pyrénées, 32% des foyers seraient prêts à suivre une initiation à l'utilisation d'Internet. Les ateliers proposés par les espaces Cyber-

base s'organisent autour de 5 grandes thématiques : actions sociales, e-administration, enfance-jeunesse, appui aux professionnels, culture et patrimoine. D'autre part, 92% de ces espaces ont été aménagés afin d'être accessible par des personnes se déplaçant en fauteuil roulant et 13% des espaces organisent des ateliers ou actions à destination des publics en situation de handicap. Enfin, on observe une constante progression du nombre d'inscrits et une évolution des visiteurs avec une baisse de fréquentation pour les moins de 15 ans au profit des 40/60 ans (25,9% des visiteurs) et des plus de 60 ans (17,9% des visiteurs).



© Région Midi-Pyrénées 2010 - Direction des Etudes, de la Prospective et de l'Evaluation - Mission SIG

## Education

La Région a opté pour le déploiement massif des ENT (Espaces Numériques de Travail) dans les lycées. En 2009-2010 on comptait environ 80 lycées équipés de tels espaces, et il est prévu que 128 lycées soient concernés en 2010-2011, avant de parvenir à une généralisation totale en 2012.

De plus, grâce à l'observatoire des usages dont s'est dotée la Région, les bonnes pratiques observées dans les ENT sont repérées, mutualisées et valorisées afin de les rendre réutilisables par l'ensemble de la communauté. Ce programme d'envergure place l'ENT Midi-Pyrénées parmi les principaux projets observés tant sur le nombre de partenaires institutionnels impliqués que sur le volume d'établissements déployés, avec notamment un investissement de 4.7 millions d'euros, dont 2.4 millions ont été financés par la Région.

Le taux d'équipement est de 1 PC pour 2.9 élèves au lycée. A la rentrée 2009-2010, la Région a financé l'installation dans les établissements scolaires de 25 classes mobiles et de 63 serveurs.

Via le programme « ORDILIB », la Région propose une aide financière aux étudiants pour l'achat d'un ordinateur portable variable en fonction du quotient familial. Cette opération est destinée plus précisément à tous les jeunes entrant en seconde générale ou professionnelle, en BEP ou CAP.

En outre, tous les lycées du territoire ont été raccordés à l'Internet haut débit via le réseau régional ASTER. Le programme ASTER, existe depuis 2000 et permet la mise en réseau de près de 460 sites dans le domaine de l'éducation, la recherche et l'enseignement supérieur, dont il finance pour la plupart les connexions Internet.

La Région soutient également le projet d'Université Numérique avec des services de documentations et de formation à distance, un bureau virtuel et des cartes multiservices. La Région apporte 1.7 millions d'euros de financement à la réalisation de ce projet. Enfin, la région favorise le développement du Réseau Pyramide dans le domaine de la formation à distance : <http://www.reseau-pyramide.com/>.

## Culture et Santé

La Région soutient le projet de Portail du Patrimoine en Midi-Pyrénées. Elle développe également les projets de valorisation par le numérique des grands sites touristiques. En 2009, 60% des OTSI (office du tourisme et syndicat d'initiative) avaient un site web. Le numérique est ici un outil d'analyse, d'aide à la décision et de développement de plusieurs secteurs économiques moteurs pour la région.

Le Conseil régional soutient et développe le réseau régional de télémédecine.

## Economie et entreprises

En 2007, en Midi-Pyrénées, 48% des entreprises (TPE et PME) disposaient un site web. La Région soutient le développement de pôles de compétitivités tels que l'Aerospace Valley dans le domaine de l'aéronautique, la Cancer Bio Santé dans le domaine de la santé et Agrimip Innovation dans le domaine agricole et agro-industriel.

## Diffusion des informations

De nombreux dispositifs permettent de relayer l'information autour des TIC. Outre le site web de la région et le journal régional, une plaquette d'information est diffusée largement lorsque de grands projets voient le jour. Notons aussi l'importance du site de l'ARDESI qui joue un rôle puissant d'analyse, de prospective et de communication. La Région a également publié en 2008 un « Livre Blanc pour le développement de l'administration électronique ».

## Projets futurs

Les grands axes de la politique TIC prévu par la Région pour les mois à venir sont :

- la mise en œuvre schéma directeur du très haut débit, étude qui doit permettre d'évaluer et de coordonner les moyens d'intervention publics afin de garantir un aménagement du très haut débit équilibré ;
- le développement de l'e-administration, avec la mise en œuvre d'un plan d'action régional

afin de rationaliser l'offre de services publics et de la rendre plus accessible. Le projet SIP MIP (pour Service d'information publique Midi-Pyrénées) en est une illustration intéressante : il vise à permettre aux collectivités de développer leurs informations, procédures et services en lignes via des guichets uniques. Informations complémentaires sur le projet : <http://www.sipmip.fr>.

### **Sources :**

*Éléments de réponses apportés par **Monsieur Stéphane LEROY-THERVILLE**, Chef du service NTIC au Conseil Régional de Midi-Pyrénées, sur la politique de la région en matière de TIC.*

*Site de la région : [www.midipyrenees.fr](http://www.midipyrenees.fr)*

*Site de l'ARDESI : [www.ardesi.fr](http://www.ardesi.fr)*

*Article sur le Midi-Pyrénées dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)*

*Service d'Information Publique : <http://www.sipmip.fr/>*

*Réseau Pyramide : <http://www.reseau-pyramide.com/>.*

*Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>*

# NORD-PAS DE CALAIS

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	4020000		
Surface	12410		
Densité	323,9323127		
Taux équipement ordinateur ménages	75,00%		4
Taux de connexion	68,70%		4
Couverture réseau HD	99,00%		5
Budget TIC	5500000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,276104418		2
Budget total région	1992000000		
Lycéens / ordinateurs	N/A		0
ENT	Expérimentation dans 20 lycées		2
Site internet de la région	<a href="http://www.nordpasdecalais.fr/">http://www.nordpasdecalais.fr/</a>		3
Téléprocédures et services en ligne	marchés publics + aides aux collectivités développant les services administratifs en ligne		3
Mesure phare éducation	Mise en place de Learning centers		4
Mesure phare E-santé	Réseau de téléradiologie, informatisation des Samu et partage de bonnes pratiques administratives		3
Mesure phare TPE / PME	Partenariat avec la CRCI pour l'aide à la décision et les infos utiles aux entreprises TIC		3
Projet innovant de la région	Soutien des collectivités dans l'accompagnement TIC	Projets Dream+, ARCTIC et PRATIC/conduite du changement	4
Existence d'un observatoire des TIC	oui		4
Diffusion des informations	Sites internet, vidéos / reportages		3
Aide directe aux particuliers	Via les cyber-centres (212), la région accompagne ces centres en leur proposant des packs de services		3
Variété des politiques menées	moyenne		3

Le Nord-Pas de Calais compte deux départements (Nord, Pas-de-Calais). On y recensait 4,02

millions d'habitants en 2008 (données INSEE juin 2010) pour une superficie de 12.410km<sup>2</sup>, soit une densité de 324 habitants au km<sup>2</sup>. La capitale régionale est Lille.

Site Internet : <http://www.nordpasdecals.fr/>

## Budget

La Région dépense 5,5 millions d'euros par an pour les TIC, dont 2,5 millions en investissement et 3 millions pour le bon fonctionnement de l'existant. S'ajoutent à cela 69 millions d'euros de fonds européens qui s'étalent de 2007 à 2013.

Le budget primitif 2010 de la Région s'élève à 1,992 milliards d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

Il y a plusieurs réseaux fibrés dans la région. Les réseaux des communautés urbaines d'Arras et de Dunkerque sont à vocation professionnelle, celui de Gravelines est résidentiel et celui de la communauté urbaine de Valenciennes est destiné à la fois aux professionnels et aux particuliers dans le cadre du déploiement FTTH.

Des cartes décrivant les initiatives FTTH et la résorption des zones blanches sont accessibles sur le site de la Région : <http://www.nordpasdecals.fr/tic/gouvernance/telecom.asp>.

On compte douze Délégation de Service Public (DSP) pour l'installation de stations de base radio pour l'accès à Internet.

### Accès

En 2006, 19000 lignes n'étaient pas éligibles à l'ADSL. Aujourd'hui, sur les 1,6 millions de lignes que compte la région, seules 15000 ne sont pas éligibles à l'ADSL soit moins de 1% du total grâce notamment au déploiement de NRA-ZO. Les technologies sans fil ont permis de résorber définitivement les zones blanches. 99,9% des foyers sont raccordables avec un débit minimum de 512kbit/s.

D'après l'enquête « Ménages » de l'observatoire des services et usages (sur 2008), 75 % des habitants disposaient d'un ordinateur et parmi eux, 91,7 % avaient une connexion internet à domicile (soit 68,7% des foyers).

## Service public et e-administration

Plusieurs services d'e-administration sont proposés comme le programme régional de formation, les demandes de bourses ou les appels d'offres sur la plateforme de dématérialisation Agysoft.

Un observatoire du marché régional des télécommunications a été mis en place. Il doit aider à mieux connaître le secteur et à y adapter les politiques publiques. Sont notamment prévus un état des lieux de la couverture du territoire et un travail sur la desserte des ZAE de la région. Cette

structure est complétée par un observatoire des Services et Usages, qui a publié une étude menée en 2008 auprès des ménages, entreprises et collectivités.

Pour favoriser une démocratie ouverte à l'échelle locale et une citoyenneté plus participative, le Conseil régional a lancé le programme DREAM+. Il doit soutenir les projets des collectivités locales mobilisant les TIC au service du rapprochement entre les citoyens et les élus. Les séances plénières du Conseil régional sont retransmises en direct et en différé.

La Région propose aux territoires qui le désirent un accompagnement de 15 jours pour leur permettre d'élaborer une stratégie numérique (définir des objectifs, évaluer les moyens financiers et humains à mettre en œuvre, établir un calendrier). Ce dispositif, nommé ARCTIC, devrait concerner 15 territoires sur 3 ans.

La Région soutient les collectivités dans la numérisation des services publics avec le dispositif "PRATIC/conduite du changement" pour que les citoyens bénéficient d'un service efficace et de qualité. Si la collectivité fait appel à un prestataire pour évaluer les changements organisationnels induits par ce passage au numérique, la Région peut financer jusqu'à 70% du coût.

La Région soutient également l'innovation dans l'usage des TIC avec le dispositif "PRATIC/actions TIC innovantes" et couvre jusqu'à 70% du coût pour les porteurs de projets.

La Région soutient les collectivités qui veulent inclure dans leur offre de services plus de participation citoyenne. L'ajout du canal numérique ou d'autres dynamiques qui induisent plus de participation citoyenne pourra être subventionné à hauteur de 60% avec un objectif de 5 collectivités aidées par an.

Pour encourager les collectivités locales à s'engager dans l'ajout d'un canal numérique, la Région rémunère un prestataire qui les aidera pendant 10 demi-journées à mieux cerner et définir leur projet pour que celui-ci ait les meilleures chances de succès. L'objectif est d'aider 10 collectivités par an.

Sur les 1550 communes de la région, 620 communes disposent aujourd'hui d'un site. 76 des établissements publics de coopération intercommunale sur les 91 que compte la région ont aussi un site soit une hausse de 6% depuis 2008.

## Formation et lien social

On compte 212 cyber-centres opérationnels qui regroupent environ 2000 postes et 300 animateurs. La Région accompagne ces centres en leur proposant trois pack de services : le pack PSC1 pour la lisibilité et l'accessibilité aux politiques régionales, le pack PSC2 appelé TIC et développement des territoires et enfin le PSC3, TIC et participation citoyenne.

Ce dernier pack permet aux animateurs d'EPN de bénéficier d'une journée de sensibilisation (explication des enjeux, des méthodes, découverte des outils) et d'un site Internet dédié qui les aide à accompagner au mieux les visiteurs dans leur familiarisation avec les TIC.

Les animateurs de cyber-centres sont par ailleurs formés aux outils Pôle Emploi ou à leur site suite

à deux accords signés à l'époque avec les Assedics du Pas-de-Calais et les Assedics des Pays du Nord. L'accès aux cyber-centres est en général gratuit pour les demandeurs d'emploi.

Les cyber-centres régionaux collaborent avec le réseau EPN Wallonie ce qui permet aux animateurs de prendre part aux manifestations et ateliers de part et d'autre de la frontière.

Les cyber-centres des zones rurales et périurbaines ont un dispositif spécifique consacré au commerce électronique. <http://www.prim-nordpasdecalais.fr/>

## Education

Les 400 collèges et 196 lycées de la région sont tous équipés en informatique et reliés à Internet. Un ENT (Espace Numérique de Travail) est en cours d'expérimentation dans 20 lycées.

Dans le cadre du projet Etat-Région 2007-2013, quatre *learning centers* sont en train d'être mis en place. Ils seront accessibles à tous et regrouperont, outre des documents papiers traditionnels, des ressources numériques nombreuses et innovantes. Les thèmes d'études de ces structures sont : le fait religieux (à l'abbaye de Vaucelles), la ville et le développement durable (à Dunkerque), l'innovation et les pôles de compétitivité (à l'université de Lille 1) et enfin l'archéologie et l'égyptologie (au « learning center » de l'université de Lille 3).

Plus d'informations : [http://www.nordpasdecalais.fr/enseignement\\_superieur/learning\\_centers/intro.asp](http://www.nordpasdecalais.fr/enseignement_superieur/learning_centers/intro.asp)

La Région a mené de nombreuses actions dans le domaine de la formation à distance et a accompagné la dynamique nationale UNR (Universités Numériques en Région).

Le Conseil régional subventionne NOROPALE, le réseau régional de l'enseignement supérieur et de la recherche de la région Nord/Pas-de-Calais. En janvier 2009, ce réseau interconnectait une vingtaine de sites principaux et leur fournissait des débits allant de 10Mbits/s à 200Mbits/s.

Des sites d'information et d'orientation sont développés par le Conseil régional, notamment pour :

- l'apprentissage : <http://moncontratdapprentissage.nordpasdecalais.fr/debut.html>
- le parcours de formation : <http://www.nordpasdecalais.fr/cartesMetro/> (qui demande encore à être approfondi).

## Culture et Santé

Un réseau de téléradiologie est en cours de déploiement et les Samu départementaux ont été informatisés. Dans le cadre d'un syndicat inter-hospitalier, un partage d'applicatifs administratifs et professionnels et de bases de connaissances médicales a été mis en place.

## Economie et Entreprises

Une étude sur les TIC et les entreprises a été publiée au premier semestre 2010. Elle recense 4181

établissements TIC en Nord-Pas de Calais. L'observatoire des TIC a pour ambition « d'offrir aux entreprises et aux porteurs de projets un véritable outil d'aide à la décision ». Site internet : <http://www.observatoire-tic.fr/>. La Région s'est associée, pour monter cette structure, à la CCI Grand Lille, à Lille Métropole, à Digiport et à la CRCI.

La Région soutient plusieurs pôles de compétitivité et fait évoluer les aménagements pour correspondre aux demandes des entreprises, dans le domaine ferroviaire et transports, du textile et des matériaux du futur, des arts de la table, imprimerie et arts graphiques, le packaging et l'emballage, les produits aquatiques (pêche et aquaculture), les industries du commerce pour la distribution du futur et les problématiques de nutrition et d'autonomie.

Voir la liste ici : <http://www.nordpasdecalais.fr/economie/territoireRegional.asp>

## Diffusion des informations

Pour faire connaître les initiatives régionales dans le domaine TIC, des outils numériques sont utilisés : site internet et lettre électronique. Ils permettent d'évoquer l'actualité et sont complétés par un cycle de séminaires dont le but est d'analyser en profondeur des cas régionaux.

### Sources :

*Éléments de réponses apportés par **Monsieur Gérald FIEVET**, Chargé de mission à l'aménagement et au développement du territoire par les télécommunications au Conseil Régional Nord - Pas de Calais*  
Site du Conseil Régional du Nord-Pas de Calais : <http://www.nordpasdecalais.fr/>  
Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>  
Site du réseau NOROPALE : <http://www.noropale.fr/>  
Observatoire des TIC : <http://www.observatoire-tic.fr/>.

# PAYS DE LA LOIRE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	3553353		
Surface	32082		
Densité	110,7584627		
Taux équipement ordinateur ménages	76,00%		4
Taux de connexion	68,00%		4
Couverture réseau HD	N/A		0
Budget TIC	N/A		0
Part du budget TIC dans budget total (%)	N/A		0
Budget total région	1396000000		
Lycéens / ordinateurs	2		5
ENT	oui		4
Site internet de la région	<a href="http://www.paysdelaloire.fr/">http://www.paysdelaloire.fr/</a>		3
Téléprocédures et services en ligne	Beaucoup de liens et d'informations mais peu de téléprocédures		3
Mesure phare éducation	Projet E-LYCO		4
Mesure phare E-santé	Télé médecine facilitée par le cablage des établissements de santé		3
Mesure phare TPE / PME	Synapse : centre de ressources et d'aide à la décision		4
Projet innovant de la région	E-LYCO		4
Existence d'un observatoire des TIC	Oui : Synapse		4
Diffusion des informations	Sites internet de la Région + actions de Synapse		3
Aide directe aux particuliers	45 ERN sur le territoire		3
Variété des politiques menées	moyenne		3

La Région Pays de la Loire regroupe 5 départements (Loire-Atlantique, Sarthe, Maine-et-Loire, Mayenne, Vendée) pour 3 553 353 habitants sur 32 082 km<sup>2</sup>, soit une densité de 111 hab./km<sup>2</sup>. La capitale régionale est Nantes.

## Budget

La Région a investi 28 millions d'euros répartis sur 15 ans dans le syndicat mixte Gigalis destiné au développement du haut débit sur tout le territoire. Elle finance également partiellement le centre

de ressources Synapse et l'ENT E-Lyco. Le budget primitif 2010 s'élève à 1,396 milliards d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et accès

La Région a mis en place le réseau très haut débit Gigalis, annoncé en 2006 qui permet aux utilisateurs de bénéficier des liaisons supérieures au Gigabit/sec. Ce réseau très haut débit s'appuie à la fois sur les réseaux d'initiative publique des collectivités mais également sur l'infrastructure des opérateurs dans une logique de complémentarité et de maîtrise des investissements publics. Le réseau comptabilise 600km de fibre optique.

En 2010, d'après le centre de ressources Synapse, on dénombrait en ays de la Loire :

- 76% des ménages équipés d'un ordinateur portable
- 68% des ménages connectés à internet

Une concertation pour l'élaboration d'une « Stratégie de Cohérence Régionale d'Aménagement Numérique » (ScoRAN) lancée en mai 2010 doit élaborer la résorption des zones blanches, étudier les projets très haut débit et harmoniser les politiques territoriales.

## Service public et e-administration

La Région a dématérialisé ses marchés publics. Elle offre la possibilité de télécharger un grand nombre de guides et brochures administratives et d'information, un grand nombre de cartes. Les délibérations du Conseil sont disponibles sur une page dédiée (<http://www.deliberations.paysdelaloire.fr/>) mais le système de recherche est laborieux.

## Formation et lien social

Au niveau des usagers, les Espaces Régionaux Numériques (ERN) proposent un accès et un accompagnement aux nouveaux services accessibles par internet.

Il existe actuellement 45 espaces publics numériques labellisés sur le territoire, portés par des associations ou des collectivités locales.

## Education

Dans le domaine l'éducation, la mise en réseau progressive des lycées devrait faciliter outre une utilisation intensive de l'internet, le développement des projets autour de l'«environnement numérique de travail».

Le projet E-LYCO, qui a reçu en octobre 2010 le prix de la e-administration lors du World E-Government Forum ([www.wegf.org](http://www.wegf.org)) a été soutenu par la région Pays de la Loire, à laquelle se sont associés le rectorat de l'académie de Nantes et l'ensemble des Conseils généraux de la région.

Ce grand projet vise à rassembler tous les acteurs du monde éducatif, des professeurs aux élèves en passant par les parents et l'administration. Services aux professeurs, aides au suivi de la scolarité, conseils en formations, ressources en ligne, etc. : cet ENT vise à concerner 320 000 élèves à l'horizon 2014, avec un budget de près de 13 millions d'euros.



© E-Lyco / Région Pays de Loire, 2010

S'agissant de l'équipement des établissements, on compte un ordinateur pour deux lycéens. Tous les lycées sont raccordés en haut débit et 215 tableaux blancs interactifs ont été commandés pour 90 lycées.

Les universités ne sont pas en reste avec la liaison IUT de Saint-Nazaire-Université de Nantes à 15 Gigabits par seconde, disponible depuis septembre 2008.

## Economie et entreprises

Le centre de ressources Synapse met à disposition des études et dossiers numériques. D'un répertoire des prestataires TIC au décryptage du e-tourisme en passant par les usages TIC en entreprises, le site internet est une source précieuse pour les entreprises de la région et pour l'attractivité du territoire.

La dernière étude (2009) menée sur les usages TIC dans les entreprises établit les statistiques suivantes :

- 75% des établissements sont équipés en ordinateurs.
- 63% des établissements sont aujourd'hui connectés à Internet.
- 32% des entreprises possèdent leur propre site Internet.
- 34% des établissements font appel à des prestataires TIC dans leur département, 10% en région ou dans les départements limitrophes.

## Santé

La Région prévoit la mise en réseau en très haut débit des centres hospitaliers. Cela permet le transfert des données mais surtout des images (IRM, Scanner) sur l'ensemble du territoire ligérien et de manière sécurisée, pour une amélioration de la qualité de prise en charge des patients, facilitant ainsi le développement de la télémédecine et permettant notamment aux futures maisons de santé d'être au cœur de ce dispositif.

## Diffusion des informations

Le site SYNAPSE, observatoire des TIC en Pays de Loire, recense toutes les actions effectuées, prévues, ou en cours de réalisation au sein de la région. Il compte aussi des appels d'offre et les observatoires mentionnés ci-dessous.

## Projets futurs

La poursuite du projet Gigalis constitue l'axe principal de la région en matière de TIC.

### Sources :

Site de la région : [www.paysdelaloire.fr](http://www.paysdelaloire.fr)

Article sur les Pays de la Loire dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Site internet du centre de ressources Synapses : <http://www.synapse.paysdelaloire.fr>

Site du réseau des ERN en Pays de Loire : <http://ern.paysdelaloire.fr/>

Enquête Zdnet : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# PICARDIE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1886000		
Surface	19399		
Densité	97,22150626		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	99,80%		5
Budget TIC	6500000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,654582075		3
Budget total région	993000000		
Lycéens / ordinateurs	3		5
ENT	oui dans 47 lycées + projet d'une université numérique		3
Site internet de la région	<a href="http://www.cr-picardie.fr/">http://www.cr-picardie.fr/</a>		4
Téléprocédures et services en ligne	Marchés publics, relations Etat-région, bourses, aides, paie		4
Mesure phare éducation	Plateformes Coursus et Formation		3
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	Aides pour la formation aux TIC à destination des entreprises		3
Projet innovant de la région	Encyclopedie.picardie.fr		4
Existence d'un observatoire des TIC	non	projet en cours	0
Diffusion des informations	Nombreux sites internet + Promotion des logiciels libres		4
Aide directe aux particuliers	Via les EPN, formation assurée en partie par la Région (1,5 million par an) – 100 000 utilisateurs formés/an.		4
Variété des politiques menées	large		4

La Picardie comporte 3 départements : l'Aisne, l'Oise et la Somme. Elle concentre 1 886 000 habitants sur une superficie de 19 399 km<sup>2</sup>. Cela représente une densité de population de 97 habitants par km<sup>2</sup>. La capitale régionale est Amiens.

## Budget

Le budget de la Région pour le développement des usages des TIC s'élève à environ 3 millions d'euros par an, auxquels s'ajoutent environ 1.5 millions d'euros annuels du FEDER. De plus, 3,5 millions d'euros par an sont consacrés aux infrastructures dont 3 millions affectés au fonctionnement du RRT. Enfin, une enveloppe de 4 millions d'euros de FEDER était consacrée aux infrastructures en gestion de subvention globale à la Région. L'enveloppe a été partagée équitablement entre les 3 départements pour résorber les zones blanches du haut débit et de la téléphonie mobile. A l'heure actuelle, 9 projets de la Région ont été aidés par le FEDER : l'encyclopédie picarde Picardia, le site Internet Picardie En Ligne des espaces publics numériques de la région, les bornes de visiophonie de services publics, le système de Mutualisation de l'Information Géographique en Picardie (MIGEP) et les programmes de couvertures des zones blanches du haut débit et de la téléphonie mobile.

Au total donc, ce sont 6,5 millions d'euros qui sont consacrés aux TIC plus 5,5 millions du FEDER. Le budget primitif 2010 de la région s'établit quant à lui à 993 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

La Picardie dispose d'un Réseau régional des Télécommunications : réseau de collecte, extension de RENATER en Picardie reliant les principales villes picardes et composé de liaisons louées auprès des opérateurs. Aujourd'hui, 425 établissements bénéficient des services offerts par ce réseau et son coût de fonctionnement annuel est de 3 millions d'euros.

Dans le département de la Somme, une DSP (Délégation de Service Public) a été octroyée pour le développement du réseau de fibre optique Philéas Net qui s'étend sur 830 km. Dans le département de l'Oise, une DSP a été octroyée pour le développement de l'infrastructure de télécommunications Téloise, qui s'étend sur 860 km dont 550 en fibre optique.

### Accès

La Picardie soutient les projets de résorption des zones blanches ADSL, dont les projets de NRA-ZO (Nœud de Raccordement d'Abonnés Zones d'Ombre) : aujourd'hui 12 NRA-ZO sont en service et deux programmes totalisant 104 NRA-ZO sont en cours de réalisation. Le déploiement de ces solutions s'appuie sur les Réseaux d'Initiative Publique (RIP) Téloise et Philéas Net. Le département de l'Aisne a quant à lui plutôt opté pour une solution alternative exploitant les faisceaux hertziens, à savoir le WifiMax. Au terme de ces projets, 99,8% de la population picarde devrait avoir accès à une connexion Internet haut débit.

En outre, on comptabilise aujourd'hui en Picardie 484 NRA dont 162 sont dégroupés. Les RIP de l'Oise et de la Somme ont facilité le dégroupage : dans l'Oise près de 80% des habitants ont accès à une offre dégroupée contre seulement 40% dans l'Aisne. Ces RIP contribuent ainsi largement au développement d'offres concurrentielles en termes de baisses de tarifs, à la diversité des services

proposés, à l'augmentation des débits proposés ainsi qu'à la résorption des zones blanches. Ils constituent un atout non négligeable dans le déploiement du Très Haut Débit.

La Région soutient également les collectivités pour l'amélioration de la couverture de téléphonie mobile.

## Service public et e-administration

La Région finance fortement la production de logiciels libres tels que [Scenari](#) (une chaîne éditoriale pour la production de document), [OpenCplusNet](#) (un logiciel pour l'Insertion par l'Activité Economique), des logiciels pour des portails de commerce ou encore de covoiturage.

La Région lance les premiers projets de dématérialisation des démarches administratives. Les premières réalisations sont relatives aux demandes de bourses en ligne et le suivi des aides réservées aux étudiants. Une présentation des aides est aussi disponible en ligne avec la possibilité de conseil via numéro vert, le dispositif sera bientôt étendu au renseignement en ligne via un module de « chat ». De plus, un dispositif expérimental de bornes de visiophonie de services publics a été mis en place par la Région en septembre 2009. Les services proposés sont ceux de l'information sur les aides régionales, l'information jeunesse (via le Centre Régional d'Information Jeunesse) et les informations délivrées par les Maisons de l'Emploi et de la Formation.

Par ailleurs, il existe une dématérialisation entre services de l'Etat et de la Région concernant le contrôle de légalité. Les procédures de marchés publics sont également dématérialisées et il existe des protocoles d'échange informatique avec les services de la Trésorerie générale avec pour finalité la dématérialisation des titres et mandats, des flux inventaires comptables et des flux budgétaires. Une plateforme de services à destination des communes est actuellement en cours de réflexion.

Enfin, tous les sites de la Région répondent à la norme WCAG et sont accessibles aux malvoyants et aux non voyants.

## Formation et lien social

En Picardie environ 150 salles portent le label Picardie en Ligne, ce qui représente un total de 102 animateurs dont 80% sont aujourd'hui devenus titulaires de la fonction publique territoriale sous l'impulsion de la Région qui finance les postes de 30 à 60%. La couverture territoriale n'est pas encore parfaite, un déploiement complémentaire de 20 à 50 EPN sur des territoires ciblés pourrait être utile mais la décision revient aux porteurs de projets (communes, intercommunalités, associations), la Région fixant le cadre et étant le coordinateur et le principal financeur, mais pas le décideur.



Près de 100 000 utilisateurs sont formés chaque année dans les EPN picards. L'évolution du dispositif a permis d'offrir des formations, non plus uniquement sur l'accès internet ou la bureautique, mais sur tous les nouveaux usages induits par les nouvelles technologies : montage vidéo, retouche photo, MAO, gestion de sites internet). De plus chaque salle dite « principale », soit 75% des salles, a l'obligation d'organiser des animations, dont certaines vers des publics ciblés

(seniors, chômeurs, enfants). Plus de 50% du public est constitué de retraités. Le projet EPN suit son cours et a été renouvelé pour la période 2010-2012. Le budget est d'environ 4.5 millions d'euros pour 3 ans.

De plus, la région a lancé le développement d'un réseau social des associations reposant sur le même principe que Facebook.

Plus d'informations : <http://www.picardie-en-ligne.fr/> (crédit photo ©CR de Picardie 2010)

## Education

Depuis 1998 tous les lycées de la région (publics, privés et agricoles) sont connectés à Internet par le Réseau Régional de Télécommunications.

Le taux d'équipement des lycées est de l'ordre de 1 ordinateur pour 3 élèves. Cela représente un total de 23 889 machines dont 20 000 ont moins de six ans. De plus, 40 lycées ont reçu une subvention pour l'acquisition d'équipements de visioconférence. La Région a également mis en place un système de prêts d'ordinateurs portables pour les élèves, avec une banque de prêt de l'ordre de 2200 machines. La région permet aussi le prêt d'imprimante pour les élèves en rupture. Par ailleurs, en 2009, 620 000 euros ont été investis pour la mise à disposition pour les élèves de ressources éducatives en ligne (soutien scolaire, Petit Robert, presse).

Aujourd'hui 47 lycées picards disposent d'un ENT (Espace Numérique de Travail) et un projet d'Université Numérique en Région Picardie est actuellement en cours de déploiement avec pour objectif le « développement et la généralisation de l'utilisation des services numériques d'enseignement et de vie universitaire sur le territoire picard ».

Le budget de fonctionnement annuel est de 3 millions d'euros. Des évolutions sont envisagées, augmentation des débits jusqu'à 2\*8 Mbps en SDSL ou fibre par exemple, en fonction des besoins des établissements puisqu'une supervision proactive est menée sur chaque site.

La plateforme Cursus<sup>9</sup> offre de nombreux renseignements pour les jeunes : formation, bien-être, emploi, sorties, voyages, bons plans, etc. Elle centralise également les aides offertes aux jeunes financées en tout ou partie par la Région. Cependant, les démarches ne sont pas encore dématérialisées.

D'autres plateformes ont été mises en place par la Région : <http://webtv.picardie.fr>, <http://formation.picardie.fr>, [www.cursus.picardie.fr](http://www.cursus.picardie.fr), ou encore <http://associations.picardie.fr>.

## Culture et Santé

La région a lancé un portail dédié à la culture (<http://www.culture.picardie.fr>) ainsi qu'une newsletter et que le programme Picardia : une encyclopédie territoriale basée sur le même principe que Wikipédia (<http://www.encyclopedie.picardie.fr>). Une web TV reprenant le principe de Dailymotion à également vu le jour.

---

<sup>9</sup> <http://jeunes.picardie.fr/>



©Culture.picardie.fr 2010



© Encyclopedie.picardie.fr 2010

Par ailleurs, la Région est à l'initiative de la Mutualisation d'Information Géographique dont le but est de partager les données géographiques de 35 acteurs publics.

## Economie et entreprises

La Région subventionne des projets de formation aux TIC portés notamment par les Chambres de Commerce et d'Industrie ainsi qu'un pack de logiciels libres pour le créateur d'entreprises. Ainsi, la Région a soutenu le développement du logiciel ERP OpenCplusNet (développé en libre) pour l'insertion par l'Activité Economique.

Par ailleurs un portail dédié à la politique des acteurs picards devrait bientôt voir le jour afin de regrouper en un seul lieu tous les projets picards en la matière.

## Diffusion des informations

Chaque année, la région Picardie organise un Carrefour des Possibles ainsi qu'un café-carrefour. Le Conseil régional soutient l'organisation de manifestations autour du logiciel libre telles que les « Rencontres mondiales du Logiciel Libre » qui ont eu lieu en 2007 ou encore « Les Trophées du Libre ».

La Région prévoit en outre de mettre en place des newsletters autour des TIC à destination des élus.

## Projets futurs

Un portail dédié à la politique TIC des acteurs picards devrait bientôt voir le jour. Le but est de regrouper en un seul lieu tous les projets picards en la matière.

Par ailleurs, la Région souhaite améliorer les relations entre usagers et administration.

### Sources :

Éléments de réponses apportés par **Monsieur Jean-François FAUCHARD**, Chargé de mission au sein de la Direction des infrastructures numériques du Conseil Régional de Picardie, sur la politique de la région en matière de TIC.

Site de la région : [www.cr-picardie.fr](http://www.cr-picardie.fr) et les sites annexes : : <http://webtv.picardie.fr>, <http://formation.picardie.fr>, [www.cursus.picardie.fr](http://www.cursus.picardie.fr), <http://associations.picardie.fr>, <http://www.culture.picardie.fr>, <http://www.encyclopedia.picardie.fr>.

Article sur la Picardie dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Enquête Zdnet : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# POITOU-CHARENTE

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	1759780		
Surface	25810		
Densité	68,18209996		
Taux équipement ordinateur ménages	70%		4
Taux de connexion	62		3
Couverture réseau HD	97,40%		5
Budget TIC	2850000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,416058394		2
Budget total région	685000000		
Lycéens / ordinateurs	N/A		0
ENT	oui à La Rochelle		1
Site internet de la région	<a href="http://www.poitou-charentes.fr">http://www.poitou-charentes.fr</a>		2
Téléprocédures et services en ligne	Soutien aux collectivités dans l'appropriation des TIC		3
Mesure phare éducation	N/A	Plateforme Jeunes Poitou Charente riche d'informations à destination de tous les jeunes	0
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	Mise en place du « Chèque TIC » pour la formation au numérique des chefs d'entreprises / entrepreneurs		4
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	oui	<a href="http://www.barometretic.poitou-charentes.fr/">http://www.barometretic.poitou-charentes.fr/</a>	4
Diffusion des informations	Sites internet + vidéos + sites dédiés		3
Aide directe aux particuliers	N/A		0
Variété des politiques menées	moyen		3

Le Poitou-Charentes compte quatre départements (Charente, Charente-Maritime, Deux-Sèvres, Vienne). On y recense 1 759 780 habitants (au 30 décembre 2009 : donnée inscrite dans la description du budget primitif 2010 de la Région) pour une superficie de 25.810 km<sup>2</sup>, soit une densité de 68,2 habitants au km<sup>2</sup>.

Site Internet : [www.poitou-charentes.fr](http://www.poitou-charentes.fr)

## Budget

La Région a projeté en 2010 un budget global de 2,850 millions d'euros (calcul basé sur les autorisations d'engagement publiées dans l'étude « Régionales 2010 » de zdnet.fr). Il est réparti à hauteur de 569 000€ pour le développement des usages pour tous, de 122 470€ pour le développement des TIC dans les PME, de 1 857 000€ pour le développement des usages dans l'enseignement supérieur de la recherche et de l'éducation et de 300 000€ pour l'amélioration de l'offre Internet de la Région.

Le budget primitif global de la Région s'établit pour 2010 à 685 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

### Accès

La Région et l'Union Européenne ont porté l'opération « Tous Connectés » qui permet à 2500 logements en immeubles de Poitiers et 1 800 logements de Châtelleraut de bénéficier d'un accès internet à haut débit grâce au Courant Porteur en Ligne (CPL).

Destinée à 2500 foyers sur le territoire de Poitou-Charentes, cette opération, lancée le 27 octobre 2008, vise à réduire la fracture numérique en faisant bénéficier à ces foyers d'une offre internet à prix réduit (comprise entre 8 et 19 euros par mois), ainsi que d'un chèque « égalité internet » d'une valeur de 100 euros. Ce chèque doit permettre aux foyers de se procurer un ordinateur, soit neuf, soit reconditionné : la Région a ainsi établi un partenariat avec les Ateliers du Bocage (partenaires de Renaissance Numérique dans le cadre de l'opération Rentrée 2.0) pour que le prix des ordinateurs en question ne dépasse pas les 150 euros (ce qui revient pour un foyer souhaitant s'équiper, à ne dépenser réellement que 50 euros pour l'acquisition d'une machine).

Le déploiement de la technologie Wimax devrait permettre d'atteindre au troisième trimestre 2010 une couverture régionale approchant les 100 % à 2Mbits/s. À ce jour, plus de 3 200 habitants utilisent les technologies Wimax ou Wifi pour accéder à Internet.

## Service public et e-administration

Pour rendre plus efficaces les services rendus aux citoyens, la Région incite les petites collectivités à utiliser des outils numériques. Elle soutient notamment le projet porté par le GIE Liber Accès qui vise à développer l'administration électronique mutualisée entre communes.

## Formation et lien social

Pour garantir à tous un accès en ligne, la Région soutient le réseau des 650 lieux publics internet qui regroupe 513 Accès Publics Internet (API) et 137 EPN.

La région attribue des aides aux petites communes pour l'achat d'un ordinateur destiné au public

et pour la mise en place d'une connexion Wifi, respectivement à hauteur de 500€ et de 200€.

## Education

La Région est maître d'ouvrage du Service Régional à Haut Débit (SRHD). Il permet aux lycées et aux établissements de l'enseignement supérieur un accès aux ressources pédagogiques et administratives dans de très bonnes conditions. La période 2010-2013 devrait voir une amélioration des services avec en particulier, la montée en débit du lien entre l'Université de La Rochelle et l'ENSMA qui va passer de 100 Mbits/s à 1 Gbits/s.

En septembre 2009, une convention a été signée avec les universités de Poitiers et de La Rochelle. Elle comporte plusieurs points dont l'amélioration de la connectivité, l'accompagnement pour l'appropriation des TIC de tous les acteurs, la mise à disposition de ressources pédagogiques électroniques et le développement d'un ENT (Espace Numérique de Travail). Le souhait de la Région est que le taux de cours en ligne se rapproche de 100%.

Le portail Jeunes Poitou-Charentes (<http://www.jeunes.poitou-charentes.fr/>) recense des informations destinées aux lycéens, apprentis, étudiants, jeunes actifs et étrangers mais ne présente pas de services en ligne très développés.

Portail Jeunes Poitou Charentes © Conseil Régional de Poitou Charentes 2010

## Culture et Santé

La région a soutenu les projets de télémédecine portés par des hôpitaux périphériques (Confolens, Montmorillon) et de mise en réseau de spécialistes (association cardiosaintonge).

## Economie et entreprises

Pour aider les créateurs et repreneurs d'entreprises et les exploitants agricoles à développer leur activité grâce à Internet, la Région a lancé le « chèque TIC ». Les entreprises qui se forment au

référencement, à la création de site Internet ou celles qui font appel à un prestataire pour créer leur site ou l'héberger sont subventionnées par la Région à hauteur de 80 % de la facture avec un plafond 500€. En 2009, plus de 400 créateurs et repreneurs ont demandé à bénéficier du chèque TIC.

Plus de 50 entreprises ont été sensibilisées et invitées à s'appropriier les TIC et à faire suivre à leurs salariés une formation à l'utilisation d'internet. En 2009, une vingtaine d'entre elles a participé à des écoles de l'internet.

Le Réseau des Professionnels du Numérique regroupe 80 entreprises du secteur TIC. Il suit trois axes de développement que sont le soutien de l'expertise régionale, le développement des usages dans les TPE/PME et l'innovation et la conquête de nouveaux marchés.

La Région soutient le pôle de compétitivité MTA, spécialisé dans la mobilité et les transports avancés et encourage les filières régionales de l'économie à s'approprier les TIC. Ainsi, les entreprises faisant partie de Futurobois, l'interprofession du secteur bois, d'ARIA pour les industries alimentaires et du réseau Offensiv' PME bénéficient de ses initiatives.

**Sources :**

Site du Conseil Régional de Poitou-Charentes : [www.poitou-charentes.fr](http://www.poitou-charentes.fr)

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	4864015		
Surface	31400		
Densité	154,9049363		
Taux équipement ordinateur ménages	N/A		0
Taux de connexion	N/A		0
Couverture réseau HD	N/A		0
Budget TIC	20000000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	1,180637544		3
Budget total région	1694000000		
Lycéens / ordinateurs	3,5		2
ENT	N/A		0
Site internet de la région	<a href="http://www.regionpaca.fr/">http://www.regionpaca.fr/</a>		3
Téléprocédures et services en ligne	Marchés publics + E-services territoires		3
Mesure phare éducation	Corrélyce	Centre de ressources	3
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	PACA Labs		3
Projet innovant de la région	Corrélyce		3
Existence d'un observatoire des TIC	non		0
Diffusion des informations	Sites internet + réseaux sociaux		3
Aide directe aux particuliers	Réseau de 165 ERIC		4
Variété des politiques menées	moyenne		3

La région Provence Alpes Côte d'Azur est composée de six départements : Alpes-de-Haute-Provence, Hautes-Alpes, Alpes-Maritimes, Bouches-du-Rhône, Var, Vaucluse. Elle compte 4 864 015 habitants pour une superficie de 31 400 km<sup>2</sup> soit une densité de population de 155 habitants par km<sup>2</sup>.

## Budget

D'après l'enquête de Zdnet.fr<sup>10</sup>, le budget annuel des TIC en PACA est de 20 millions d'euros. 28 millions d'euros sont en outre attribués par le FEDER sur la période 2007-2013 (soit 4,67 millions par an).

Le budget primitif 2010 de la région PACA s'établit à 1 694 millions d'euros.

10 <http://www.zdnet.fr/actualites/regionales-2010-l-etat-des-tic-en-paca-39713611.htm>

## Aménagement du territoire

### Aménagement et accès

La Région a mis en place, avec l'appui des fonds FEDER, un réseau de services à très haut débit. Ce dernier, nommé SHERPAA (Service à Haut Débit pour l'Enseignement et la Recherche en Provence-Alpes-Côte d'Azur), a été déployé dès 2002 et mis en œuvre par la Région en tant que maître d'ouvrage. Il offre une connectivité régionale de type « Intranet », un accès internet et une connexion ciblée au réseau mondial de la recherche. Les utilisateurs du réseau SHERPAA sont les universités, les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche et les laboratoires publics, les deux rectorats, les inspections académiques, les centres de documentation pédagogique, certaines collectivités territoriales, les lycées, etc. Cela représente un peu moins de 300 sites dont 180 lycées, répartis sur tout le territoire de la région. Cette intervention de la Région permet de garantir des prestations à coût réduit pour les différents organismes.

La Région a lancé en 2004 un appel à projets (Boucles locales Alternatives) et en 2009 un nouvel appel à projets (Boucles Locales Haut Débit) en direction des territoires : l'objectif est de favoriser le développement de dessertes haut débit sur les territoires de Provence-Alpes-Côte d'Azur qui en sont aujourd'hui exclus. Les dessertes Haut débit constituent en effet un atout majeur pour le développement économique et l'attractivité des territoires.

On compte 3000 lignes traitées, 300 sites connectés à ce réseau intranet haut débit. 12 pays, 8 communautés d'agglomération, 4 Parcs Naturels régionaux se sont inscrits dans le cadre du programme territoire numériques soit 82% des territoires engagés dans un contrat de territoire Le haut débit pour les territoires.

4200 foyers demeurent cependant en zones blanches et 12000 possèdent une connexion bas débit. Le réseau de la région se compose de 780 NRA tous dégroupables.

### Service public et e-administration

Les marchés publics sont disponibles en ligne. Des projets comme le dispositif nommé « e-services et territoires », qui vise à favoriser le déploiement par les territoires de la région de services et d'outils numériques pilotes et innovants (valorisation du patrimoine, TIC et développement durable), ont été mis en place.

Les services en ligne sont toutefois limités et beaucoup de progrès restent à faire dans ce domaine.

### Formation et lien social

La Région dispose de plateformes d'accès Internet nommées ERIC (espace régionaux internet citoyen). Les ERIC sont définis comme « *des lieux de proximité capables d'assurer la sensibilisation et la formation de base aux Techniques d'Information et de Communication (TIC) pour tous les citoyens, gratuitement ou à un coût modéré, avec l'intervention de ressources humaines qualifiées* ».

assurant une médiation entre les usagers et les outils ». On en recense 165.

La carte des ERIC est disponible en ligne ([http://eric.regionpaca.fr/rubrique.php3?id\\_rubrique=1](http://eric.regionpaca.fr/rubrique.php3?id_rubrique=1)) mais n'est pas correctement actualisée.

La cible principale des ERIC est la population du territoire dans lequel s'inscrit le projet (quartier, ville, intercommunalité, pays). D'un point de vue plus général, tous les acteurs publics et privés du territoire sont concernés par les services proposés par les ERIC.

Les groupes directement visés par les actions de la plateforme de services sont les responsables et les animateurs multimédia des ERIC. Mais ce sont au final les citoyens, et notamment les plus défavorisés et/ou éloignés des TIC (seniors, demandeurs d'emploi, personnes en situation de handicap), qui bénéficient de l'amélioration de la diversité et de la qualité des services qui leur sont délivrés.

Plusieurs milliers d'articles sont présents sur la plateforme de ressources en ligne pour les ERIC avec 15 000 à 20 000 visites mensuelles. On compte 30 postes de chargés de développement numérique créés, 50 projets financés pour soutenir les initiatives innovantes et 34 projets sur l'appropriation sociale des TIC.

## Education

Le taux d'équipement moyen est de 1 ordinateur pour 3,5 lycéens.

La Région a mis en place un réseau de services mutualisés pour l'enseignement supérieur, la recherche, les lycées : Corrélyce. La culture devient accessible à tous (dictionnaire, ressources pédagogiques).

18000 enseignants, documentalistes et lycéens qui ont gratuitement accès à près de 150 titres éducatifs.

© Correlyce.fr / Région PACA 2010

## Economie et entreprises

Avec un dispositif lancé en 2008 « PACA Labs », la Région soutient l'innovation numérique et ses

usages dans leur phase d'expérimentation. Le but de ces PACA Labs est :

- « d'aider les PME régionales du secteur des TIC, en situation réelle, les technologies ou services innovants ;
- d'aider les territoires à anticiper sur les nouveaux usages des technologies de l'information et de la communication ;
- d'aider les acteurs locaux qui représentent des communautés d'usages ( artistes, hôpitaux, campus, etc.) à anticiper l'appropriation de nouveaux usages TIC ;
- d'impliquer les acteurs de la formation et de la recherche sur l'exploration des nouvelles pratiques numériques »<sup>11</sup>.

## Diffusion des informations

Un livre blanc est mis à disposition de tous, recensant les actions du territoire en matière de TIC. Mis à part le fait que la Région a créé une page FaceBook, la diffusion d'informations en ligne n'est pas particulièrement développée.

## Projets futurs

La Région compte développer de manière équitable du haut débit afin de faire reculer la fracture numérique. Le projet devrait être soutenu par le FEDER.

### Sources :

*Éléments de réponses apportés par **Monsieur Stéphane MARTAYAN**, Chef de la Mission "technologies de l'information et de la communication », direction de l'économie régionale, de l'innovation et de l'enseignement supérieur.*

Site de la région : <http://www.regionpaca.fr>

Article sur les Provence Alpes Côte d'Azur dans Wikipédia : <fr.wikipedia.org>

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

---

<sup>11</sup> <http://www.regionpaca.fr/notre-region/tic/les-territoires-dans-une-demarche-numerique.html>

# REUNION

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	802000		
Surface	2512		
Densité	319,2675159		
Taux équipement ordinateur ménages	63,00%		3
Taux de connexion	48,00%		2
Couverture réseau HD	N/A		0
Budget TIC	2751241		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,374114903		2
Budget total région	735400000		
Lycéens / ordinateurs	N/A		0
ENT	oui dans 46 lycées et 72 collèges		4
Site internet de la région	<a href="http://www.regionreunion.com/">http://www.regionreunion.com/</a>		3
Téléprocédures et services en ligne	marchés publics, aides et nombreux formulaires / guides téléchargeables		4
Mesure phare éducation	Soutien d'une base de connaissance sur les Mahots de la Réunion		4
Mesure phare E-santé	N/A		0
Mesure phare TPE / PME	Soutien au tourisme (plateforme régionale d'info/réservation)		3
Projet innovant de la région	N/A		0
Existence d'un observatoire des TIC	oui		3
Diffusion des informations	oui via les nombreux sites, les téléchargements, les vidéos et murs photos		4
Aide directe aux particuliers	Soutien au réseau des cyberbases		2
Variété des politiques menées	moyenne		3

La Réunion est une région et un département français d'Outre-mer. L'île est située au sud-ouest de l'Océan Indien, à 700 km à l'est de Madagascar et 200 km au sud-ouest de l'île Maurice. Sa superficie est de 2 512 km<sup>2</sup> pour une population de 802 000 habitants, soit une densité de population de 313 habitants au km<sup>2</sup>. Son chef-lieu est Saint-Denis.

Site Internet : <http://www.regionreunion.com>

## Budget

En 2008, le budget de la Région spécifique au domaine des TIC s'élève à 2 751 241 €, et représente 66% des autorisations inscrites au Budget Primitif 2008.

Le budget primitif 2010 de la Réunion s'élève à 735,4 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

### Réseau et Infrastructures

Une DSP (Délégation de Service Public) a été octroyée pour la gestion du réseau régional à très haut débit Gazelle. Le rôle du délégataire est d'étendre le réseau et de mettre en œuvre de nouveaux services télécom à destination des opérateurs.

Afin d'œuvrer pour l'égalité de l'accès au réseau et aux services, la Région intervient régulièrement sur les liaisons intercontinentales pour en faire baisser le prix. Le but est de baisser les prix des accès haut débit pour l'utilisateur final. Ainsi, grâce à l'action de la Région, les opérateurs de la Réunion ont enfin réussi, en 2008, à acheter de la capacité sur le câble sous-marin SAT3/WASC/SAFE (dit SAFE) à d'autres opérateurs que France Télécom, jusqu'alors en situation de monopole sur ce câble en ce qui concerne les liaisons avec la Réunion.

En outre, via son délégataire de service public, la Région a pu obtenir que les capacités de SAFE soient livrées au Port et non à St Denis, afin d'éviter à tous les opérateurs un surcoût de la liaison St Paul/St Denis.

Par ailleurs une étude sur la création d'un câble sous-marin reliant La Réunion à Madagascar a été menée. Cela serait un pas vers la création d'un réseau inter-îles de l'Océan Indien. L'étude s'est révélée concluante.

### Accès

Depuis 2008, à la Réunion, le bas débit est en voie de disparition : il ne représente plus que 6% des abonnements Internet (source étude IPSOS Océan Indien pour la région Réunion, 2010, disponible sur le site <http://tic.regionreunion.com>).

D'après l'observatoire des TIC de la Région, on estime à 63% la part de la population qui a un ordinateur à domicile et à 48% celle qui a souscrit un abonnement internet. Au niveau des usages, l'internet est avant tout utilisé pour communiquer, mais également acheter (le e-commerce concerne 1 internaute sur 5).

Cependant l'augmentation du débit engendre une hausse significative des prix, et près de 40% de la population ne se connecte jamais, pour des raisons économiques.

## Formation et lien social

A la Réunion, une part importante de la population n'utilise jamais Internet pour des raisons de coûts mais également par manque de formation. C'est pourquoi, la Région a déployé des

« cybercases » qui permettent un accès aux outils et un accompagnement individualisé. En 2008, les Réunionnais accèdent autant à Internet via les espaces publics que par le lycée ou l'Université. De plus, la Région propose une subvention à tous les espaces associatifs demandeurs afin de leur permettre de renouveler une partie de leurs petits équipements, et de couvrir une partie du fonctionnement de l'espace. Quatorze projets ouverts ont bénéficié de cette aide en 2008, ce qui représente un engagement total d'environ 72 000 euros.

Par ailleurs, la Région a engagé en 2008 la poursuite de la « mission d'animation des espaces ». L'objectif est de recueillir des informations sur l'activité des espaces, afin de mieux les accompagner et de les aider à se valoriser auprès d'autres partenaires.

## Education

En 2006 et 2007, la Région permis à 24 lycées de procéder à des travaux de modernisation de leur câblage informatique pour un montant de près de 3,7 millions d'euros cofinancé par l'Union européenne.

En 2008, cinq autres lycées ont bénéficié d'investissements à hauteur de 840 000 euros.

La Région soutient également le développement des ENT (Environnement Numérique de Travail). 46 lycées et 72 collèges, sont concernés, soit plus de 100 000 élèves.

En outre, la Région souhaite former des femmes et des hommes dans le domaine des TIC. En ce sens, elle a accompagné l'étude de faisabilité de l'ouverture de l'école d'ingénieurs ESSIT OI à la Réunion.

Cet Institut est sous maîtrise d'ouvrage de l'Université et fait partie de l'école polytechnique ESIROI. La première rentrée a eu lieu en septembre 2009.

Enfin, la Région soutient la réalisation d'une BAsE de COonnaissance sur les MAhots de la Réunion (BACOMAR) par l'Université.

## Culture et Santé

La Région soutient la création d'une plateforme régionale mutualisée d'information et de réservation touristique. Afin d'alimenter cette plateforme, la Région a procédé à une collecte de données touristiques (photos, coordonnées GPS, entretiens, documents administratifs..). Une base de données mutualisée a ainsi été créée entre tous les acteurs institutionnels du tourisme afin de faciliter l'édition de sites Internet, la publication de brochures et l'information des touristes aux comptoirs.

## Economie et Entreprises

La Région propose un dispositif d'aides aux entreprises. Elle a également mis en place une mesure de "soutien à la création de nouveaux produits logiciels et multimédia". Enfin, la Région soutient la production cinématographique et audiovisuelle de l'île. Cela représente un engagement financier de 953 261 € pour la collectivité régionale sur l'année.

## Diffusion des informations

L'Observatoire des TIC mène des études récurrentes pour suivre l'évolution de l'équipement et

des usages en matière de TIC. Sur la période 2003-2008, s'est poursuivi l'enquête TIC TRACK, afin d'étudier les comportements et les besoins des internautes en matière de services numériques. Les données à jour 2010 sont disponibles et accessibles à tous (<http://tic.regionreunion.com>).

De plus, l'Observatoire participe à la mise en réseau : en 2008, toutes les monographies de projets TIC sur la Réunion ont été actualisées ou renouvelées et publiées sur les sites de la Région et de l'Observatoire des territoires numériques [www.oten.fr](http://www.oten.fr), qui comptabilise près de 400 visites par jour.

La revue Protel News sur les projets TIC à la Réunion a été distribuée « en papier » à 46 000 lecteurs au total sur l'année et est également régulièrement mise en ligne sur le site internet de la Région.

Enfin, en 2008, 7 séminaires ont été organisés afin de sensibiliser les acteurs dans le cadre de l'accompagnement de grands projets.

## Projets futurs

Les principaux projets de la Région pour les mois à venir sont le suivi du déploiement du réseau Gazelle et de l'accès Internet très haut débit.

### **Sources :**

Site de la région : [www.regionreunion.com](http://www.regionreunion.com)

Site régional consacré aux TIC : [tic.regionreunion.com](http://tic.regionreunion.com)

Site de Protel, news sur les TIC : [www.protelnews.net](http://www.protelnews.net)

Article sur la Réunion dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Site de l'OTEN : [www.oten.fr](http://www.oten.fr)

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

# RHÔNE-ALPES

	Résultat	Commentaire	Note (/5)
Nombre habitants	6065959		
Surface	43698		
Densité	138,8154835		
Taux équipement ordinateur ménages	72,00%		3
Taux de connexion	66,00%		3
Couverture réseau HD	98,00%		5
Budget TIC	24000000		
Part du budget TIC dans budget total (%)	0,980392157		3
Budget total région	2448000000		
Lycéens / ordinateurs	3,6		2
ENT	oui mais seulement dans 18% des lycées		3
Site internet de la région	<a href="http://www.rhonealpes.fr/">http://www.rhonealpes.fr/</a>		4
Téléprocédures et services en ligne	dématérialisation des procédures avec les collectivités		3
Mesure phare éducation	Aides à l'équipement (tableaux interactifs, vidéoprojection) + plateforme formavia		3
Mesure phare E-santé	2 portails : l'un réservé aux professionnels (sisra) et l'autre à tous les habitants : ra-sante.com		4
Mesure phare TPE / PME	Centres d'expertise TIC d'aide aux TPE/PME/artisans + projet SIPME		5
Projet innovant de la région	Aides aux TPE PME		5
Existence d'un observatoire des TIC	oui		5
Diffusion des informations	Site de la région accessible sur terminal mobile+ sites dédiés		4
Aide directe aux particuliers	Réseau d'EPN via CORAIA, soutien d'initiatives (Ordinateurs solidaires, etc) + VAE dans les EPN		5
Variété des politiques menées	large		4

La région Rhône-Alpes comporte 8 départements: l'Ain, l'Ardèche, la Drôme, l'Isère, la Loire, le Rhône, la Savoie et la Haute-Savoie. Elle a une superficie de 43 698 km<sup>2</sup>, ce qui en fait la deuxième plus grande région de France Métropolitaine. Elle comptabilise 6 065 959 habitants avec une densité de 139 habitants au km<sup>2</sup>.

Site Internet : <http://www.rhonealpes.fr/>

## Budget

Le budget est de 24 millions d'euros par an pour le développement des infrastructures et l'émergence des usages sur le territoire pour les projets dont la Région n'a pas la maîtrise d'ouvrage (projets réalisés par des communes, des associations, des entreprises). A cela s'ajoute donc les « gros » projets dont la Région a maîtrise d'ouvrage : ces projets sont financés alors directement par les Directions métier/Directions opérationnelles concernées. La Direction TIC de la Région apporte alors une assistance pour l'ingénierie de projet. Par exemple : la carte M'RA, financée directement par le budget de la Direction des lycées puisque que la Région a la maîtrise d'ouvrage.

Les projets dont la Région a la maîtrise d'ouvrage sont financés par les Direction Métier. Il y a souvent plusieurs co-financeurs dont des apports privés. La Région reçoit également une subvention du FEDER de 30 millions d'euros pour la période 2007-2013 pour toute la région (au sens territoriale du terme, donc pas uniquement pour les projets du Conseil Régional, mais aussi pour ceux des autres collectivités, communes etc....).

Le budget primitif 2010 de Rhône-Alpes s'établit à 2 448 millions d'euros.

## Aménagement du territoire

Depuis 2003 la Région a constitué un groupe de travail sur les TIC avec les 8 départements de la région et les agglomérations. Il existe donc une vraie culture partenariale avec les grandes collectivités du Rhône-Alpes. Ce groupe de travail se réunit tous les 2 mois environ afin d'échanger, de partager des bonnes pratiques, de faire de la veille technologique et de construire ensemble. Il existe donc une vraie concertation territoriale autour des TIC.

### Réseau et infrastructures

Il existe actuellement 5 réseaux départementaux et 3 Réseaux d'Initiative Publique sont en cours. La Région apporte bien sûr une aide financière mais aussi une aide en termes d'ingénierie de projet. La Région assure la cohérence des réseaux au niveau régional. Il existe un cahier d'exigences régionales : les réseaux doivent avoir les mêmes caractéristiques techniques et être interconnectés entre eux et ils doivent être raccordés au GICS de Lyon. Sur la période 2006-2009 la Région a investi 35 millions d'euros en soutien aux RIP. Cela a eu un effet de levier et au total ce sont 194 millions d'euros qui ont été investis dans ces projets : apports privés (en général de l'ordre de 50% dans le cadre des DSP), apports des collectivités et de l'Europe.

### Services

La Région soutient le développement du dispositif Terres à CLIC de services aux collectivités.

### Accès

En 2010, 72% des foyers ont un ordinateur. La population connectée représente 66% de la population totale et 72% des usagers se connectent tous les jours. Le haut débit représente 60% des foyers et près de 92% des zones rurales. En effet, aujourd'hui, 97.88% des lignes analogiques sont éligibles à une connexion à 512kps, 87.39% au 2Mbps et 75,4% à 4Mps. Le développement

important du haut débit et des usages est lié à la croissance de la concurrence (grâce au dégroupage) et au déploiement de réseaux d'initiative publique sur la région. Environ 48% des répartiteurs rhônalpins sont dégroupés.

Enfin, la région est favorable aux projets d'extension de la couverture de la téléphonie mobile.

## Chiffres Clés

INFORMATISATION	Ain	Ardèche	Drôme	Isère	Loire	Rhône	Savoie	Haute Savoie	REGION
Ménages	68% (+12)	71% (+3)	74% (+1)	77% (-)	65% (-)	73% (+2)	68% (-)	76% (-2)	72% (+1)
Communes	99% (-)	99% (-)	98% (-)	99% (-)	99% (-)	100% (-)	100% (-)	100% (-)	99% (-)
Prestataires de tourisme	63% (+3)	69% (+5)	70% (-3)	70% (-)	63% (-)	80% (+4)	71% (-2)	69% (-4)	70% (-)
TPE	65% (-1)	63% (-)	73% (+4)	68% (+3)	59% (-3)	70% (-)	64% (+4)	67% (+1)	67% (+1)
PME	98% (-2)	96% (-4)	98% (-)	97% (-3)	99% (-)	99% (+1)	97% (-1)	98% (-1)	98% (-)
<b>CONNEXION INTERNET</b>									
Ménages	58% (+7)	63% (+3)	67% (+3)	68% (-1)	60% (+3)	68% (+5)	58% (-)	67% (-1)	66% (+4)
Communes	98% (-1)	98% (-1)	96% (-3)	99% (-)	99% (-1)	100% (-)	100% (-)	100% (-)	99% (-)
Prestataires de tourisme	62% (+5)	59% (-)	62% (-2)	68% (+5)	55% (-2)	73% (+5)	64% (+4)	68% (-)	64% (-1)
TPE	60% (-1)	43% (-13)	63% (+6)	54% (+6)	47% (-12)	62% (-4)	58% (-1)	64% (-2)	60% (-)
PME	96% (-4)	95% (-3)	98% (+1)	98% (+1)	98% (+1)	97% (+1)	98% (+2)	96% (+2)	97% (-)
<b>CONNEXION HAUT DÉBIT</b>									
Ménages	53% (+7)	55% (-)	59% (+3)	62% (+1)	56% (+2)	64% (+6)	53% (+3)	63% (-1)	60% (+4)
Communes	92% (-1)	92% (+1)	89% (+3)	94% (+4)	95% (-3)	100% (+2)	96% (-2)	96% (-1)	94% (+1)
Prestataires de tourisme	55% (+4)	52% (-)	55% (-1)	58% (+4)	51% (-3)	66% (+3)	58% (-4)	62% (-)	58% (-1)
TPE	59% (-1)	54% (-)	58% (+1)	47% (+2)	58% (-)	65% (-1)	57% (-)	62% (-)	59% (-)
PME	96% (-1)	95% (-)	92% (-1)	97% (-)	97% (+2)	94% (-2)	95% (-1)	93% (+1)	94% (-1)
<b>SITE WEB</b>									
Communes	45% (+10)	62% (+13)	34% (+5)	53% (+12)	48% (+7)	76% (+15)	44% (+5)	69% (+14)	53% (+11)
Prestataires de tourisme	46% (-2)	54% (-)	52% (-)	55% (-3)	41% (+1)	45% (+3)	52% (-1)	48% (-2)	50% (-)
TPE	18% (-2)	17% (+3)	27% (+2)	13% (+2)	17% (+4)	26% (-2)	30% (+7)	32% (-)	24% (+4)
PME	46% (-1)	47% (+5)	40% (+4)	49% (-1)	53% (+2)	55% (-5)	61% (+8)	64% (+1)	53% (+1)
<b>USAGE DE LA VOIX SUR IP</b>									
Ménages	39% (+7)	41% (-1)	44% (-2)	49% (+2)	41% (-1)	49% (+6)	41% (+5)	49% (+2)	56% (+13)
TPE	19% (+3)	18% (+3)	14% (+3)	15% (+3)	26% (+4)	23% (+3)	16% (+2)	19% (+2)	20% (+4)
PME	14% (-7)	17% (+2)	18% (+4)	18% (+11)	20% (+9)	20% (+2)	23% (+8)	31% (+6)	21% (+7)

© Baromètre 2010 de la Société de l'Information en Rhône-Alpes / Mars 2010

## Service public et E-administration

Environ 42% des communes de la région ont un site web et près de 85% des internautes ont déjà utilisé un service administratif en ligne. De plus, 65% des mairies utilisent les téléprocédures pour communiquer avec les autres collectivités et 18% des mairies ont opté pour la gestion dématérialisée des appels d'offres. Notons également que le portail citoyen m.rhonealpes est consultable sur téléphone mobile.

## Formation et lien social

Dans la région, le déploiement des EPN (Espaces Publics Numériques) s'est fait de manière très disparate sur le territoire. Fin 2008 seules 22% des communes disposent d'espaces d'accès publics à Internet. La Région travaille sur la mise en réseau des EPN via CORAIA (Coordination Rhône-Alpes de l'Internet Accompagné). L'objectif est la mise en commun des bonnes pratiques, il s'agit plus d'un travail sur l'animation des EPN que sur le déploiement. En outre, depuis cette année un système de VAE (Validation des Acquis et de l'Expérience) a été mis en place pour les animateurs des EPN : cette année 60 animateurs vont obtenir un diplôme reconnu par l'Education Nationale.

La Région encadre, suit et aide financièrement de nombreux projets. Il existe par exemple un centre de formation pour adultes destiné aux femmes, des bus équipés destinés à former les enfants et les personnes âgées (Les Enfants du Net, département de la Drome), ou encore des réunions en appartement, avec un ordinateur portable et une connexion satellite, mini-

sensibilisation aux usages de l'Internet (La Maison de Grigny, dans le Rhône).  
La Région soutient également le développement du label « Ordinateurs solidaires ».

## Education

En région Rhône-Alpes, 98% des lycées possèdent une salle informatique et le taux d'équipements est d'un PC pour 3.6 lycéens. De plus, 100% des lycées sont équipés d'un vidéoprojecteur et le taux d'équipement en TBI (Tableau Blanc Interactif) a plus que doublé sur la période 2007-2008 et représente aujourd'hui 15% des lycées ; ce qui est relativement important par rapport aux taux d'équipement des autres régions françaises. En revanche, très peu d'ENT (Espaces Numériques de Travail) ont été déployés : seuls 18% des lycées disposent d'un tel espace.

Depuis 2000, la Région gère le réseau Amplivi@ auquel sont raccordés près de 1500 sites universitaires, lycées, collèges et écoles. 2 Académies sont concernées : celle de Grenoble et celle de Lyon. Cela représente un budget de 1 millions d'euros par an.

Enfin, la Région a lancé la plateforme Formavia, réseau des acteurs de la formation continue en Rhône-Alpes et le site collaboratif Explora Sup pour les étudiants qui veulent aller à l'étranger.

## Culture et Santé

La Région a déployé un portail des bibliothèques des 8 plus grandes villes du territoire. De plus, dans le domaine de la culture et des sports, les lycéens et bientôt les apprentis peuvent bénéficier d'une carte M'RA : les livres sont gratuits à la rentrée, réduction pour les musées, le cinéma, les librairies, les licences sportives...

Dans le domaine du tourisme il existe une web tv, Rhône-alpes.tv, qui traite du tourisme, du sport local et des événements à ne pas rater. De plus tous les offices de tourisme sont en réseau via SITRA qui comprend une base de données commune et permet la mise en ligne des capacités d'hébergement en direct.

En outre, un portail pour les professionnels de la santé, SISRA, a été créé afin de permettre à ses utilisateurs d'accéder à des logiciels qui ont été développés spécialement pour eux. Il existe également un site web, RA-santé. De plus, à Chamaonix, les équipes d'urgentistes spécialisés dans l'hypoxie ont été équipées de mallettes satellites (téléphone et caméra). Cela permet d'établir un diagnostic à distance pour les gens qui font des courses de haute montagne notamment.

La Région a également soutenu le projet Résamu qui a permis d'équiper des véhicules du SAMU de façon à pouvoir faire parvenir à l'hôpital des informations et des analyses sur le patient avant même que le véhicule n'arrive dans l'hôpital. Par ailleurs, des bureaux virtuels pour les enfants hospitalisés ont été mis en place.

**Blocs opératoires de Rhône-Alpes, trois blocs menacés de fermeture**

Écrit par Catherine Foulsham / Archivé dans: Accouchement, Chirurgie, Pédiatrie, Urgences

Trois services de chirurgie et de maternité dont l'activité est jugée trop faible pour garantir la sécurité des patients sont menacés de fermeture à terme par des décrets gouvernementaux en préparation.

Dans son édition du 4 juillet, le Journal du Dimanche annonce que le

**FIL D'INFOS**

- 22:27 » Blocs opératoires de Rhône-Alpes, trois blocs menacés de fermeture
- 08:39 » Examen du cœur - la Gamma caméra cardiaque arrive à Lyon
- 08:00 » Dépister la DMLA au plus tôt
- 07:00 » DMLA - 4e Journées nationales d'information et de dépistage
- 09:42 » Donner son sang
- 08:28 » Le monde a besoin de sang neuf
- 15:29 » 30e Congrès de la Société française d'étude et de traitement des brûlures

**ACTUALITÉS** **BRÈVES**

30e Congrès de la

**Services PRATIQUES**

- Numéros d'Urgences
- Rhône-Alpes Santé TV
- Sondages Santé
- Quiz Santé

©Rhône-Alpes Santé / www.ra-sante.com / Conseil régional Rhône-Alpes 2010

Enfin, dans le domaine des transports la Région soutient le projet de création d'une carte OU'RA. Ce projet est actuellement en cours de déploiement et couvre pour le moment 1/3 du territoire. L'objectif est de créer un titre de transport unique pour toute la région quel que soit le moyen de déplacement (bus, tramway). Notons également le développement du site multitud qui reprend le même principe que le site de la RATP (transport en Ile-de-France) mais pour le transport en Rhône-Alpes.

## Economie et entreprises

Environ 52% des PME de la région ont un site web et 97% des entreprises connectées à Internet disposent du haut débit.

Il existe aujourd'hui en Rhône-Alpes 4 centres d'expertise TIC et l'objectif pour les années à venir est d'en avoir 8. Ces centres, cofinancés par la Région les départements et les chambres de commerce, sont en réseau et reçoivent gratuitement les entreprises (TPE/PME/artisans) qui ont besoin de se former ou d'être mises en contact avec des entreprises du numérique. Cela permet de les aider à intégrer les TIC dans leur organisation et dans leur production.

La Région aide également les PME au travers du projet SIPME qui aide les entrepreneurs à mettre en place une stratégie TIC par l'établissement d'un plan d'actions et une aide à la mise en œuvre de la première action du plan. Depuis sa création, SIPME a aidé près de 100 entrepreneurs. Il existe aussi un site web « reprendre en Rhône-Alpes » géré par la Région pour les créateurs et les repreneurs d'entreprise.

En outre la Région soutient le développement de grands pôles de compétitivité dans la région tels qu'Arve Industrie, Axelera, Imaginove (pôle de jeux vidéos connu internationalement), Lyon Biopole, Lyon Urban Truck&Bus 2015, Minalogic (domaine de la nanotechnologie), et le Pôle Européen d'Innovation Fruits et Légumes.

## Diffusion des informations

La Région a mis en place différents dispositifs afin de relayer l'information autour des TIC : le Portail de la région, une newsletter diffusée en interne... Beaucoup d'autres actions avec les partenaires, par exemple, une formation à destination des Pays va être filmée et mise en ligne sur le portail extranet des territoires.

## Projets futurs

La Région doit terminer la politique SIDHERAL et réfléchir actuellement aux suites et évolutions de cette politique.

### Sources :

*Éléments de réponses apportés par **Madame Isabelle SORIANO**, Responsable du service TIC au sein du Conseil Régional de Rhône-Alpes, sur la politique de la région en matière de TIC.*

Site de la région : [www.rhonealpes.fr](http://www.rhonealpes.fr)

Article sur le Rhône-Alpes dans Wikipédia : [fr.wikipedia.org](http://fr.wikipedia.org)

Enquête Régionales 2010 par ZDNet.fr : <http://www.zdnet.fr/special/elections-regionales/>

Renaissance Numérique  
[www.renaissancenumerique.org](http://www.renaissancenumerique.org)  
[contact@renaisancenumerique.org](mailto:contact@renaisancenumerique.org)  
Twitter : @RNumérique  
01.45.62.63.95

Le Hub 57 – 57 rue de l'abbé Groult  
75015 Paris